

L'exemple koweïtien

« PLUS rien ne sera comme avant. C'est ce qu'avait dit l'émir Jaber aux représentants de l'opposition koweïtienne alors qu'il était, comme eux, en exil durant l'occupation irakienne de l'émirat. En organisant des élections libres, il vient de tenir l'essentiel de sa promesse. Le Koweït dispose à nouveau d'un Parlement, et l'opposition y est fortement représentée. Certes, l'électorat est si réduit (80 000 personnes) qu'on pourrait parler d'oligarchie, mais le campagne a donné lieu à une extraordinaire liberté d'expression.

L'événement est d'autant plus remarquable que les assemblées parlementaires dignes de ce nom sont des plus rares au Proche-Orient, à l'exception des exemples israélien, égyptien et jordanien, plus ou moins comparables. Et le cas du Koweït est tout à fait unique parmi les monarchies du Golfe.

La promesse faite par l'émir s'adressait certes à ses sujets, mais aussi aux dirigeants occidentaux, qui, avant de s'engager à former ou, soutenir la coalition contre l'Irak, avaient souligné une certaine libéralisation des régimes de la région, après le conflit.

On savait que les arguments employés par la propagande de M. Saddam Hussein contre les «potentats corrompus» des monarchies pétrolières avaient porté auprès d'une grande partie de l'opinion publique du monde arabe, voire en dehors de celui-ci. Le président François Mitterrand, en septembre 1990, devant l'Assemblée générale de l'ONU, avait parlé de «l'expression démocratique des choix du peuple koweïtien».

De même que les alliés ne sont pas venus seulement au secours du Koweït, mais aussi des autres États pétroliers du voisinage, de même un tel souhait laissait entendre que ces derniers devraient essayer d'avoir à l'avenir un visage plus présentable ou défendable. Les dirigeants saoudiens avaient bien saisi l'allusion puisque, se sentant également visés, ils avaient pris ombrage du terme «expression démocratique» utilisé par le président français. Eux qui, en 1986, avaient fait pression sur l'émir Jaber pour encourager ce dernier à suspendre son Parlement.

L'exemple du Koweït n'a pas manqué de susciter de l'intérêt dans les pays voisins. Soucieux de «modernisation politique», des observateurs sont venus assister à la campagne électorale dans l'émirat. Auparavant, quelques frémissements d'opposition étaient apparus ici et là, cette année. Plusieurs dizaines de personnalités des six monarchies arabes du Golfe ont ainsi annoncé qu'elles avaient fondé le premier mouvement commun aux pays du CCG, le Forum national du Golfe, revendiquant ouvertement une «participation populaire effective» à la vie politique.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a lui-même fait savoir qu'il allait doter son régime d'un conseil consultatif de soubite et un membre, et évoqué la promulgation d'une loi fondamentale définissant les droits et devoirs des citoyens. Les temps changent, mais les progrès sont très lents. Toutefois, il convient de noter que la plupart des opposants, au Koweït et dans les monarchies voisines, n'ont rien de révolutionnaires et ne remettent pas en cause les dynasties régnantes. Cette modération devrait d'autant plus inciter les monarches à partager un peu leur pouvoir.

Lire l'article de FRANÇOISE CHIPAUX page 7

M0147 - 1008 0 - 7.00 F



Les affrontements dans l'ex-Yougoslavie

Les Nations unies vont enquêter sur les crimes de guerre

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mardi 6 octobre, à l'unanimité, la résolution 780 créant une commission d'enquête sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Cette commission sera chargée d'examiner les témoignages qui lui parviendront sur les atrocités commises au cours du conflit. La résolution, qui vise également la politique de purification ethnique menée par les Serbes, ne prévoit pas de tribunal international susceptible de juger les criminels de guerre.



Lire l'article d'AFSANE BASSIR POUR et nos informations page 3

Le dossier agricole

Les Etats-Unis pressent la CEE de conclure l'Uruguay Round

La visite à Bruxelles, samedi 10 et dimanche 11 octobre, d'une délégation américaine marquera une intensification des pressions des Etats-Unis sur la Communauté européenne pour conclure les difficiles négociations du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Les ministres du commerce extérieur des Douze, réunis à Luxembourg mardi, ont invité la Commission à rechercher un accord global. Le contentieux porte principalement sur le volet agricole.

Week-end à risques

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Le prochain week-end pourrait être celui de tous les dangers pour la production et le commerce agricoles de la France comme de l'ensemble de la Communauté. M. Carlos Hills, principal négociateur américain et M. Edward Madigan, ministre de l'agriculture, viendront à Bruxelles pour essayer de parvenir à un accord avec la CEE qui permettrait de conclure l'Uruguay Round, ces négociations multilatérales engagées dans le cadre du GATT (l'organisation qui régit le commerce international) en 1986 et qui butent sur l'obstacle agricole.

Un tel accord, vont-ils expliquer, redonnerait confiance aux milieux économiques, favoriserait

une reprise de l'activité et viendrait à point pour améliorer les chances, aujourd'hui compromises, du candidat George Bush. La pression américaine promet d'être très vive et les gouvernements de la Communauté y sont déjà sensibles, comme en témoigne l'échange de vues qu'ont eu sur ce thème les ministres du commerce extérieur des Douze qui étaient réunis mardi 6 octobre à Luxembourg.

Le ton des «conclusions de la présidence» publiées à l'issue de la réunion est très allant. Celles-ci soulignent que l'objectif est la recherche d'un «accord général, global et équilibré» (c'est-à-dire ne se limitant pas à l'agriculture et où, par ailleurs, chacun ferait des concessions).

PHILIPPE LEMAITRE Lire la suite page 20

Le sommet de Libreville

Au sommet franco-africain, M. Bérégué a annoncé la création d'un «fonds de conversion».

page 6

La scission de la Tchécoslovaquie

Lors d'une rencontre avec son homologue tchèque, M. Václav Klaus, M. Vladimír Mečiar, premier ministre slovaque, s'est définitivement prononcé pour l'indépendance de sa République.

page 3

Signature du traité de libre-échange Etats-Unis - Mexique-Canada

Les présidents américain et mexicain et le premier ministre canadien devaient signer, mercredi 7 octobre à San-Diego (Californie) le traité de libre-échange entre les trois pays, ouvrant la voie à un marché de 365 millions de consommateurs.

page 13

Vive tension en Angola

Les électeurs ont donné la victoire au président sortant, M. Dos Santos. Son principal adversaire, M. Savimbi, ne l'accepte pas et envisage de repartir au combat.

page 28

Le carburant «vert» à la pompe

Pour aider les agriculteurs, les pouvoirs publics veulent encourager l'utilisation des carburants «verts».

page 26

Eclatement de la FEN

Après sept mois de crise ouverte, la direction de la Fédération de l'éducation nationale a exclu ses deux principaux syndicats minoritaires, la SNES et la SNEP, qui rassemblent 80 000 professeurs du secondaire.

page 14

EDUCATION • CAMPUS

■ Le désarroi des écoles d'architecture. ■ Les créateurs d'écoles : les cerveaux fertiles de la droite libérale. ■ Sorbonne sur ondas moyennes. ■ La faillite des universités africaines.

pages 16 à 18

Le sommaire complet se trouve page 25

Orages sur le Caucase

Le conflit risque de dégénérer entre les peuples montagnards avides d'indépendance et les pouvoirs locaux soutenus par Moscou

GROZNY (Tchéchénie)

de notre envoyée spéciale

La «deuxième guerre du Caucase» aura-t-elle lieu? Celle qui fait rage actuellement en Abkhazie se transformera-t-elle en un conflit généralisé opposant, comme le Géorgien Edouard Chevardnadze en agit la menace, peuples chrétiens et musulmans dans ces confins de la nouvelle Europe?

Ces questions - sous-entendant, de la part de ceux qui les posent, des visions d'horreur sans fin - sont en tout cas sur toutes les

lèvres aujourd'hui, le long du versant nord de la haute chaîne caucasienne (celle qui sépare la Russie des trois Républiques du sud - Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan - déjà déchirées par leurs propres conflits).

Dans ces marches de la Russie vivent les descendants des vaincus de la «guerre du Caucase» qui opposa - un siècle durant, jusqu'en 1864 - l'énorme armée abkhaze aux «petits peuples montagnards du Caucase» du nord, en majorité islamisés. Ils furent largement exterminés ou chassés vers

l'Empire ottoman, et les survivants, canalisés par les Russes et leur avant-garde «cosaque», menèrent des révoltes incessantes jusqu'à leur déportation, en masse pour certains, de 1944 à 1957, en Asie centrale.

Aujourd'hui, les héritiers d'une histoire si chargée et occultée plus qu'ailleurs dans l'ex-URSS rêvent eux aussi d'indépendance. Moscou la leur refuse et accroît depuis août ses forces armées sur place : il n'en est pas encore à accepter le démantèlement de la Fédération de Russie dans laquelle ces peu-

ples ont été inclus au sein de «républiques autonomes» selon un découpage ignorant à dessein les affinités ethniques : Daghestan, Tchéchénie-Ingouchie, Ossétie du Nord, Kabardino-Balkarie, Karatchevo-Tcherkessie et Adyghie. Soit un mélange explosif de quelque cinq millions de personnes, avec en prime de très larges communautés russes, parfois majoritaires dans les villes.

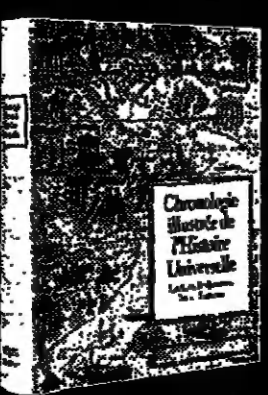
SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 4

«Chronologie illustrée de l'Histoire Universelle»

Offre spéciale de lancement

Des premiers hommes de la Préhistoire aux affrontements de la guerre du Golfe. Présentées en tableaux comparatifs, des milliers de dates expliquées pour comprendre et resituer les événements qui ont marqué l'histoire à toutes les époques, sur tous les continents.



ÉCLECTIS / Albin Michel

Découvrez-la chez votre libraire.

Pas-de-Calais : un « non » ouvrier

En refusant à plus de 58 % le traité de Maastricht le département le plus socialiste de France n'a pas suivi ses élus

par Pascale Robert-Diard

Poussé! Le Pas-de-Calais ne suit plus. Au premier arrêt du train européen, il est redescendu à quel. Ce voyage-là n'est pas pour lui. Trop loin, trop long, trop dur, trop tôt. Jusqu'à, on ne lui avait pas posé la question de savoir si l'itinéraire lui convenait. Le voyage, affirmait-on, lui ferait du bien. De toute façon, il ne pouvait pas aller plus mal. On l'avait donc embarqué avec l'étiquette «eurodépartement» vers des lendemains forcément meilleurs. On le croyait sage et pleinement confiant. Mais, le 20 septembre, l'eurodépartement a dit «non». Pas un «non» du bout des lèvres, pas un de ces petits «non» hésitants ou honteux qui s'étranglent dans la gorge. Un «non» sans façon, un «non» tout court. Pourtant, s'il

est en France un département européen, c'est bien celui-là. Plus que d'autres, il en a subi les conflits. Ses champs de croix sont là pour en témoigner : cinq cent soixante mille soldats y sont enterrés. Plus que d'autres, il a vécu sa construction économique, partagée ses ambitions et souffert de ses échecs. Plus que d'autres, il en a aujourd'hui à gagner.

C'est grâce à des fonds européens qu'une unité de Plastic Omnium s'est installée sur un site des Houillères, à Bruy-la-Buissonne, au cœur du bassin minier, transformant au passage l'ancien carreau de la mine en espace vert. C'est la ville d'Arras que le glacier américain Haagen-Dazs a choisi pour implanter son usine européenne. Ce sont des eaux européennes non françaises que proviennent les deux tiers des

poissons raménés par les bateaux de pêche de Boulogne-sur-Mer.

De cet avenir européen que l'on voit se dessiner timidement en sillonnant le département, les élus locaux ont été les premiers convaincus. Dans cette région où, jusqu'en mars dernier, les socialistes régnaient sans partage, il n'est pas un de leurs discours, pas une de leurs décisions, qui ne s'appuie sur cette perspective européenne. Au cours des dix années passées, au conseil régional comme au conseil général, ils ont fait vivre le Pas-de-Calais au rythme des centimètres creusés sous la Manche, des kilomètres d'autoroute ou de voie de TGV en construction. Du «carrefour de l'Europe» - le label officiel du département - ils ont fait partir toutes les routes de l'espoir.

Lire la suite page 11

DÉBATS

Europe

Réflexions d'après-campagne

par Laurent Cohen-Tanugi

APRÈS la ratification française du traité de Maastricht, et tandis que le pays, son devoir européen accompli, s'en retourne à ses préoccupations quotidiennes, l'heure est venue d'un premier bilan de cette campagne référendaire, du double point de vue de l'Europe et de la démocratie.

Au lendemain du résultat, le commentaire dominant évoquait un «débât exemplaire», qui se serait soldé par une adhésion stricte du pays à la construction européenne. Et si la mise en perspective historique de ce scrutin suggérait plutôt l'appréciation inverse, à savoir une victoire significative du «oui» au terme d'une campagne souvent marquée par la confusion ?

En soumettant la ratification du traité sur l'Union européenne au référendum, le président de la République avait cherché à donner à l'Europe un baptême démocratique national. L'objectif a été atteint : s'il était illusoire d'espérer combler en un été un fossé de trente-cinq ans, cette session de rattrapage éclair sur la construction européenne a au moins jeté les bases d'une action pédagogique de long terme sur sa nature, ses finalités et son fonctionnement, et fait émerger les lignes de force d'un débat européen destiné à s'installer dans les vies politiques nationales et à les transcender.

Ce faisant, le référendum a précipité l'irruption du politique dans un processus qui avait occulté depuis ses origines, y compris à Maastricht. Les grandes questions qu'appelle une construction politique de cette envergure sont aujourd'hui plus ou moins clairement posées, et c'est un grand progrès.

Cette légitimation démocratique avait été recherchée au prix d'un risque considérable pour la construction européenne, du fait d'une conjonction économique et politique, nationale et internationale, qui ne peut plus dévaloriser et de l'impréparation très largement sous-estimée de la population à cette consultation. C'est à la lumière de ce redoutable défi, et sur fond de crise économique, de rejet du socialisme et de la classe politique, de réforme de la politique agricole commune, de conflit yougoslave, puis de tourmente monétaire, que la courte victoire du «oui» peut être appréciée à sa juste valeur.

Une révélation salutaire

D'un point de vue historique, le processus de ratification du traité de Maastricht peut être utilement comparé, par son enjeu, à celui de la Constitution américaine par les représentants des treize États confédérés de l'époque. Or il est frappant de constater que cette ratification fut acquise très difficilement, au terme de débats acharnés, dont les arguments étaient, assez voisins de ceux qui divisent les Européens aujourd'hui, avec une coupure sociologique comparable, et sous la pression de périls internes et extérieurs. Bien que le traité sur l'Union européenne n'ait pas pour objet d'instituer un État fédéral, il était sans doute difficile d'espérer qu'il passerait dans les douze États nations de la Communauté européenne comme une lettre à la poste.

Un exercice de réappropriation démocratique de l'Europe dans une conjoncture à haut risque se soldait néanmoins par une victoire du «oui» : voilà, toutes pondérations effectuées, un témoignage finalement

assez sûr de l'adhésion d'une majorité de Français à l'Union européenne.

Si la «campagne de France» a laissé aux militants de la cause européenne un sentiment mitigé, c'est moins en raison de l'étriqueté du résultat que par le formidable écart de compréhension et d'adhésion philosophique à l'idée européenne qu'elle a révélé au sein de la population. Dans la mesure où elle résulte de la confrontation de l'idée que l'on se faisait de l'adhésion française à l'Europe au principe de réalité, une telle révélation est évidemment salutaire. Au-delà du traité lui-même, une partie importante de l'opinion française est apparue très en retrait par rapport à des avancées que l'on croyait acquises depuis longtemps, et à des idéaux que l'on croyait plus largement partagés. Mais une telle «régression» a aussi été favorisée par le malaise légitimement ressenti par nombre de Français privés d'appréhension réelle sur les enjeux du débat, et par le parti qu'on s'en tirait, comme des difficultés du traité, certains adversaires du traité.

En sus de la charge d'expliquer une entreprise complexe et à bien des égards révolutionnaire par rapport à la culture politique française, les défenseurs du «oui» ont dû corriger sans relâche les présentations inexactes ou tendancieuses, déconstruire en permanence les confusions et les amalgames, exorciser les spectres et les peurs, constamment ramener

le débat de l'accessoire vers l'essentiel. Surtout, les adversaires du traité ayant réussi à accréditer l'idée que l'on pouvait «dire non à Maastricht sans dire non à l'Europe», il a fallu dénoncer ce leurre, au risque de paraître dramatiser indûment les conséquences du «non». Bref, l'efficacité de la campagne du «non» a contraint les défenseurs du traité à argumenter négativement, à endosser le procès simpliste de la «technocratie bruxelloise», à valoriser tout ce que le traité a précisément d'insuffisant, notamment le caractère trop intergouvernemental de l'union politique.

Chemin faisant, sont passés aux oubliettes la justification de la construction européenne comme projet idéologique et de cette «méthode communautaire» qui a fait le succès de la CEE, l'escalation de la libération de l'Europe centrale et orientale, les enjeux de la compétition avec les États-Unis et le Japon, les perspectives de l'union politique et de la citoyenneté européenne. Rares furent les défenses de ce bouc émissaire commode qu'est devenue la fonction publique communautaire ou, à l'égard de l'Est, de la stratégie d'approfondissement dont le traité sur l'Union européenne marque le point de départ. Un patient travail de pédagogie et de conviction reste donc à accomplir, si l'on veut que les impératifs tactiques de la campagne ne se transforment pas en une démission

politique lourde de conséquences pour l'avenir du projet européen.

La campagne qui vient de s'achever suscite également quelques interrogations quant à l'évolution des rapports entre la politique, la société civile et les médias dans la démocratie française. Si elle a été incontestablement l'occasion d'une revalorisation de la fonction politique, son autre mérite non moins important a été de provoquer une véritable mobilisation de la société civile, un formidable exercice collectif d'explicitation, d'argumentation et de conviction en faveur du «oui».

Soif d'explications

Par contraste, la campagne des ondes a été monopolisée jusqu'à saturation par un personnel politique alliant, dans les deux camps, le meilleur au pire. Étrange paradoxe, au moment précis où le débat sur l'Europe et le résultat du scrutin confirmeraient la crise de la représentation politique affectant les démocraties occidentales, que le refus des grands médias audiovisuels, sous prétexte d'équilibre, de diversifier davantage le débat. En complément du face-à-face entre quelques Français et leurs élus, pourquoi ne pas avoir davantage insisté sur des personnalités respectées dans leur domaine – grands scientifiques, chefs d'entreprise, universitaires... – témoins de leur savoir et de leur expérience concrète de l'Europe, dans un sens ou dans l'autre ? Pourquoi ne pas avoir permis aux «experts» qui ont construit l'Europe depuis quarante ans – tant décriés au cours de cette campagne – de porter la contradiction en direct à leurs détracteurs ? Pourquoi ne pas avoir répondu à la soif d'explications de la population par des émissions informatives à jet continu, comme les médias américains savent le faire ? Tout cela incite à tempérer quelque peu le discours dominant sur l'exemplarité d'une campagne où l'on a trop entendu tout et son contraire.

La politique intérieure va à présent reprendre ses droits, et c'est d'autant plus nécessaire qu'une forte composante du «non» relève exclusivement d'elle : à l'aise national, renouveau national, y compris en matière européenne. Si l'on prend sérieusement comble les déficits démocratiques nationaux à l'endroit de l'Europe, affaires européennes et intérieures sont en effet vouées à s'interpénétrer davantage, et les voix institutionnelles pour ce faire nous renvoient aux carences bien connues de la démocratie française.

Au plan européen, le référendum français aura contribué à faire émerger un terrain de convergence entre les diplomates franco-allemands et anglo-danois susceptible de faciliter l'entrée en vigueur du traité de Maastricht. Le lien de la protection des droits des États et de leurs citoyens contre le big government bruxellois est en effet susceptible d'apaiser les inquiétudes du peuple danois, des Länder allemands, du Parlement britannique et des antidéfensistes français.

Troublante similitude, voici plus de deux cents ans, les difficultés de la ratification de la Constitution des États-Unis avaient rendu nécessaire, sous la pression de certains États confédérés, l'adoption d'un document additionnel, le Bill of Rights, destiné à protéger les prérogatives des États et des droits individuels – perçus comme indissolublement liés – contre le nouveau gouvernement fédéral. On connaît l'illustration destinée de ce texte, jugé superflu par les constituants américains et devenu depuis la charte fondamentale de la démocratie américaine et le ciment d'une nouvelle identité politique.

Chacun s'accorde à reconnaître aujourd'hui la nécessité d'une répartition plus nette des compétences entre la Communauté et ses États membres. Quant à l'énoncé de droits fondamentaux, il aurait au moins le mérite de donner une dimension politique plus explicite au projet européen, et de combler le vide juridique et juridictionnel dont le traité de Maastricht a entouré les deux «piliers» de l'union politique. Après avoir admirablement réussi à instituer en Europe de l'Ouest un État de droit économique, il serait quelque peu paradoxal que la construction européenne se poursuive hors droit sur le terrain politique.

La «déclaration sur la subsidiarité», aujourd'hui évoquée par les chancelleries européennes pour faciliter le règlement du problème danois, sera-t-elle l'embryon de notre Bill of Rights ?

Laurent Cohen-Tanugi est avocat, auteur de *L'Europe en danger* (Fayard, 1992).

Décrochage

par Léo Hamon

LE premier résultat du référendum est évidemment son effet juridique... à savoir l'autorisation donnée au président de la République de ratifier un traité à douze. À charge pour lui et ses partenaires de réunir effectivement les consentements (ou ce qui en tiendra lieu) des onze autres signataires.

Mais l'autre enseignement, politique, lui, tout le monde l'a relevé, est la quasi-équivalence numérique des «oui» et des «non».

Il sera même permis à un Français qui a voté «non» de penser, en évoquant les pressions médiatiques mondaines et boursières et les privilèges d'expression étonnants assurés aux tenants du «oui» (pour «enlever le morceau») qu'il y avait en réalité dans le pays une majorité spontanée de citoyens pour refuser l'Europe de Maastricht : une fraction ne s'est ralliée au «oui» que par la crainte, savamment entretenue, d'une rupture trop dure avec les autres pays, et de retombées mal venues sur la marche des affaires.

C'est ainsi la peur d'une rupture qui fait à présent la sécurité du Parti socialiste ! Et quand ce sont les ouvriers et les paysans, le peuple, qui votent «non», l'établissement et la Bourse qui votent «oui», le fameux «mur de l'argent» devient rempart pour des gouvernants se réclamant du socialisme ! On parlera alors, selon l'humour, à propos du parti au pouvoir, d'un beau revirement, d'un complet reniement, ou d'un tête-à-tête magistral.

Mais le plus frappant, par-delà toute appréciation partisane, est que là où les leaders des grands partis politiques se sont accordés pour appeler à voter «oui» (avec quelle insistance !), la moitié de la France ne les a pas suivis : ce décrochage du pays par rapport aux «princes qui nous gouvernent» pouvait être pressenti, le voici consacré.

Succession de défis

Une telle situation est à l'évidence malsaine pour la démocratie et grosse de menaces imprévisibles : quelle autorité, quelle légitimité reste-t-il à un pouvoir ainsi désavoué, pour faire face aux défis qui contesteront de se succéder, des agriculteurs aux gardiens de prison, en passant par les chômeurs ?

Ni l'usage des CRS ni les mouvements de la Bourse ne peuvent à eux seuls tenir l'office d'une solidarité civique !

Aussi bien, la plupart des commentateurs politiques (hors quelques triomphalistes assez isolés dans leur superbe) ont, le soir même, dit très fort qu'on ne pourrait pas continuer la construction européenne de la manière dont on avait procédé jusqu'à là, «rien, proclamait-on, ne sera comme avant».

Acceptons-en l'augure : les partisans du «non», eux, sont conscients de la force des mouvements profonds qu'ils ont exprimés, ils savent – et tout le monde a pu constater – que dans la campagne menée, ce sont les participants du «non» qui ont été les plus motivés, les plus ardents : «ces pauvres, ces paumés, ces ringards apeurés», dont on voudrait qu'ils soient notre assise, ont eu avec eux l'ardeur et l'esprit critique : l'avenir n'est pas aux tièdes !

Bons citoyens, les partisans du «non» doivent naturellement constater le résultat obtenu par la mini-majorité : le pouvoir continue d'appartenir à ceux qui en ont usé comme on ne pourra plus le faire, ils le disent eux-mêmes. Mais si nous devons raisonnablement prendre acte du résultat juridique obtenu, nul ne peut nous demander de renoncer à l'analyse que nous avons faite de la situation et des périls de l'orientation donnée à la construction européenne – une analyse qui a dicté nos positions. Les convulsions monétaires où nous sommes entrés, les oppositions surgies entre certains des Douze eux-mêmes, l'accroissement du chômage pourraient, que nous le voulions ou non, faire qu'avant longtemps, dans une nouvelle consultation, l'expérience inverse le déplacement produit (dans les dernières semaines avant le 20 septembre) par l'exploitation des mouvements boursiers.

Des hommes qui se sont faits finalement les avocats du «oui»

ont bien voulu reconnaître à la contestation même que nous avons menée un effet positif pour la dignité du débat français, pour la réaffirmation du fait national et de ses droits, contre la dérive technocratique couverte par la Commission, contre l'exclusivité donnée aux considérations monétaires dans la construction de Maastricht.

Puisque nous avons, on le reconnaît, servi la remise en place de ces correctifs, de ces éléments d'une vue plus équilibrée, on ne s'étonnera pas que nous entendions continuer d'en parler.

Personne ne peut plus croire et n'ose, semble-t-il, dire que le traité de Maastricht est, à lui seul, la réponse aux problèmes posés.

Une division déconcertante

Son achèvement, sa mise en œuvre, son application, la réorientation que pourrait commander l'air du temps seront demain à l'ordre du jour. Nous serons donc vigilants contre les dérives supranationales et fédérales, nous revendiquerons par les négociateurs de ce traité... Nous demanderons ce que sont les retombées de la Communauté sur le chômage. Le pouvoir ne saurait s'étonner de voir la moitié de la nation lui demander ce qu'il a fait pour remettre enfin à sa place, comme il l'a promis, une technocratie aussi généralement décriée, et une Commission à laquelle ses amis eux-mêmes avaient dû recommander la discrétion pendant les dernières semaines, et dont M. Kohl dénonce maintenant la fureur réglementaire.

Le référendum a montré à la fois l'intérêt des Français pour la politique et leur sévérité pour ceux qui prétendent la mener. Il faut un nouvel équilibre des pouvoirs, pour une réduction des droits de ceux qui sont décidément de si médiocres interprètes, tout cela continuera.

Nous pensons que, dans toutes les questions qui se sont posées à un très grand nombre de Français, dans leurs hésitations, une conscience plus intense des droits et des enjeux de la nation aurait pu encadrer le trouble des citoyens – et les rassembler davantage – au lieu de casser le pays d'une manière qui discrédite la représentation en place et peut affaiblir l'autorité de l'État. Puisque la considération nationale a marqué sa force à ceux qui avaient désaccoutumé d'en trop parler, nous saurons le rappeler. Et puisque l'on reconnaît que l'on ne pourra plus gouverner comme avant, qu'on compte bien sur nous pour contribuer à ce que cela ne soit vraiment pas possible.

Pour notre part, nous souhaitons que les hommes et les femmes qui ont éprouvé certaines aspirations, quel que soit le vote qu'ils ont émis le 20 septembre, définissent en commun quelques exigences de la nation, du service d'un État qui ne doit pas être inféodé aux tenants d'un parti, du progrès social (en commençant par une action en profondeur pour la réduction du chômage), du respect dû à une justice indépendante, d'une République qui fasse vraiment sa place à l'expression directe de la volonté des citoyens, d'une construction des Douze plus ouverte sur l'Europe entière, plus liée aux peuples concernés.

En définissant ces exigences, sachons être comme un groupe de pression pour des impératifs dont chacun reconnaît maintenant qu'ils ont été trop négligés : affirmons-nous à ce plan. Si notre parole est claire et nos suggestions constructives, les acteurs de la compétition politique devront bien y faire la place nécessaire pour que s'exerce en leur faveur l'arbitrage – tôt ou tard irrésistible – du «oui» critique et du «non» constructif.

Quand un référendum aussi passionné aboutit à une division aussi déconcertante, comment ne pas dire, tranquillement et fermement : «Puisque l'avenir dure longtemps», c'est bien par rapport à lui que les Français doivent s'orienter.

Léo Hamon est professeur à l'université Paris-I.

TRAIT LIBRE



TOURISMES

CHANCE POUR L'ÉCONOMIE.
RISQUE POUR LES SOCIÉTÉS ?

Sous la direction de Jean-Luc Michaud

A côté du tourisme élitiste s'est développé un tourisme de masse préfigurant la seconde révolution touristique. Pour les uns, le tourisme constitue une chance de créer des emplois, d'aménager des territoires, de favoriser la circulation des idées des hommes et des capitaux. Pour les autres, le tourisme lamine l'espace, altère les paysages et les cultures, efface les différences. Ce débat est animé par Pierre George, Joffre Dumazedier, André Soulier, Jacques Demers, Ahmed Smaoui, Yvette Barbaza, Gilbert Trigano, Jacques E. Godchoy, Jean-Pierre Harris, Robert Lanquar et Manuel Figueroa. Cet ouvrage se propose de contribuer à ce débat.

Collection "Nouvelle Encyclopédie Ducloux" dirigée par Dominique Lecaert.
320 pages - 220 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ÉTRANGER

Les violations du droit humanitaire

Le Conseil de sécurité de l'ONU institue une commission d'enquête sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie

Pour la première fois depuis le tribunal de Nuremberg, en 1945, la communauté internationale a décidé, par la voie d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, de constituer une commission impartiale d'experts chargée d'enquêter sur les violations du droit humanitaire international dans l'ex-Yougoslavie. C'est à l'unanimité que le Conseil a adopté, mardi 6 octobre, cette résolution 780, qui s'applique notamment à la Bosnie-Herzégovine.

NEW-YORK
(Nations unies)
correspondance

Qualifiée par de nombreux Occidentaux de « courageuse » et « sans précédent », la résolution 780 est pourtant considérée par la plupart des pays islamiques comme un document « mièvre et insipide » car elle n'établit pas le mécanisme par lequel les personnes identifiées comme « criminels de guerre » pourraient être poursuivies en justice. Mais les diplomates, membres du Conseil, expliquent, en privé, qu'aucun tribunal pénal international n'existant actuellement et que la création d'une telle instance « pouvant prendre des années », le Conseil n'exclut pas que « des tri-

bunaux nationaux » puissent « juger » des criminels identifiés par la commission d'experts. Afin de ne pas laisser de doute sur leurs intentions, la plupart des membres du Conseil ont estimé, dans leurs interventions, que la résolution 780 n'est qu'un « premier pas vers un châtiement adéquat des criminels ». Selon M. Jean-Bernard Mérimée, le représentant de la France qui préside le Conseil pour le mois d'octobre, la résolution « se situe dans la perspective de la création des instances appropriées d'une juridiction pénale internationale qui pourrait se prononcer sur de tels actes ».

« Un premier pas »

Washington, qui est à l'origine de cette résolution sur les atteintes au droit humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, estime que ce texte adresse un message clair aux auteurs des crimes de guerre, y compris à ceux qui pratiquent la « purification ethnique » : ils seront poursuivis en justice. Selon l'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, le texte servira aussi d'élément de dissuasion dans « d'autres régions du monde où des gens pourraient être tentés de commettre de pareils crimes ».

Les juristes de l'ONU expliquent que la nouvelle commission examinera les violations de la Conven-

tion de Genève de 1949 ainsi que les violations du droit humanitaire international reconnu dans la charte du tribunal de Nuremberg. Les quarante mille dossiers du tribunal de Nuremberg concernant les criminels nazis se trouvent dans les archives de l'ONU à Genève.

La résolution 780 demande donc au secrétaire général de constituer « d'urgence » une commission impartiale d'experts chargée d'examiner et d'analyser les informations fournies par les États membres de l'ONU. Ceux-ci sont priés de remettre, dans les trente jours suivant l'adoption du texte, tous les renseignements et dossiers utiles au travail de la commission d'experts. Le secrétaire général est en outre prié de présenter un rapport en ce sens au Conseil et d'éventuelles « mesures supplémentaires ». Selon un diplomate occidental, Washington aurait souhaité que le Conseil de sécurité se chargeât de la création de la commission.

Pour le représentant de la Bosnie-Herzégovine à l'ONU, la dernière résolution concernant son pays n'est qu'un « premier pas » qui devrait se traduire par des poursuites judiciaires dans un délai raisonnable. « Sinon, a-t-il dit, cette résolution ne serait qu'un nouvel exercice de relations publiques ». Selon M. Mohammed Sacirbey, les criminels de guerre « ont perdu tout respect pour les résolutions du

Conseil et ils continuent de commettre des crimes ». M. Dragomir Djokic, ambassadeur de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), estime pour sa part que la résolution 780 est « un bon texte qui devrait être appliqué à tous les criminels de guerre ».

Par ailleurs, les négociations relatives à l'interdiction du survol de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine par des avions militaires continuent entre les Occidentaux membres du Conseil (Le Monde du 4 octobre). Selon des diplomates, un texte en deux étapes devrait être adopté, mercredi ou jeudi. La première étape sera basée sur un projet français de résolution qui interdit les survols militaires au-dessus de la Bosnie-Herzégovine et assortit l'interdiction de représailles.

La deuxième étape, souhaitée publiquement par le président George Bush, se situera dans le cadre du chapitre 7 de la charte autorisant les États, à titre national ou par des arrangements régionaux, à prendre les « mesures nécessaires, y compris par la force armée » afin de faire respecter les décisions du Conseil. Selon un diplomate occidental, les Britanniques, soutenus de ne pas compromettre la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, ne sont pas favorables à l'utilisation de la force.

AFSANÉ BASSIR POUR

Selon l'OMS

Des enfants risquent de mourir de faim avant la fin du mois en Bosnie-Herzégovine

GENÈVE

de notre correspondant

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) lance un cri d'alarme : le manque de nourriture pèse sur la Bosnie-Herzégovine et sans doute plus grave qu'on ne pouvait le craindre. Sir Donald Acheson, représentant spécial de l'OMS dans l'ex-Yougoslavie, a déclaré, lundi 5 octobre à Genève, que des enfants « commencent à mourir de faim » avant la fin du mois d'octobre si 240 tonnes de nourriture ne parviennent pas quotidiennement à Sarajevo : des carences graves risquent de provoquer « une mortelle épidémie de mortalité ». Un mois plus tard, les adultes seront à leur tour menacés.

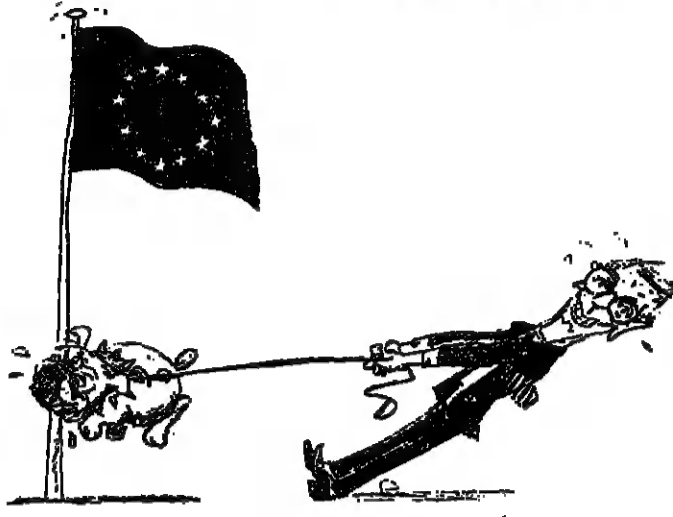
Malgré ses appels répétés à la communauté internationale, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) n'a toujours pas reçu les 200 camions qui lui manquent pour acheminer des vivres dans la ville assiégée. Les routes ont été détruites par les forces serbes qui se sont abattues dans la région ces dernières semaines. En outre, les 6000 « casques bleus » attendus par le HCR pour protéger les convois et apporter un soutien logistique tardent à être déployés. Quant au pont aérien vers Sarajevo, il ne reprend que lentement, en raison du mauvais temps.

Pour éviter une telle tragédie, la ville devrait pouvoir disposer non seulement des rations journalières nécessaires, mais encore de réserves alimentaires pour au moins un mois, pour pallier d'éventuelles interruptions de ravitaillement.

I. V.

GRANDE-BRETAGNE : le congrès conservateur

Les « eurosceptiques » séduisent sans convaincre



BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Lord Tebbit, chef de file des « eurosceptiques », a obtenu un triomphe, à Brighton, où s'est ouvert, mardi 6 octobre, le congrès du Parti conservateur.

Et pourtant l'« applaudimètre » constitue un critère utile mais insuffisant pour mesurer l'influence respective des différents « courants » au sein du Parti conservateur. Car quand les parlementaires du parti tory devront se prononcer dans l'isolement, après que les whigs (le chef du groupe parlementaire et ses adjoints) auront fait peser le joug de la discipline de parti, le nombre des « eurosceptiques » ne dépassera sans doute pas quelques dizaines.

Et lorsque M. John Major prendra la parole, vendredi, nul ne doute qu'il recevra un soutien massif des députés conservateurs. Un peu à l'image de ce qui s'est passé mardi 6 octobre, à l'issue d'un débat européen mouvementé : au cours d'un vote à main levée vite expédié, la motion de soutien à la politique européenne du gouvernement a été adoptée à une « large majorité ».

En attendant, quel triomphe pour les « eurosceptiques », cette « poignée » de contestataires ! Quel spectacle que ce congrès qui donnait l'impression d'être tout entier debout pour applaudir longuement le chef de la rébellion, lord Tebbit. Cinglant, virulent, mais prenant garde de ne jamais remettre clairement en cause l'autorité du premier ministre, le chef de file des « eurosceptiques » s'est taillé un fier succès.

Soutien très conditionnel

Les bras levés comme un candidat à la présidence américaine, se délectant des « Norman, Norman ! », qui fusillaient de la salle, lord Tebbit a mis longtemps avant de consentir à s'associer après son discours dévastateur. A la tribune, M. Major, entouré des membres du gouvernement, assistait, silencieux et un peu consterné, à cet hommage « populaire ». Car celui-ci fut d'abord l'expression des appréhensions de la « base » du parti, hostile aux empiétements de la Commission de Bruxelles, et anxieuse de préserver l'« identité » et la « souveraineté » britanniques.

Certes, l'ancien président du parti tory a offert son soutien à M. Major « chaque fois et partout, lorsque vous poursuivrez une politique pour restaurer notre économie, et préserver nos droits ». Mais ce soutien très conditionnel s'est accompagné d'avertissements à un

gouvernement qui est « désespérément en difficulté », et d'un rappel mordant sur la responsabilité de M. Major, lequel est à l'origine de l'entrée de la livre sterling dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME). « Après tout, ce ne fut pas la décision de M. Norman Lamont ! le chancelier de l'Echiquier. Il a fait de son mieux pour faire un travail impossible. Le coût en emplois perdus, en faillites (...), a été énorme. Mais nous avons prouvé nos références de bons Européens ! ».

L'avertissement de M. Hurd

Battu, puisque son amendement proposant d'abandonner toute idée d'union économique et monétaire n'a pas même été mis aux voix, lord Tebbit s'est néanmoins affirmé comme le porte-parole d'une minorité agissante, qui représente environ 30 % des députés. La majorité fut, de son côté, sensible aux arguments développés par M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office.

M. Hurd, comme Sir Norman Fowler, le président du parti tory, a mis en avant les risques d'une division : « Notre parti pourrait se briser à propos de l'Europe, avec des conséquences qui porteraient profondément atteinte à la Grande-Bretagne et encourageraient nos adversaires ». Suivre les « eurosceptiques », a dit en substance M. Hurd, reviendrait à voir la Grande-Bretagne « reléguée en touche quand la sécurité et la prospérité de l'Europe sont en jeu ». Quant au spectre d'un « super-Etat européen », il prendrait corps si « nous sommes assez fous pour nous isoler nous-mêmes, si nous tournons le dos avec entêtement à ce qui se passe en Europe ».

Cet avertissement sera-t-il suffisant pour apaiser les passions ? A en juger par l'état d'esprit qui régnait mardi dans les réunions parallèles organisées par les « eurosceptiques » dans divers hôtels de Brighton, on pouvait en douter. La chance de M. Major est que les principaux chefs de file de la contestation européenne (M^{rs} Thatcher, lords Tebbit et Parkinson, etc.) siègent désormais à la Chambre des lords et non plus aux Communes, où se déroulerait l'essentiel de la « bataille » de la ratification du traité de Maastricht. Mais le premier ministre est désormais obligé de tenir compte de l'influence grandissante des « eurosceptiques ». Car cette minorité « bruyante », comme dit M. Hurd, n'a pas fini de se faire entendre.

LAURENT ZECCHINI

Dans le nord de la Bosnie

Les forces serbes se sont emparées de la ville de Bosanski-Brod

La ville de Bosanski-Brod, qui était la dernière localité tenue par les Croates et les Musulmans dans le nord de la Bosnie, est tombée aux mains des forces serbes, mardi 6 octobre, a-t-on appris auprès des observateurs de la CEE dans la région. Les Serbes achèvent ainsi de prendre le contrôle de la région de Posavina et renforcent le corridor qui relie la Serbie à la Krajina, région de Croatie qu'ils ont occupée en 1991. Trois mille habitants de la ville ont traversé la rivière Save pour se réfugier en Croatie, avant que le pont reliant Bosanski-Brod à sa ville croate jumelle de Slavonski-Brod, sur la rive opposée de la Save, ne soit détruit à l'explosion dans la nuit de mardi à mercredi, selon les informations données par la radio croate. Ce pont était le dernier lien entre le nord de la Bosnie et la Croatie.

Les Serbes de Bosnie ont, par ailleurs, annoncé la suspension immédiate de leurs vols militaires au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. « Cette décision entre en vigueur

immédiatement », a dit à l'agence Tanjug M. Aleksa Buha, « ministre des affaires étrangères » de la République autoproclamée des Serbes de Bosnie. M. Buha a cependant affirmé que l'armée de l'air serbe reprendrait ses vols en cas d'attaque croate ou musulmane. Les délégués serbes à la conférence de paix de Genève avaient auparavant présenté un texte affirmant que « la partie serbe accepte l'interdiction des vols militaires à titre provisoire à condition que la partie adverse n'en profite pas pour lancer des actions offensives et pour prendre des avantages militaires ».

Sur le terrain, les tirs d'artillerie à Sarajevo ont fait vingt-cinq morts en vingt-quatre heures et des combats violents se sont déroulés dans le nord de l'ancienne République yougoslave. La radio du gouvernement bosniaque a, pour sa part, fait état de combats dans deux autres villes stratégiques, à Gradacac, à 40 kilomètres au sud-est de Bosanski-Brod, et à Jajce, dans l'ouest de la Bosnie. Elle a ajouté que les artil-

leurs serbes avaient repris leurs bombardements du quartier musulman de Hrasno, au sud de la rivière Miljacka, qui avait déjà été le cible d'un pilonnage intensif lundi. Le front yougoslave de Dobrinja et le quartier où se trouve le siège de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ont également été visés. Le commandant du contingent de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, le général français Philippe Morillon, a entamé mardi des conversations avec les dirigeants bosniaques et serbes.

L'ancien premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, retournera sur le terrain la semaine prochaine pour enquêter sur des informations faisant état de massacres et d'exécutions sommaires. Nommé en août « rapporteur spécial » de la commission des droits de l'homme de l'ONU, il se rendra en Bosnie, en Croatie, au Kosovo et en Voïvodine, du 12 au 23 octobre. — (AFP, Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE : reprise des négociations sur la séparation

M. Vladimir Meciar se prononce pour l'indépendance de la Slovaquie

Lors d'une rencontre avec son homologue tchèque, M. Vaclav Klaus, mardi 6 octobre à Jihlava (Moravie), le premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, a définitivement abandonné le projet d'union tchéco-slovaque adopté, le 2 octobre, par le Parlement. En signant un document qui confirme la politique engagée depuis quatre mois par leurs partis respectifs en faveur d'une séparation de la Fédération, les deux hommes ont mis un terme à la crise politique de ces derniers jours.

PRAGUE

de notre correspondant

Le document, mis sur la table des négociations par le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus comme préalable à toute poursuite des entretiens, rappelle les engagements pris par les deux partis lors des six précédentes réunions. Constatant que le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) rejette l'existence de la Fédération, et l'ODS, une confédération, il s'engage à permettre la naissance, le 1^{er} janvier 1993, de deux États indépendants qui seront liés par plusieurs accords dans les

domaines économique, monétaire et social.

La signature de ce document, après cinq heures d'âpres négociations, a été suivie par l'adoption d'un calendrier détaillé des lois à présenter devant l'Assemblée fédérale. Les États-majors des deux partis se sont également mis d'accord sur le vote d'un projet de loi sur le transfert de nouveaux pouvoirs fédéraux vers les Républiques. Ce texte, bloqué au Parlement par l'ODS en réponse au soutien apporté par les députés du HZDS au projet prévoyant la transformation de la Fédération en « union tchéco-slovaque », était à l'origine de la grave polémique entre Prague et Bratislava. Elle a entraîné l'annulation d'une rencontre des gouvernements tchèque et slovaque qui devait se tenir, mardi, pour préparer les accords bilatéraux de l'après-Tchécoslovaquie. Elle a été remplacée par une réunion des directions politiques de l'ODS et du HZDS, comme le réclamait M. Meciar.

Le leader slovaque, qui était accusé à Prague de vouloir jouer sur deux fronts — celui de la séparation avec l'ODS et celui de la confédération avec la gauche tchèque — a dû définitivement trancher pour l'indépendance, sous la pression de l'ODS de M. Klaus. Ce choix lui a été facilité par les prises

de position du leader social-démocrate tchèque, M. Jiri Horak, et du président Vaclav Havel. Le chef de l'État, qui jouit toujours d'une grande autorité, avait contribué à porter un coup décisif à l'idée confédérale, la qualifiant d'« utopique » et d'« inutile ».

Les deux premiers ministres, qui doivent se revoir prochainement pour élaborer les textes des accords sur l'union douanière et l'union monétaire, ont toutefois laissé en suspens la question du partage des biens de la Fédération, sujet de tension entre les deux capitales. Le projet de loi gouvernemental (Le Monde du 25 août), prévoyant une séparation selon le principe territorial et le rapport de deux contre un, a été largement remis en question par M. Meciar.

Selon le premier ministre slovaque, le projet de loi actuel, qui devra être rediscuté au sein du gouvernement fédéral, avantagerait excessivement la République tchèque, où se trouvent la grande majorité des biens fédéraux. M. Meciar a par ailleurs revendiqué, avant partage, quelques « terres d'or » ayant appartenu à l'État slovaque, cléricofasciste (1939-1945) et aujourd'hui détenues par la banque d'État tchécoslovaque, qui dispose de 180 tonnes d'or.

MARTIN PLICHTA

“Les restes du communisme sont dans la casserole”
Qui a su si bien les accommoder ?*



36 17 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet. 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Communisme casserole

هذا من الامل

EUROPE

La poursuite des combats en Abkhazie

Les forces géorgiennes ont subi un nouveau revers

La grande colère de M. Gorbatchev

On lui avait déjà volé une voiture le mois dernier. Un peu plus tôt, sa fameuse datcha de Foros, où il avait vécu les jours du putsch de 1991, avait été transformée en résidence locale pour touristes fortunés. Aujourd'hui, c'est plus grave, puisqu'à quelques jours d'un nouveau départ à l'étranger (pour la Corée du Sud, puis l'Italie) on lui retire son passeport. Dans deux prises de position véhémentes (un entretien publié mercredi 7 octobre par la *Komsomolskaya Pravda* et sa chronique régulière à la *Stampa*, reproduite le même jour par *Libération*), l'ancien président de l'URSS clame sa colère de nouveau «refuznik».

La motif est clair. Convoqué à plusieurs reprises par la Cour constitutionnelle de Russie, qui statue sur la légalité des décrets par lesquels Boris Eltsine a interdit l'an dernier le Parti communiste, M. Gorbatchev ignore les convocations comme témoin, se refusant à participer à ce qu'il appelle une «manœuvre politicienne» destinée à la «disqualification». Tout ce qu'il accepte est un entretien semi-privé, «autour d'une tasse de thé», avec le président de la Cour, au titre de consultant.

Jubilation des parlementaires

La sanction a été d'abord une amende de... 100 roubles (à peu près l'équivalent du franc symbolique au cours du jour), puis une interdiction de sortie du territoire. Malgré l'humiliation ainsi infligée au père de la perestroïka, elle ne semble guère contestée à Moscou, tant à gauche qu'à droite.

D'abord parce que le procès tourne désormais autour des actions et de la constitutionnalité du Parti communiste, et qu'il semble bien normal que son dernier secrétaire général y soit entendu : c'est d'ailleurs ce qu'ont accepté pour leur part, et même parfois sollicité, d'autres anciens hauts responsables du PCUS.

Ensuite parce que la plus haute autorité juridique de Russie aurait pu infliger cette sanction même en dehors de tout procès : pour les motifs que M. Gorbatchev, dans son article de la *Stampa*, juge lui-même conformes à la loi actuellement en vigueur sur les passeports figure la «détention de secrets d'Etat». Le moins qu'on puisse dire est que l'ancien chef de l'Etat soviétique tombe dans cette catégorie.

Mais ce qui irrite le plus M. Gorbatchev, c'est l'accusation, relayée notamment par le quotidien conservateur *Russkoe Slovo*, selon laquelle il chercherait à «faire ses responsabilités» et manquerait de courage. Et de rappeler qu'il a fait preuve de courage à maintes reprises, face au putsch, face à ces sessions du comité central du PC où l'on criait «A bas Gorbatchev!», mais aussi face à ce qu'il appelle la «rébellion» des parlementaires de Russie lorsque, au lendemain du putsch, Boris Eltsine avait signé devant eux – et devant le secrétaire général – les fameux décrets suspendant le Parti communiste. Et de critiquer aussi le président russe, qui «ne s'acquiesce véritablement pas de sa tâche», les «réformes irresponsables» qui valent le discrédit auprès de ses vrais amis, les démocrates de l'Ouest, tous ceux qui cherchent en sa personne un «bon émissaire», etc.

Bref, le juriste que fut Mikhaïl Gorbatchev s'efface devant l'homme politique blessé, abandonné par presque tout le monde dans son pays, ce pays, dit-il, «j'ai fait de mon mieux pour faire entrer dans la communauté civilisée». Il ne reconnaît que le tribunal de l'Histoire et ne prendra même pas d'avocat, car, ajoute-t-il pour la *Komsomolskaya Pravda*, «aucun avocat n'y comprend quelque chose». En attendant, M. Eltsine, son prince, a fait savoir que Mikhaïl Gorbatchev pourra à nouveau se rendre à l'étranger «lorsqu'il sera redevenu un citoyen de Russie».

MICHEL TATU

Après avoir pris, vendredi 2 octobre, la ville balnéaire de Gagra, les forces abkhazes, soutenues par des volontaires venus d'autres régions du Caucase, ont annoncé, mardi matin, qu'elles contrôlaient désormais l'extrême nord de l'Abkhazie, cette région «indépendantiste» située dans le nord-ouest de la Géorgie. Selon les responsables abkhazes, les forces nationalistes ont commencé à forcer, lundi soir, les défenses géorgiennes dans la région de Gantiadi, près de la frontière russe.

L'agence Interfax précise que les

troupes géorgiennes se sont enfuies en direction du village de Lesselide, abandonnant armes et munitions. Si certains soldats ont été évacués par la mer, d'autres ont traversé la frontière russe ou se sont dirigés vers les villages de l'intérieur. Toujours selon Interfax, il y aurait «des centaines de victimes» du côté géorgien.

Le vice-premier ministre géorgien, M. Sandro Kavsadze, a confirmé que les troupes abkhazes contrôlaient désormais tout le territoire compris entre la rivière Goumista, située au nord de Soukhoumi (la capitale, toujours aux mains des

Géorgiens) et la frontière avec la Russie. M. Kavsadze a rendu visite, mardi soir, aux centaines de réfugiés civils et militaires géorgiens qui se trouvent à Sotchi, la station balnéaire russe. «Près de 300 soldats géorgiens se cachent actuellement dans les forêts du nord de l'Abkhazie avec le commandant en chef des troupes de Tbilissi, M. Gueorgui Karachvili», a précisé M. Kavsadze.

A Moscou, M. Boris Eltsine a annoncé, mardi, que les troupes russes déployées en Abkhazie ne se retireraient pas, mais allaient prendre le contrôle de

la ligne de chemin de fer traversant cette région et reliant Tbilissi à la Russie. Affirmant que les militaires russes «ne participent pas directement aux combats», le président russe a précisé que «la Russie ne restera pas à l'écart si les droits de l'homme, en particulier ceux des réfugiés, sont bafoués».

M. Eltsine a, d'autre part, annoncé qu'il participera, le 13 octobre, à une réunion avec le président du conseil d'Etat géorgien, M. Edouard Chevardnadze, le président du Parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzinba, ainsi que les diri-

geants du Caucase du Nord. Cette réunion se tiendra en Abkhazie, sur le modèle de celle qui avait vu, le 3 septembre dernier, la signature d'un accord de cessez-le-feu entre responsables abkhazes et dirigeants géorgiens.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé, mardi, aux différentes parties au conflit de respecter cet accord du 3 septembre. Quant à l'ambassadeur des Etats-Unis à Tbilissi, il a déclaré que le «gouvernement américain soutient totalement l'intégrité territoriale de la Géorgie».

Orages sur le Caucase

Suite de la première page

Dimanche 4 octobre, quelque cent cinquante délégués des mouvements nationalistes de ces républiques, certains plus ou moins au pouvoir mais en majorité dans l'opposition, achèveront leur quatrième congrès de la Confédération des peuples montagnards du Caucase (CPMC), référence à une éphémère république post-révolutionnaire du même nom. Ce jour-là, dans un théâtre un peu trop vaste, les porteurs de hautes toques d'astrakan caucasien, parfois assorties de la tunique complète du Tchétchène, occupaient les premiers rangs. Deux ou trois molles en habit vert égayaient la salle, qui, pour le reste, ressemblait – les teints moins pâles mis à part – à celles où débattaient les apprentis-démocrates de Moscou ou d'ailleurs.

Jusqu'à la tribune où siégeaient, parmi la quinzaine de dirigeants jeunes ou moins jeunes, deux généraux en retraite mais en grande tenue, et un apparatchik. Mais ici, sous le drapeau de l'éphémère république (quatre bandes vertes des peuples musulmans coupées de trois bandes blanches des peuples restés à moitié chrétiens, qui en faisaient partie, explique-t-on), c'est au nom de «l'Alliance Abkhaz» que la moitié de la salle saluait les moments forts du congrès.

Ce congrès s'était ouvert sur un accord passionné sur la «guerre du Caucase» et ses parallèles avec la situation d'aujourd'hui; et clôturé par le vote – au terme de la même étrange procédure que celle du Parlement russe – de la résolution du congrès.

Chacun est armé

Le texte appelle en particulier à dénoncer «l'accord fédéral» signé au printemps dernier avec Moscou par les dirigeants des républiques en question, d'ex-novo nationalistes menacés par les régionalismes montagnards. Un accord signé par tous ses dirigeants sauf un – l'ex-général soviétique Djohar Douaev, président de la Tchétchénie et bête noire du pouvoir russe. C'est lui qui accueillit pour la première fois le congrès de la CPMC dans sa république où, il y a un an, il avait assuré la victoire de la «révolution tchétchène». Une révolution jalonnée d'assauts du Parlement, de mobilisations de tous les montagnards en armes pour renvoyer piteusement chez

elles des troupes envoyées par Boris Eltsine, du détournement d'un avion accueilli avec les honneurs en Turquie, ou des menaces de faire sauter des centrales nucléaires en Russie.

Depuis, les derniers militaires russes ont dû évacuer la Tchétchénie, non sans laisser du matériel derrière eux, et cet exemple tchétchène enflamme les esprits dans les républiques voisines, toujours «sous le joug» russe. Le général Douaev y reste populaire malgré le poids croissant d'une opposition au Tchétchénisme même, menée par l'intelligentsia (accusée d'être vendue aux Russes), qui draine les mécontentements.

Ces derniers sont produits, comme partout ailleurs dans l'ex-URSS, par l'anarchie ayant submergé un pays où chacun est armé, où la population russe tremble; où un millier de personnes selon l'opinion ont été tuées lors d'affrontements ou règlements de comptes politico-mafieux en un an de révolution dite pacifique; et où d'ex-collaborateurs fidèles du président Douaev finissent par le quitter en dénonçant sa dépendance vis-à-vis d'un entourage de «bandits» qui le protègent et le financent.

Pourtant ce sont ces «bandits» – nul n'est prophète en son pays mais il ne s'agit peut-être pas de mêmes... – qui permettent aux Abkhazes de résister dans la guerre qui les oppose depuis la mi-août aux forces géorgiennes pourtant bien mieux armées. Les Abkhazes sont un peuple parent des Tchétchènes, Kabardes et autres Adyghes (leur vrai nom local) peuplant toute la moitié ouest du nord-Caucase.

Mais, comme les Ossètes du Sud, ils ont été inclus dans une «République autonome» de Géorgie, sur le versant sud de la chaîne caucasienne. Ces quelque 100 000 personnes ne représentent plus que 18 % de la population locale, mais elles s'entendent avec les Russes, Arméniens ou Grecs – qui formaient avec elles la moitié des habitants d'Abkhazie – pour résister à l'autre moitié – des Géorgiens soutenus par Tbilissi, la capitale géorgienne hostile à leur autonomie.

Conséquence : le Forum du peuple d'Abkhazie, dont sont issus les dirigeants locaux, est un mouvement privé, par nécessité, de coloration chauvine. Et ce sont ces Abkhazes qui lancèrent, en 1990, ce qui deviendra la Confédération des peuples du Caucase. C'était



pour eux un moyen de trouver des appuis contre les Géorgiens, alors qu'au Kremlin vacillaient. Ils donnèrent donc de l'élan à ce regroupement – conformément aux réalités ethniques et historiques de la région, sous le slogan de la résistance aux «petits et grands empires» (Géorgie et Russie).

Vieilles rivalités

Mais cette confédération avait à faire coexister une gamme de sensibilités différentes, des subtils Abkhazes ou Ossètes aux farouches Tchétchènes en passant par les mouvements d'opposition plus ou moins néophytes des autres républiques. La confédération est, une fois de plus, un ensemble fragile de multiples et vieilles rivalités internes aggravées par la politique de répression soviétique et ses jeux de frontières entre ces peuples.

Cela explique pourquoi la CPMC ne fut pas prise très au sérieux à ses débuts. Jusqu'à son premier grand test : l'entrée sanglante des troupes géorgiennes. «Nous sommes étonnés nous-mêmes», affirme Gueanadi Alania, le père abkhaze de la confédération dont il est vice-président. «Alors qu'on tentait sans grande conviction de rassurer nos gens, sceptiques sur l'intérêt d'une telle union avec les frères du Nord, ceux-ci sont venus tout de suite, à pied et souvent sans armes, par les cols de montagne, sans attendre l'aide de la confédération».

M. Alania évite de donner le nombre de ces volontaires – esti-

més à quelques milliers. «Face à 8 000 soldats géorgiens» précise-t-il. La confédération avait ouvert des bureaux de recrutement dans plusieurs villes, et celui de Grozny voyait arriver fin août en Abkhazie quelque cinquante personnes par jour, selon des journalistes locaux. Depuis que le Parlement de la Tchétchénie, en phase de rapprochement avec Moscou, a voté le rappel de ses volontaires pour se conformer à un accord de cessez-le-feu, les bureaux ont été fermés. Mais M. Alania est toujours comme chez lui à Grozny, dans un bureau de la «présidence», et si un avion a bien rapatrié quelque quatre-vingts volontaires tchétchènes, d'autres y retournent et l'aide continue.

Réseaux islamiques

A propos de l'armement, le président de la confédération, M. Moussa Chanibov, déclare : «Il y a des hommes politiques en Russie qui disposent officiellement d'armes et qui sont intéressés à nous aider». Sans plus de détails. Pour le transport, poursuit-il, «nous avons acheté deux avions aux Tchétchènes». Pour l'argent, il n'y a pas de problème plus, selon lui : «J'ai reçu plus de 150 000 dollars de nos compatriotes de Turquie qui nous aident de toutes les manières». Les communautés de Caucasiens du Nord à l'étranger, surtout au Proche-Orient, représentent plusieurs millions de personnes ayant souvent gardé leurs langues et traditions. Ainsi, des manifestations pro-Ab-

khazes ont eu lieu en Turquie, d'où une soixantaine de volontaires seraient aussi venus pour se battre.

Ce sont ces réseaux liant les nationalistes du Caucase du Nord à la Turquie et au monde islamique en général – malgré la grande prudence de leurs dirigeants occidentaux – qui font pousser à M. Chevardnadze des cris d'alarme sur «l'encroisement fondamentaliste» qui menacerait la Géorgie et l'Azerbaïdjan turcophone à l'est, l'Abkhazie à moitié musulmane et l'Adjarie (pour l'instant fidèle à Tbilissi mais peuplée de Géorgiens musulmans) à l'ouest, et les «peuples montagnards» au nord.

Les Russes sont bien sûr sensibles à cet argument mais semblent incapables de définir une politique cohérente. M. Eltsine, après avoir fait de vagues promesses de liberté aux peuples montagnards qui l'avaient cru, s'appuie désormais sur leurs dirigeants conservateurs, ses anciens ennemis, qu'il prend pour des garants de la stabilité face au «syndrome tchétchène» (voir encadré).

Attachés à leurs seules vieilles prérogatives, les dirigeants en place autour de la Tchétchénie ne sont pourtant nullement les hommes de la situation. Leur maintien au pouvoir grâce à des «forces d'occupation» russes, comme on dit maintenant ici, semble mener tout droit à cette nouvelle «guerre du Caucase» que chacun dit vouloir éviter, tout en se constituant des armées.

SOPHIE SHIHAB

Syndrome tchétchène en Kabardie

NALTCHIK (Fédération de Russie)

de notre envoyée spéciale

Un lieu fait pour le bonheur : Naltchik, capitale de la République de Kabardino-Balkarie, vit, ou plutôt vivait, de ses «sanatoriums» dispersés dans des hectares de parcs, aux lisières de la ville, où les Soviétiques des «trous heureux» passaient leurs vacances. Aujourd'hui, des braves finissent de se consumer sur l'asphalte, en face du Parlement, d'un dernier carré de manifestants – de jeunes kolkhoziens le front ceint du bandana vert de l'islam – vont passer encore une nuit de veille «épisés à mourir» si les troupes russes interviennent. «Nous n'avons plus d'autre choix», confie candidement l'un d'eux, pour réveiller le peuple kabarde : avec la tété qui nous traite de drogues nationalistes, même les gens de chez nous ne veulent plus nous écouter. Autour d'eux, la ville avait fait

craintivement le vide : elle est peuplée en majorité de Russes et de Tchétchènes qui n'ont pas participé au mouvement.

Le 24 septembre, le parquet russe avait arrêté ici le président de la Confédération des peuples montagnards du Caucase, M. Chanibov, un Kabarde. Un meeting à Naltchik draine rapidement 30 000 personnes, ce que n'avait jamais connu cette République «calme» où tous les vieux chefs communistes sont restés en place. Des renforts armés y avaient pourtant été déployés dès août par Moscou, parallèlement à l'entrée des forces géorgiennes en Abkhazie.

Malgré un rapport des forces moins favorable qu'en Tchétchénie (les Kabardes ne forment que la moitié de la population de leur République, comme par exemple les Lettons en Lettonie) les manifestants ont tenté de répéter le scénario qui avait réussi l'an dernier chez leurs voisins : ils partirent prendre l'aéroport (pour pré-

parer un détournement) et prirent en otage des soldats et quelques blindés. Mais tout fut rendu après des négociations menées par le «Congrès du peuple kabarde», une organisation modérée dirigée par des députés, qui veut une indépendance de la Kabardie sans rupture brutale avec Moscou, en suivant les «voies constitutionnelles».

Elle parvint, cette fois-là, à faire cesser le meeting au bout de onze jours, sur de vagues promesses d'absence de répression (M. Chanibov a été entre-temps libéré), de renvoi des troupes russes et d'accès à la télévision locale. Mais rien n'est joué dans cette République où les armes s'accumulent. «Nous avons des missiles pouvant faire sauter le Parlement», affirme un jeune businessman actif dans le mouvement, qui roule en Mercedes, «mais on attendra le moment voulu».

S. Sh.



AMÉRIQUES

GUYANA : un scrutin perturbé par des émeutes

L'opposition de gauche arriverait largement en tête de l'élection présidentielle

République dominicaine

La malédiction de Colomb

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Depuis des années, le président dominicain, M. Joaquín Balaguer, rêvait de ce jour. Il remâchait le discours qu'il prononcerait devant le pape et le roi d'Espagne pour l'inauguration du « Phare de Colomb », le coûteux monument de béton qu'il a fait construire pour couronner les célébrations du *Quinto Centenario* de la découverte de l'Amérique.

Les invités illustres se sont décommandés, peu soucieux d'être mêlés à la controverse qui entoure Christophe Colomb. Frappé par la mort subite de sa sœur Emma, sa confidente et principale conseillère, le président Balaguer n'a lui-même pu assister, mardi 6 octobre, à l'inauguration, qui s'est déroulée dans un climat d'indifférence populaire teintée de crainte superstitieuse.

« C'est le fucu qui a frappé dona Emma. Quelques heures avant sa mort, elle s'est rendue au Phare pour inspecter les derniers préparatifs », affirme Rubio, un gardien d'immeuble convaincu comme la majorité des Dominicains que le fucu, la malédiction, est associée au nom de Colomb. Dans les quartiers populaires, les mouvements de protestation organisés par le « comité de résistance », opposé à la célébration du 500^e anniversaire de la découverte du Nouveau Monde, n'ont été qu'à moitié suivis.

« Balaguer aurait mieux fait de dépenser l'argent du Faro pour construire des écoles et des hôpitaux », claironne Josefina, une robuste marchande. Elle souhaite qu'on en finisse avec ces célébrations et craint que la visite du pape, qui devait débiter mercredi, soit suivie d'un cyclone ou d'un tremblement de terre, comme ce fut le cas en 1979.

Depuis deux jours, le pays est paralysé par le deuil du président, qui reste prostré devant le cadavre de sa sœur. « A la résidence règne une ambiance de roman de Gabriel García Márquez, on se croirait à Macondo », confie M. Jorge Botello, le président de la Chambre des députés.

Tandis que les hauts fonctionnaires jouent des coudes pour pénétrer dans la maison présidentielle, à l'extérieur des centaines de personnes, dont certaines sont en proie à des crises d'hystérie, pleurent dona Emma.

Un proche du président Balaguer, qui vient de fêter ses quatre-vingt-six ans, s'inquiète des conséquences de ce décès : « La docteur Balaguer, qui est aveugle, ne signait pas de document important sans le faire relire par sa sœur. Aux côtés de ce calvaire de toujours, dona Emma jouait le rôle de première dame. C'était la seule personne avec laquelle il maintenait de forts liens affectifs. » Elle était celle, aussi, qui répartissait les faveurs présidentielles.

JEAN-MICHEL CAROIT

■ **PARAGUAY** : auto-épuration au sein de l'armée - Soutenus par plusieurs dirigeants importants des forces armées, la justice civile du Paraguay a ordonné, lundi 5 octobre, l'inculpation du commandant en chef de l'armée de terre, le général Humberto Garete, ainsi que de plusieurs autres généraux et commis-

saires de police, dans le cadre de la lutte contre un important trafic de véhicules volés. C'est la première fois que l'armée procède à une sorte d'auto-épuration. Le Paraguay, présidé par le général Andrés Rodríguez, passe pour servir de plaque tournante régionale à la contrebande et au trafic de la drogue. - (AFP)

Selon les premiers résultats partiels des élections générales tenues lundi 5 octobre en Guyana, l'opposition de gauche conduite par M. Cheddi Jagan est créditée d'une large avance (60% des voix) sur la formation du président sortant Desmond Hoyte. Le scrutin, dans cette ancienne colonie britannique limitrophe du Venezuela, a été perturbé par des émeutes, qui ont fait au moins quatre morts.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dans la capitale du Guyana, Georgetown, plusieurs centaines de jeunes partisans du Congrès national du peuple (People's National Congress-PNC), au pouvoir depuis vingt-six ans, ont attaqué à coups de pierre, lundi 5 octobre, les immeubles abritant la commission de supervision des élections et le principal parti d'opposition, le Parti progressiste du peuple (People's Progressive Party-PPP). Les manifestants se sont ensuite dirigés vers le quartier commercial de Georgetown, où plusieurs magasins ont été pillés, avant l'intervention de la police et de l'armée. Des incidents similaires ont été signalés en province, où de nombreux électeurs n'ont pu déposer leurs bulletins dans les urnes, en raison notamment de la lenteur des opérations de vote.

La consultation, initialement prévue à la fin de 1990, avait été repoussée deux fois en raison des déficiences du registre électoral. M. Desmond Hoyte, président depuis 1985, avait finalement accepté la nomination de M. Rudy Collins, un diplomate agé par l'opposition, à la tête de la commission de supervision des élections. Et la révision des listes, qui a duré plus d'un an, s'est faite sous le contrôle d'observateurs étrangers, parmi lesquels plusieurs membres du centre fondé par l'ancien président américain Jimmy Carter.

Ce processus devait contribuer à faire des élections générales de lundi le premier scrutin « libre et honnête » depuis 1966, date de l'indépendance du Guyana, ancienne colonie britan-

nique. Deux principaux candidats étaient en lice pour la présidence : le leader du PNC et président sortant Desmond Hoyte et M. Cheddi Jagan, fondateur du PPP et principal dirigeant de l'opposition depuis les années 60.

Tensions raciales

Héritier du « camarade leader » Forbes Burnham, le premier président du Guyana, qui avait engagé le pays sur la voie du socialisme autoritaire et inefficace, M. Hoyte, s'est présenté comme un défenseur de l'économie de marché et du capitalisme. Il a signé un accord avec le Fonds monétaire international qui a permis au Guyana de renégocier une partie de sa lourde dette extérieure (plus de 1,8 milliard de dollars).

M. Jagan, âgé de soixante-quatorze ans, ne cache pas qu'il est toujours

marxiste. Il affirme cependant que s'il est élu il formera « un gouvernement de large coalition, multiraciale et pluridéologique ». Les tensions raciales demeurent fortes dans ce pays divisé à parts à peu près égales entre hindous, originaires du sous-continent indien, et Noirs. Le PNC représente traditionnellement les Noirs tandis que le PPP recrute pour l'essentiel chez les descendants d'Indiens.

Même si M. Hoyte a continué d'entretenir de bonnes relations avec Cuba, qui maintient plus de cent coopérants dans le pays, il est resté le candidat préféré de Washington. « Georgetown a récemment signé un traité d'échange d'informations fiscales avec les États-Unis et des centaines de millions de dollars pourraient être investis en Guyana si le président Hoyte est réélu », affirme M. John Collins, un consultant basé à Porto-Rico. Le président Hoyte a

lancé un important programme de privatisations, incluant les principales entreprises du pays dans le sucre et la bauxite. Vaste territoire encore peu développé, le Guyana recèle d'importantes ressources minières et forestières.

De l'aveu même du gouvernement, plus des deux tiers de la population survit en dessous du seuil de pauvreté. La reprise économique, favorisée depuis un an par une bonne récolte sucrière et l'augmentation des exportations d'or, n'a pu effacer cinq années de déclin continu du PIB et plus de vingt ans de corruption et de mauvaise administration. « Malgré les récents efforts de gestion, le Guyana vit depuis plusieurs années une détérioration continue du niveau de vie et l'exode d'une fraction importante de la population », souligne un expert international.

JEAN-MICHEL CAROIT

Un appel d'Amnesty International pour le respect du droit des Amérindiens

Dans un rapport publié mercredi 7 octobre à l'occasion du 50^e anniversaire de l'arrivée des Européens en Amérique, Amnesty International a demandé qu'il soit mis fin aux violations des droits de l'homme commises à l'encontre des populations indiennes. « Depuis des siècles, les gouvernements américains méprisent bien souvent les droits des populations indiennes. Ils ont tenté, fait disparaître et tué des dizaines de milliers d'Indiens, ne faisant quasiment rien quand d'autres les assassinaient », écrit l'organisation de défense des droits de l'homme. Amnesty souligne que parmi les victimes figurent « des responsables politiques et religieux, des dirigeants de communautés, des femmes, des enfants et des personnes âgées ». Par ailleurs, la police chilienne a dispersé par la force, mardi, une manifestation « interdite » de 3 000 Indiens Mapuches à Temuco (sud de Santiago), opposés à la commémoration de la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb. Deux personnes ont été blessées, selon les organisateurs.

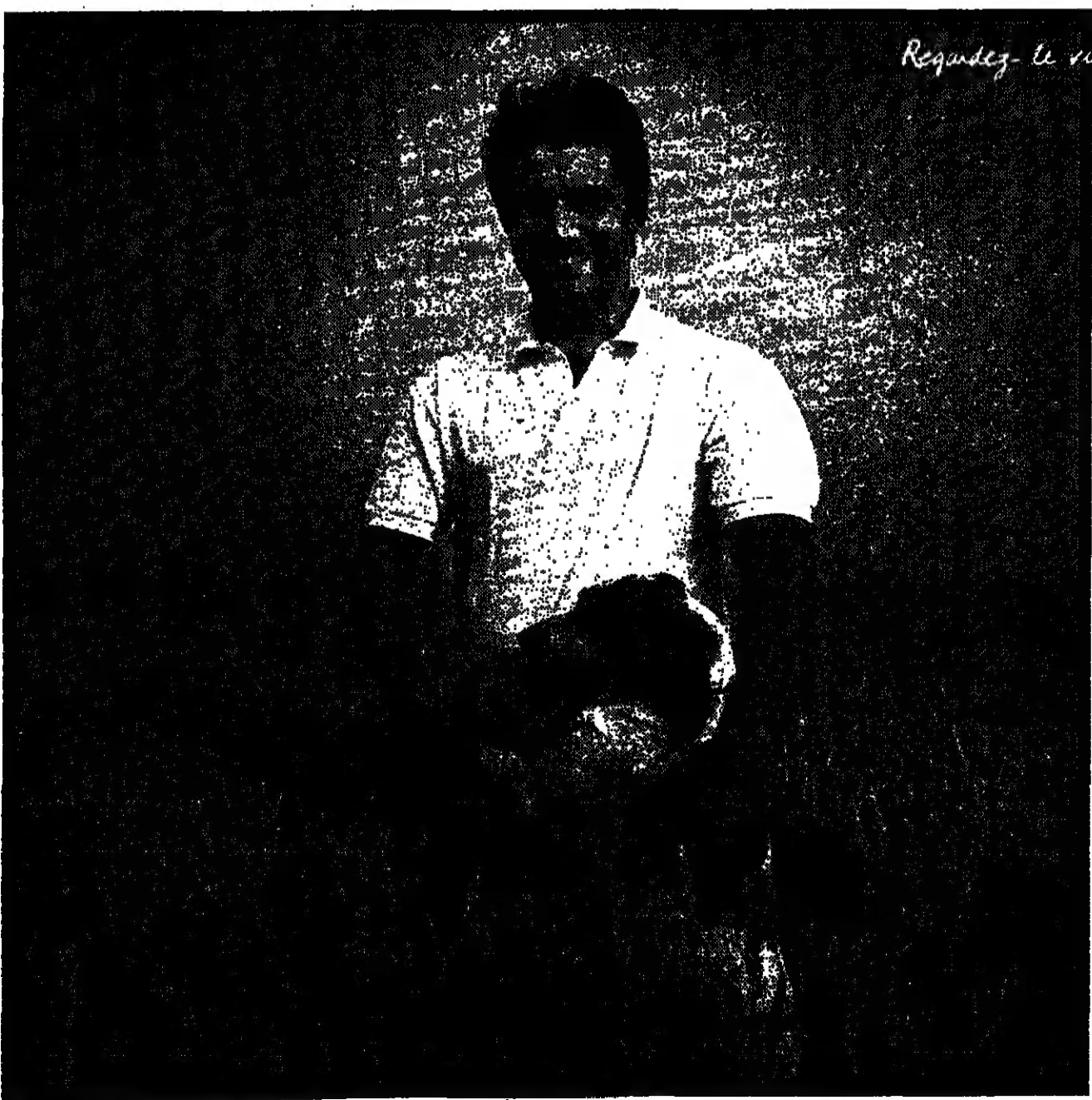
EN BREF

■ **DANEMARK** : publication prochaine du Livre blanc sur l'Europe. - Le gouvernement danois publiera « prochainement » un Livre blanc sur la place du Danemark au sein de la Communauté européenne sur lequel les partis représentés au Parlement seront appelés à se prononcer, a annoncé, mardi 6 octobre, le premier ministre, M. Poul Schlüter. La publication devrait intervenir le 12 octobre, soit quelques jours avant le sommet extraordinaire du 16 octobre à Birmingham. Ce Livre blanc présentera les options qui s'offrent au Danemark à la suite de leur rejet du traité de Maastricht. « Le principe de subsidiarité doit être la Constitution de la Communauté », a affirmé M. Schlüter. - (AFP)

■ **Les parlementaires du Conseil de l'Europe** souhaitent une réforme de la Cour européenne des droits de l'homme. - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a recommandé mardi 6 octobre, au conseil des ministres « la création d'une Cour européenne des droits

de l'homme unique fonctionnant en permanence » pour se substituer à la structure actuelle submergée par les dossiers. Le rapport présenté à Strasbourg, pour la session d'automne, dresse un constat sans indulgence du mécanisme actuel de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme.

■ **La Russie favorable** à l'entrée de l'Allemagne au Conseil de sécurité. - La Russie est favorable à une candidature de l'Allemagne comme membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, a indiqué, mardi 6 octobre, le ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, dans un entretien au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « C'est une pensée absolument légitime », a affirmé le ministre : « L'Allemagne est un État démocratique et un membre respecté de la communauté internationale. En raison de sa puissance économique et de son rôle politique constructif, elle n'a aucune raison de rester en retrait. » - (AFP)



Pascal Bécart, agriculteur céréalier à Volsemon, avec son meilleur complice Gini

Marque déposée de Du Pont de Nemours

Regardez le vane. De quoi est faite sa vie ? De produits

biodégradables, comme ALLIE*, quand il passe dans ses cultures pour protéger ses céréales. De lubrifiants, tout le temps que ses machines doivent tenir la cadence. De QUALLOFIL*, lorsqu'il gèle et qu'il faut mettre une chaude veste d'hiver. Ces produits découverts par Du Pont font partie de son confort, de sa sécurité, de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes.

Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne.

Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à : Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

AFRIQUE

Le sommet franco-africain de Libreville

M. Bérégovoy souhaite un renforcement de l'aide multilatérale au continent noir

M. Pierre Bérégovoy a prononcé, mardi 6 octobre, l'allocution d'ouverture du dix-septième congrès franco-africain réuni à Libreville, la capitale du Gabon. En présence de trente-trois délégations de pays africains, dont quatorze dirigées par leur chef d'Etat (et non pas treize comme nous l'indiquions dans le Monde du 7 octobre), M. Bérégovoy a notamment annoncé la création d'un fonds de conversion destiné à soutenir quatre pays de l'Afrique subsaharienne.

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

L'absence de M. Mitterrand à Libreville aura permis à M. Bérégovoy de renouer avec une pratique qu'il connaît bien pour l'avoir assumée lorsqu'il était ministre de

l'économie et des finances : le discours d'ouverture d'une rencontre officielle avec de hauts responsables africains. Certes, il s'agissait à Libreville d'une conférence plus large que le comité restreint des ministres des finances de la zone franc. Il n'empêche. M. Bérégovoy était en terrain familier.

Après avoir salué le « chemin considérable » parcouru, selon lui, par le « mouvement » de la démocratisation en Afrique depuis le dernier sommet de La Baule, en 1990, et loué « la sagesse et l'expérience » du doyen des participants, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, M. Bérégovoy a longuement développé les enjeux économiques du continent africain.

« Amitié » oblige, le chef du gouvernement a commencé par annoncer un geste de la France : la création d'un fonds de conversion afin de soutenir le développement de quatre pays à revenus intermé-

diaires (PRI) de l'Afrique subsaharienne : le Cameroun, le Congo, le Gabon et la Côte-d'Ivoire. Doté de 200 milliards de francs CFA (4 milliards de francs français), cette nouvelle tirelire est destinée à soulager les dettes de ces pays, tous de la zone franc : « Les créances actuelles pourront être converties et annulées pour accompagner des projets de développement dans le domaine le plus large possible », a précisé le premier ministre.

« Ce n'est pas assez »

Une façon habile de faire d'une pierre deux coups : renflouer les finances de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) — elle est responsable de la gestion du fonds — et permettre aux entreprises françaises d'être en première ligne pour participer aux travaux des futurs projets de développement. La CCCE ne sera-t-elle pas chargée de délier les cordons de la nouvelle bourse ?

Revenant sur le sens d'une citation préalable de « ce grand porteur de l'Afrique » qu'est M. Félix Houphouët-Boigny — celui-ci avait déclaré, la veille, en connaissance : « La démocratie ne fait pas bon ménage avec la misère », — le premier ministre a, une nouvelle fois, insisté sur le rôle de l'intégration régionale en Afrique comme facteur de « dynamisme » et de développement.

« L'union fait la force économique », a souligné M. Bérégovoy, rappelant le pas déjà accompli en matière d'harmonisation du code des assurances dans la zone franc (le traité a été signé en juillet 1992) et les espoirs mis dans les projets similaires dans les domaines du droit des affaires, de la prévoyance sociale et d'un système statistique unifié (Afristat).

Après avoir précisé que le montant de l'aide française à l'Afrique a été multiplié par quatre au cours

AFRIQUE DU SUD : s'estimant tenus pour quantité négligeable

Les dirigeants noirs de trois bantoustans menacent de boycotter les négociations

MM. Mangosuthu Buthelezi, Lucas Mangope et le général Oupa Gqozo, respectivement dirigeants du KwaZulu, du Bophuthatswana et du Ciskei, homelands « indépendants » ou autonomes, se sont réunis, mardi 6 octobre, à Johannesburg, en compagnie du pasteur Andries Treurnicht, chef du Parti conservateur (CP), nostalgique de l'apartheid, ainsi que de responsables de deux petites formations de l'extrême droite blanche.

Les participants à cette rencontre, annoncée la semaine dernière (le Monde daté 4-5 octobre), contestent tant le contenu des accords récemment conclus entre M. Mandela et le président De Klerk pour la reprise du processus constitutionnel, que le statut d'interlocuteur, selon eux privilégié, qu'occupe le Congrès national africain (ANC) dans les discussions en cours.

OLIVIER PIOT

Aucune décision pratique n'a été rendue publique à l'issue de cette rencontre dont l'intérêt se réduit, avant tout, à la manifestation d'une opposition, multiraciale, conservatrice et résolue, à l'axe Mandela-De Klerk. Après le sommet entre le président sud-africain et le chef de l'ANC, l'Inkhata du chef zoulou Mangosuthu Buthelezi avait déjà annoncé sa décision de boycotter les négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud. Il a, depuis, affirmé qu'il continuerait dans cette voie tant que l'ANC n'aurait pas démantelé sa branche militaire, exigence qui a été aussitôt rejetée par les intéressés.

Mardi, MM. Mangope et Gqozo ont mané à leur tour la menace du boycottage si M. De Klerk continuait, selon eux, de favoriser le parti de M. Mandela. M. Buthelezi a également évoqué la possibilité que le KwaZulu, qu'il dirige, fasse sécession si ses demandes n'étaient pas entendues. L'ANC, pour sa part, maintient sa proposition, faite le 5 octobre, d'une rencontre au sommet entre M. Mandela et M. Buthelezi, seul dirigeant de bantoustan à disposer d'un authentique crédit politique au sein de sa communauté. — (AFP, Reuters.)

Au sommaire des « Dossiers et Documents » d'octobre

L'Algérie depuis 1945

Le numéro de Dossiers et Documents d'octobre présente un dossier de seize pages sur l'Algérie depuis 1945.

La première partie expose la politique des gouvernements français qui se sont succédés jusqu'en 1954. L'impossibilité de définir un statut des Algériens musulmans et montre comment les frustrations accumulées et l'exclusion de la vie politique et économique ne pouvaient que conduire les nationalistes algériens, même modérés, à envisager l'issue de la lutte armée.

La deuxième période, c'est l'histoire d'une guerre qui durera plus de sept ans. Le rébellion se développe très vite face à une armée française nombreuse et fortement équipée. Massacres, tortures, terrorisme deviennent la toile de fond quotidienne du « guépion » algérien. Le général de Gaulle, appelé à la rescousse, finit par être convaincu que l'indépendance est inévitable, se heurtant alors au refus des pieds-noirs. La dernière année de l'Algérie française est rythmée par les attentats des desperados de l'« Algérie française » et les négociations avec les dirigeants du FLN. Celles-ci aboutissent aux accords d'Evian. Les Européens s'enfuient, entraînant avec eux une partie des harkis qui avaient

combattu aux côtés de l'armée française.

Troisième partie : l'Algérie contemporaine. Une indépendance qui commence comme une fête mais qui s'anéantit peu à peu dans le désespoir face à une croissance démographique impressionnante, aux insuffisances de la formation, à la corruption du parti unique. L'économie s'effondre, révélant les dysfonctionnements du « socialisme » algérien. La misère et le mécontentement gonflent les rangs des islamistes. Au prix d'un coup d'Etat, l'avenir de l'Algérie est aujourd'hui entre les mains des militaires.

Ce dossier est complété par des cartes, des photos, des lexiques et une chronologie détaillée. Avec ce numéro, « Les Clés de l'Info » : la chute du dollar, l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le référendum sur Maastricht et la notion d'Etat-nation, le XIV^e congrès du PC chinois, les dérives de l'inculpation, le Salon de l'alimentation, le marché des déchets, la polémique autour des ours des Pyrénées, la natalité française aujourd'hui, l'échec d'espaces publicitaires et les centrales, le tarif réduit au cinéma le mercredi.

► En vente chez tous les marchands de journaux. 17 francs.

L'« exception » gabonaise

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

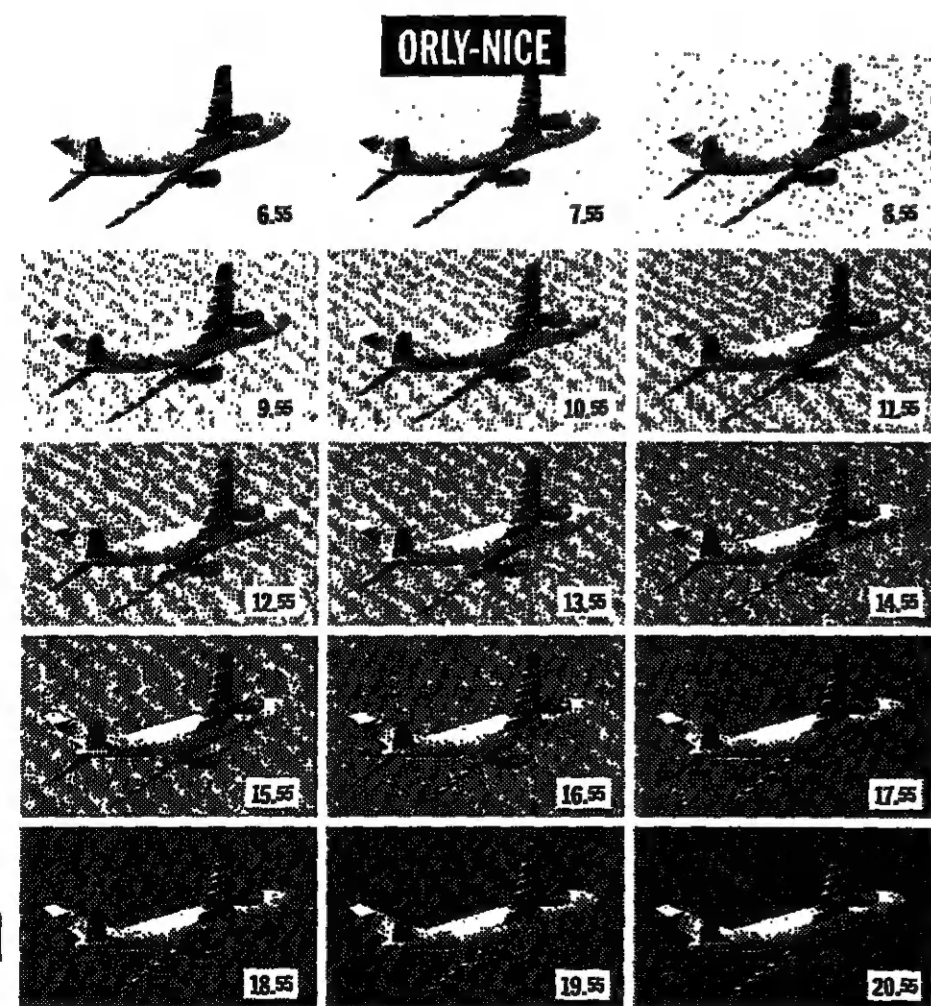
Pays accueillant, le Gabon était à l'honneur au sommet de Libreville. Dès la journée d'ouverture, son président, M. Omar Bongo, a succédé au premier ministre français et prononcé une allocution rythmée par des « hommages » répétés à la France.

En juillet dernier, pourtant, les choses n'avaient pas pris bonne tournure pour M. Omar Bongo. Lors de la réunion des sept pays industrialisés (G7) de Munich, il avait été décidé que les pays intermédiaires (PRI) d'Afrique subsaharienne — Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire et Gabon —

pourraient désormais bénéficier de réductions de dettes au-delà d'un simple rééchelonnement des échéances. Mais le Gabon, dont le PIB par habitant avoisine les 4 000 dollars — dépassant le plafond de cette catégorie, — fut d'emblée exclu de la liste des heureux gagnants de Munich.

Aussitôt, M. Bongo prit sa plus belle plume pour se plaindre à M. Mitterrand. Les choses s'arrangèrent dès la mi-septembre et le Gabon obtint un prêt unilatéral de la France. La délégation française à Libreville était d'ailleurs portée d'une lettre de M. Mitterrand qui officialise ce nouveau soutien financier, dont le montant est resté secret.

O. P.



DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ETOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Evason pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes, et, avec son tarif Super Loisirs pour tous à 830 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER

AIR INTER
L'AVION FACILE

ASIE

INDE : aux côtés des insurgés locaux

Des guérilleros islamistes étrangers se battent au Cachemire

NEW-DELHI

de notre correspondant

Une « internationale islamiste » prête-t-elle main-forte aux insurgés musulmans du Cachemire indien ? L'entretien accordé récemment dans la région à un journaliste indien par des moudjahidins venus d'Afghanistan, de Bahreïn et du Soudan semble confirmer, pour la première fois, la rumeur.

« J'ai tué plus de cent soldats indiens », clameur Akbar Basi, un Afghan de Kaboul, dans cet entretien enregistré « quelque part dans le sud du Cachemire ». Le titre barbare d'une cartouche, finit par être convaincu que l'indépendance est inévitable, se heurtant alors au refus des pieds-noirs. La dernière année de l'Algérie française est rythmée par les attentats des desperados de l'« Algérie française » et les négociations avec les dirigeants du FLN. Celles-ci aboutissent aux accords d'Evian. Les Européens s'enfuient, entraînant avec eux une partie des harkis qui avaient

Un Soudanais de vingt-huit ans, Yassin, affirme, pour sa part, être dans la région depuis deux mois, après avoir bataillé « deux années » à « défier » contre les troupes de l'ex-régime communiste. Un itinéraire normal pour ce combattant persuadé que « la guerre sainte ne connaît pas de frontières ». « Un millier de moudjahidins franchissent chaque mois la ligne de cesse-le-feu » séparent les parties indiennes et pakistaises du Cachemire, assure, quant à lui, Aqel Abdul Rahman, venu

de Bahreïn (Emirats arabes unis). Il raconte avoir intercepté, il y a trois mois, cette expédition à travers les lignes indiennes avec « quarante moudjahidins libyens et algériens ».

Les responsables des partis cachemiris musulmans avaient, jusqu'alors, nié la présence d'étrangers parmi leurs troupes. Cette fois, M. Mohammed Sayed Salauddin, le chef du Hizbul Moudjahidin, l'organisation insurgée qui passe pour la plus forte du Cachemire, confirme : les moudjahidins interrogés combattent en effet dans ses rangs. « Il y a deux ans, alors que je participais à la djihad (guerre sainte) en Afghanistan, Hekmatyar m'avait promis de nous envoyer des hommes pour nous aider dès que la victoire serait acquise contre le régime communiste », déclare M. Salauddin. Selon lui, « de 300 à 350 moudjahidins de diverses nationalités » participent avec ses militants à des opérations contre les forces indiennes.

A la différence du JKLF (Front de libération du Jammu-et-Cachemire, indépendantiste), le Hizbul prône le rattachement du territoire au Pakistan. Il a l'appui d'islamistes, qui, au demeurant, aident les combattants de M. Hekmatyar durant toute la guerre d'Afghanistan. Le président afghan par intérim, M. Burhanuddin Rabbani, avait, dès sa nomination fin juin, appelé à « continuer la djihad du Cachemire ».

De telles déclarations, peut-être en partie inspirées par l'esprit de van-

taiserie, sont en tout cas susceptibles de confirmer les craintes indiennes d'une « déferlante islamiste » en Asie du Sud, dont le premier point d'application serait le Cachemire pour lequel New-Delhi et le libre ennemi pakistanais se font la guerre depuis quarante-cinq ans.

BRUNO PHILIP

Colloque de l'IFRI sur l'ASEAN. — L'Institut français des relations internationales (IFRI) et l'ASEAN Paris Committee organisent, le 20 octobre au Sénat, un colloque sur « L'Asie du Sud-Est en devenir », auquel participeront de nombreuses personnalités des milieux économiques et universitaires français et asiatiques, et, en particulier, l'ancien ministre malaisien des affaires étrangères, M. Tan Sri Ghazali Shafie, et l'ancien ministre des affaires économiques indonésien, M. Mohammad Sadli. Les principaux thèmes de discussion concerneront la dynamique de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) et sa place dans le monde, autour de trois débats : « L'ASEAN et l'Indochine », « L'ASEAN entre les Etats-Unis et le Japon », et « L'ASEAN et l'Europe ». (IFRI, 6, rue Ferrus, 75014 Paris. Tél. : 40-78-91-22.)

PROCHE-ORIENT

Les combats entre Kurdes d'Irak et de Turquie

Les peshmergas sont déterminés à se débarrasser du PKK

Commencés à la fin de la semaine dernière dans le Kurdistan irakien (le Monde du 7 octobre), les affrontements entre les peshmergas (combattants kurdes d'Irak) et le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) se sont poursuivis, mardi 6 octobre. Le nombre des morts s'élèverait pour le moment à seize.

Cela devait inévitablement arriver car la tache était pleine, commente un représentant kurde d'Irak à Paris en soulignant que la présence de bases arrière du PKK dans le Kurdistan irakien est la source du problème. La guerre est-elle donc déclarée entre formations kurdes? Réponse: «Elle pourrait l'être si le PKK ne veut pas entendre raison.»

Entendre raison, c'est accepter de mettre fin aux opérations armées contre la Turquie à partir du territoire irakien, ce que le PKK, sauf à envisager une nouvelle défaite, peut difficilement admettre. Car cette formation marxiste-léniniste en lutte contre les autorités d'Ankara - en recourant souvent à un terrorisme que les principaux mouvements kurdes irakiens ont toujours refusé, - vient de faire les frais d'une amélioration sensible des rapports entre la Turquie et la Syrie. Les camps du PKK dans la Bekaa libanaise, contrôlée par la Syrie, ont été fermés et occupés par l'armée libanaise, même si, selon des sources kurdes à Paris, le principal dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, et bon nombre de membres du comité central se trouvent toujours dans la capitale syrienne.

Déjà, à la faveur du «vide» créé par la guerre du Golfe dans le nord

de l'Irak quelques centaines de militants du PKK s'étaient installés dans le Kurdistan irakien. Après leur départ avec la Syrie, ils ont renforcé cette présence et, selon certaines informations, ils auraient pris langue avec le régime irakien qui aurait autorisé l'ouverture d'un camp près de Bagdad. Le président Saddam Hussein y trouverait donc un soutien: d'une part, il «punirait» ainsi la Turquie pour son attitude lors de la guerre du Golfe. D'autre part, il ne pourrait que se féliciter d'affrontements entre Kurdes dont la principale conséquence serait de les affaiblir.

La présence des militants du PKK dans le Kurdistan irakien n'était pas tout à fait du goût, ni surtout dans les intérêts, des Kurdes de cette région, qui savent, grâce à la protection que leur assurent les forces de la coalition alliée depuis avril 1991, une paix relative renforcée par les structures de pouvoir autonome - Parlement et «gouvernement» - dont ils se sont dotés à la suite des élections législatives de juin dernier.

Coordination avec la Turquie?

La seule porte du Kurdistan irakien vers l'extérieur est en effet la frontière turque, par laquelle passent les personnels des organisations non gouvernementales et les camions transportant l'aide humanitaire. A cause des actions armées du PKK et des représailles, souvent aériennes, turques - selon l'agence Reuters, de nouveaux raids ont encore eu lieu mardi - les routiers devenaient de plus en plus réticents au franchissement de cette frontière. Le PKK avait même poussé l'audace jusqu'à interdire lui-même le passage des camions en provenance de Turquie. Une autre raison - et non des moindres - pour les Kurdes irakiens de vouloir en découdre avec le PKK est que sa présence dans les villages irakiens frontaliers de la Turquie empêche la population de ces bourgs de rentrer chez elle.

Aussi, les différentes formations du Kurdistan irakien, qui ont unifié leurs forces paramilitaires au début de septembre, «ont décidé d'une sorte d'armée chargée de défendre le Kurdistan et de protéger les institutions de l'autonomie kurde», nous avait alors expliqué le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, - ont-elles sommé le PKK de cesser toute activité militaire, tout en

autorisant une action politique: propagande, émissions radio, journaux. Selon le Turkish Daily News d'Ankara, nous signale notre correspondant Nicole Pope, M. Talabani aurait eu récemment à Ankara des entretiens avec des officiers de l'état-major turc. Des généraux turcs auraient de leur côté effectué un séjour dans le Kurdistan irakien.

L'avertissement des Kurdes irakiens étant resté sans effet, une délégation de cinq membres a été dépêchée la semaine dernière par le Parlement auprès du PKK pour le sommer d'évacuer le camp de Harkouk. La demande étant demeurée vaine, les peshmergas ont lancé une première attaque samedi contre les positions du PKK. Depuis, les combats ont gagné en intensité.

Reste l'Iran, où le PKK maintient également des militants. Le premier ministre turc, M. Suleiman Demirel, devrait effectuer une visite les 27 et 28 octobre à Téhéran. Il pourrait demander aux autorités iraniennes d'arrêter définitivement les activités du PKK.

MOUNA NAÏM

□ Deux Libanais inculpés en Allemagne pour l'assassinat de dirigeants kurdes - Soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat de quatre dirigeants kurdes irakiens, le 17 septembre, dans un restaurant berlinois, deux Libanais ont été inculpés et placés en détention provisoire, a annoncé, mardi 6 octobre, le parquet fédéral allemand de Karlsruhe. Abbas Rana, vingt-cinq ans, est soupçonné d'avoir participé directement à l'assassinat «à l'aide d'un pistolet Llama équipé d'un silencieux», et Youssuf Amin, vingt-quatre ans, d'avoir fait le guet devant l'établissement, a-t-on souligné de même source. - (AFP)

KOWEÏT : après les élections législatives

Le gouvernement va devoir coopérer avec l'opposition

Au lendemain des élections législatives, qui ont vu l'opposition remporter vingt-neuf des cinquante sièges de l'Assemblée nationale, le premier ministre et prince héritier du Koweït, Cheikh Saad Al Salem Al Sabah, devait remettre, mercredi 7 octobre à l'émir, la démission de son gouvernement.

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

Le parlement koweïtien devant tenir sa première réunion avant le 20 octobre, un nouveau gouvernement devrait être formé dans les deux semaines et de la composition de celui-ci - dont les membres votent à l'Assemblée au même titre que les députés - dépendra la nouvelle majorité parlementaire. Traditionnellement, deux ou trois ministres sont issus du Parlement. Le gouvernement devra en tout état de cause être fort pour répondre à une Assemblée qui compte maintenant dans ses rangs tous les dirigeants de l'opposition.

□ EGYPTÉ : trois morts dans un attentat à la bombe - Trois Egyptiens ont trouvé la mort et dix autres ont été blessés, mardi 6 octobre, lors d'une explosion dans un train en gare de Dairout, en Haute-Egypte, a indiqué le ministre de l'Intérieur. Selon celui-ci, «l'un des morts est probablement le porteur de l'engin, un extrémiste islamiste, qui tentait de le lancer à l'extérieur par le fenêtre des toilettes du train». Le chef de la police d'Assiout avait récemment décidé de déployer des unités des forces de sécurité dans les principales gares de la région, considérée comme un foyer de l'intégrisme (le Monde du 30 juillet). - (AFP)

Publiés mardi 6 octobre, les résultats définitifs des élections font apparaître comme principal gagnant le groupe des ex-parlementaires de 1985, qui avaient refusé la dissolution prononcée par l'émir en 1986 et dont dix des treize candidats ont été élus. Autres gagnants, les islamistes, dont les trois groupes - deux sunnites et un chiite - ont chacun trois candidats, auxquels il faut ajouter onze députés qu'ils soutenaient. Toutefois, les islamistes ne peuvent pas tous être considérés comme opposants et le gouvernement pourrait trouver parmi eux des alliés.

Sur le plan religieux, ce succès pourrait relancer le débat sur la modification de l'article 2 de la constitution, qui stipule que la charia (loi islamique) est une source principale de la loi, alors que les islamistes sunnites voudraient qu'elle en devienne la seule source. Sur ce point toutefois, sunnites et chiites ne sont pas d'accord. En outre, une application trop stricte de la charia aux lois économiques et financières pourrait être un frein au développement.

Le gouvernement a subi un important revers dans la ville de Koweït, où aucun des candidats le soutenant n'a été élu. C'est dans les circonscriptions bédouines qu'il marque le maximum de points, bien que, là aussi, les religieux aient réussi à conquérir des sièges et que certains députés ne lui soient plus aussi acquis que par le passé.

D'ores et déjà toutefois, plusieurs dirigeants de l'opposition ont exprimé leur volonté de coopérer avec le gouvernement, si celui-ci est également disposé à collaborer avec l'Assemblée. C'est maintenant à l'émir Cheikh Jaber Al Sabah de jouer, en sachant que les Koweïtiens lui font toujours confiance, ce n'est que dans la mesure où il respectera leurs droits inscrits dans la Constitution.

FRANÇOISE CHIPAUX

Océanie

AUSTRALIE : à quelques mois des élections générales

Les travaillistes ont perdu l'Etat de Victoria

Les travaillistes ont subi une sérieuse défaite, samedi 3 octobre, aux élections dans l'Etat de Victoria, dont la capitale, Melbourne, est la deuxième ville d'Australie.

SYDNEY

de notre correspondante

La défaite du Labour aux élections du Victoria est-elle un signe avant-coureur de la fin d'une décennie de travailisme au niveau fédéral? La coalition des partis libéral et national, qui a remporté 62 des 88 sièges mis en jeu dans le Victoria, hésite à prédire sa victoire aux élections fédérales, prévues pour mai 1993 au plus tard, même si un porte-parole des libéraux juge qu'«un transfert des voix bien inférieur suffirait à mettre fin au gouvernement Keating». M. Paul Keating, premier ministre australien, s'est, de son côté, déclaré convaincu que la victoire de M. Jeff Kennett, le nouveau «patron» du Victoria, n'aurait pas le succès des conservateurs au niveau national. Le secrétaire fédéral du Labour, M. Bob Hogg, a réchéri: «Jeff Kennett ne peut pas rester les bras croisés pendant huit mois. En particulier, il ne peut pas retarder la législation sur la dérégulation du marché du travail. Et son approche ne rebusera beaucoup de Victoriens.»

On s'attend, en effet, à des conflits sociaux au Victoria après les réformes que les conservateurs comptent opérer dans ce bastion du militantisme syndical australien. Comme M. John Hew-

son, chef de l'opposition fédérale, M. Kennett entend, en effet, briser le cadre législatif qui détermine - tant au niveau central qu'à celui des Etats, et par catégorie de professions - le montant des indemnités perçues pour les heures supplémentaires, le travail de nuit, etc.

Cette réforme est la clé de voûte du programme de la coalition anti-travailliste. Elle vise, en introduisant une plus grande souplesse des conditions sur le marché du travail, à améliorer la compétitivité des entreprises. Le Labour avait centré sa campagne dans le Victoria sur cette question. Il avait brandi l'épouvantail de la Nouvelle-Zélande, où une telle dérégulation est en cours, pour prédire un avenir sombre: «La souffrance des Néo-Zélandais est plus proche que vous ne croyez», affirmait ainsi un slogan de la campagne télévisée travailliste. Ces attaques ont eu beau susciter l'indignation du premier ministre du pays voisin, M. Jim Bolger, elles ont continué.

Une rude bataille sociale

Les syndicats du Victoria s'apprêtent à la bataille. Les deux premiers ministres travaillistes qui ont gouverné l'Etat depuis dix ans se sont heurtés aux corporations lorsqu'ils ont tenté de rationaliser les transports, la santé, et l'éducation, beaucoup plus coûteux qu'ailleurs en Australie. Porté au pouvoir par la base syndicale, le premier ministre battu samedi, M^{me} Joan Kirner, n'avait pas pu enrayer la montée de la dette du Vic-

toria, deux fois plus élevée que celle des autres Etats en proportion de leur population.

Les intérêts devraient englober, cette année, un tiers des revenus fiscaux. M. Kennett a promis de redresser les finances en privatisant et en réduisant le secteur public, sans pour autant estimer le nombre d'emplois qu'il supprimerait. Le taux de chômage au Victoria (11,6 %), déjà plus élevé que la moyenne nationale - cependant considérable, 10,9 % - risque donc de s'accroître.

En raison de son industrie plus étoffée, le Victoria a davantage souffert que le reste du pays du démantèlement amorcé des barrières douannières. Le krach d'octobre 1987 et la politique des taux d'intérêt élevés de la fin des années 80 y ont entraîné plus de faillites qu'ailleurs, notamment dans la banque et l'immobilier. Ces difficultés ont puissamment contribué à la défaite du Labour - alors que l'essor relatif de l'Etat du Queensland avait, il y a deux semaines, favorisé la réélection de son gouvernement travailliste.

M. Keating compte tout particulièrement sur cet avant-goût de gestion conservatrice dans le Victoria pour se maintenir au pouvoir. C'est même dans cette optique, estiment des analystes, que Canberra, planifiant, en quelque sorte, la défaite des travaillistes du Victoria, aurait incité M^{me} Kirner à organiser plus tôt que nécessaire les élections qui ont sanctionné sa gestion.

SYLVIE LEPAGE

SECURITE AUTOMOBILE

Si certains concurrents mettent autant de temps à découvrir le SIPS* qu'ils en ont mis à redécouvrir les barres de protection latérales, on peut aller tranquillement à la pêche.



1973

Volvo invente les barres de protection latérales.

1992

Volvo invente le SIPS*. Certains concurrents réinventent les barres de protection latérales.

2012

Devinez où sera la concurrence? Sûrement pas à la pêche aux rollmops.

*SIPS: Side Impact Protection System. Ce système exclusif et breveté confirme le leadership de Volvo dans le domaine de la sécurité, et démontre les normes les plus sévères de comportement en cas de choc latéral, les forces provoquées par un impact sont absorbées et redistribuées dans les structures, sans perte importante du volume de l'habitacle.

36 35 VOLVO 36 36

VOLVO

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition a tenté en vain de faire reporter la réforme de la procédure pénale

Les députés ont entamé, mardi 6 octobre, l'examen du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la Justice. L'Assemblée a rejeté la question préalable et l'exception d'irrecevabilité soulevées par les groupes de l'UDC, de l'UDF et du RPR qui, jugeant une telle réforme « inopportune » et « inapplicable », souhaitaient le report des débats.

La belle unanimité ! Cette réforme-là, tout le monde la souhaite. À commencer par M. Michel Pezet, rapporteur du projet au nom de la commission des lois, qui, « sentant les regards » et « entendant les questions » le visant personnellement, a tenu à saluer « l'attitude extrêmement cordiale » à son égard de ses collègues de la majorité comme de l'opposition. Et il est vrai que la séance n'a été entachée d'aucun dérapage.

M. Henri Emmanuelli lui-même a pu se hisser au perchoir en sa qualité de président de l'Assemblée sans que personne n'y trouve à redire.

La nécessité de cette réforme, selon M. Pezet, naît d'un simple constat statistique : en 1990, 347 000

personnes ont été gardées à vue, 73 000 ont été inculpées, 31 000 ont été mises en détention provisoire et 7 700 ont bénéficié finalement d'une ordonnance de non-lieu. Mais le député des Bouches-du-Rhône ne veut pas se contenter de mettre en cause « des policiers brutaux, des juges partiaux, des avocats incompétents ». Selon lui, les « vices fondamentaux de notre procédure » sont ailleurs, notamment dans l'absence de l'avocat durant la garde à vue et l'existence d'un débat contradictoire avec la notification des charges. Bien que le jugeant insuffisant, il a estimé qu'il serait à l'honneur de l'Assemblée d'adopter un texte qui « met notre droit en conformité avec la déclaration des droits de l'homme ».

M. Vauzelle :
« Éviter tout blocage »

M. Michel Vauzelle l'a rejoint sur le constat des dysfonctionnements actuels de la procédure pénale. Il l'a jugée « incapable de réduire le nombre de détenus provisoires et d'assurer l'équilibre entre la défense et l'accusation ». Il a noté que le juge d'instruction « concentre de nombreuses critiques » car « il instruit plutôt à charge qu'à décharge ». Dans ces conditions, a-t-il souligné, « la

tentation peut être grande de bouleverser complètement le système », comme l'y invitent les conclusions de la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par M. Mireille Delmas-Marty. Le ministre, lui, préfère « une rénovation profonde » afin d'« éviter tout blocage ». D'autant que le bouleversement souhaité par certains implique une refonte du statut du parquet que l'on présente à tort, selon lui, « comme un grand corps asservi au gouvernement ». « C'est un mensonge terrible qui fait de profonde déception dans l'opinion », a-t-il insisté.

Il s'en tiendra donc à une réforme qui pousse une quadruple ambition. D'abord, elle vise à « améliorer les garanties de la liberté individuelle », en prévoyant notamment le contrôle de la garde à vue par l'autorité judiciaire et la collégialité dans les décisions de mise en détention provisoire. Elle s'emploie ensuite à « préserver la présomption d'innocence » en supprimant l'inculpation au profit du mécanisme de la « mise en examen », qui ouvre les droits de la défense, suivi éventuellement de la « mise en cause ». Au passage, le garde des sceaux a récusé l'amendement adopté, jeudi 1^{er} octobre, en commission des lois, qui substitue à sa formule une « ordonnance de présomption de charge » rendue par le

juge d'instruction et susceptible d'appel. « Malgré ses intentions louables », a-t-il indiqué, cette option « renforce les effets pervers du système actuel ».

Son projet tend, en outre, à « assurer un meilleur équilibre entre les parties à la procédure » en leur offrant la possibilité de solliciter du magistrat instructeur les investigations jugées nécessaires. Enfin, il vise à « accroître l'efficacité des procédures ». Le travail en équipe de magistrats désignés par le président du tribunal dans les « affaires graves et complexes », ainsi que la clarification du régime des nullités permettront, selon lui, d'y parvenir. Mais M. Vauzelle est conscient de la difficulté à faire admettre ses choix. « Cette réforme se heurte à de nombreux conservatismes », a-t-il regretté.

M. Toubon (RPR) :
« Dans la précipitation »

Les députés de l'opposition, eux, se défendent d'appartenir à ce clan des « conservateurs ». La preuve, c'est qu'ils la souhaitent fébrilement cette réforme ! Mais, comme le dit M. Jacques Toubon (RPR, Paris), « pas n'importe quelle réforme » et encore moins celle-ci, précipitée « dans la précipitation ». Le projet de M. Vauzelle, selon lui, « fait peser des risques certains sur les libertés individuelles comme sur les exigences de la sécurité ». En plus, a soutenu M. Toubon, il est « probablement inapplicable » car la réforme proposée entraîne « des charges de travail accrues » qui exigeraient « la création de 250 postes de magistrats » alors que le budget pour 1993 du ministère de la Justice n'en prévoit que 28. Le texte gouvernemental n'a pas trouvé davantage grâce aux yeux de M. Pascal Clément (UDF, Loire) qui a estimé que « les nouvelles modalités d'ouverture de l'information risquent fort, en pratique, de rendre impossible la lutte contre la criminalité organisée ». Selon lui, le gouvernement a pris « le parti de la liberté » au détriment de la sécurité. M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) a exposé un argument identique en faisant observer que le projet de M. Vauzelle s'inspire d'une « idéologie complètement dépassée » en posant que « le danger pour les libertés individuelles vient d'abord des magistrats et des policiers ».

Plus virulente encore, M^{me} Nicole Catala (RPR, Paris) a qualifié le texte de « manœuvre tendant à paralyser les magistrats qui agissent » le pouvoir. M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), quant à lui,

est chagriné par l'inopportunité du texte puisque l'opinion risque d'y voir une « façon déguisée de parvenir à une parfaite maîtrise de l'instruction » alors que « l'actualité politico-judiciaire » est plutôt chargée.

Trois éloignés des préoccupations sécuritaires de M. Debré et M^{me} Catala, M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a, lui aussi, des griefs à formuler, notamment sur l'inefficacité de la suppression du terme « inculpation ». « Pensez-vous qu'en changeant la dénomination, a-t-il demandé, vous ferez disparaître l'approbation qui s'y attache ? ». « Cela revient à transformer les concierges en

gardiens ou les éboueurs en techniciens de surface », a-t-il lancé. Pour toutes ces raisons, les groupes UDF, UDC et RPR ont soutenu l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Bernard Pons (RPR, Paris) et la question préalable déposée par M. Charles Millon (UDF, Ain). Mais elles ont toutes deux été rejetées car le groupe PS a recu, en la circonstance, le soutien des communistes qui, par la voix de M. Jacques Bruhier, se sont ralliés d'un texte qui va dans le sens d'un « élargissement des libertés et des droits individuels » même s'ils regrettaient sa « timidité ».

FREDERIC BOBIN

La garde des sceaux et les hélicoptères

Le ministre de la Justice, M. Michel Vauzelle, a profité de l'ouverture du débat sur la réforme du code de procédure pénale, mardi 6 octobre à l'Assemblée nationale, pour préciser qu'il avait seulement décidé d'étudier la possibilité, pour les gardiens de prison, d'ouvrir le feu sur les hélicoptères en cas d'évasion (le Monde du 7 octobre). « J'entends assurément ici et là le mot hélicoptère », a-t-il noté, avant de s'expliquer sur cette annonce qui n'avait pas manqué de provoquer de nombreuses réactions dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

« Nous sommes aujourd'hui confrontés à une « épidémie » d'évasions par hélicoptère », a déclaré le garde des sceaux, en expliquant que les travaux d'installation de films de protection au-dessus des cours des prisons demandaient du temps. « Il m'a donc fallu devant une dévotion légitime faire face à un problème propre à la période transitoire d'installation des films », a indiqué M. Vauzelle. « J'ai demandé qu'on examine, je dis bien qu'on examine, l'article du code de procédure pénale qui autorise l'usage des armes envers des personnes qui cherchent à pénétrer dans un établissement pénitentiaire. Je n'ai pas inversé ce texte. Je n'ai pas demandé qu'il soit assoupli ».

J.-L. S.

La presse et la présomption d'innocence

La presse peut-elle citer le nom d'une personne inculpée, ou faire l'objet d'une « ordonnance de présomption de charge », pour reprendre la nouvelle formulation souhaitée par les députés ? L'actuel examen à l'Assemblée du projet de réforme de la procédure pénale vient de relancer le débat après l'adoption, la semaine dernière, par la commission des lois, d'un amendement créant une incrimination spécifique visant « les personnes qui auront publié le nom ou tout élément permettant d'identifier une personne faisant l'objet d'une ordonnance de présomption de charge pendant la durée de l'instruction ». Cet amendement, co-

gné par MM. Michel Pezet, Gérard Gouzes et M^{me} Denise Cacheux (PS), ainsi que par MM. Toubon et Jean-Louis Debré (RPR), étend aux personnes majeures une ordonnance datant de 1945 réservée aux mineurs.

Le garde des sceaux a estimé, mardi, en séance publique, qu'une telle extension n'était « pas possible en l'état de notre société ». « L'incrimination qu'il est proposé d'instituer pourrait, a-t-il ajouté, dans certains cas, porter une réelle atteinte à la liberté de la presse ». Ce souci de préserver la présomption d'innocence est, selon lui, pris en compte dans les amendements qu'il a lui-même proposés.

Ceux-ci accordent des réparations civiles à toute personne dont le droit à la présomption d'innocence aura été bafoué. Cette question divise les députés socialistes. Lors de la réunion du groupe, mardi, un clivage a clairement opposé sur le sujet MM. Pezet et Emmanuelli, qui défendaient l'amendement adopté en commission des lois, et MM. Jean Auroux et Jean-Jack Queyranne, qui incitaient à s'en tenir à la plus grande prudence.

F. B.

► Lire aussi page 20, le compte-rendu du congrès du SAU.

Les députés socialistes veulent amender profondément le projet de loi contre la corruption

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a débattu, mardi 6 octobre, du projet de loi sur la corruption qui sera examiné en séance publique à compter du 13 octobre. Les députés ont exprimé des réserves sur ce texte qui leur paraît entretenir une trop grande « suspicion » à l'égard des élus. Ils attendent du gouvernement qu'il accepte de nombreux amendements.

A six mois des élections législatives, les députés socialistes se sentent bien passés de l'encombrant projet de loi sur la corruption. Ils l'avaient déjà fait savoir au cours de leurs journées parlementaires, ils l'ont répété mardi 6 octobre au cours d'une réunion de groupe exclusive-

ment consacrée à ce texte. « Bâclé », « mal ficelé », « inopportun politiquement », le projet de loi n'a pas trouvé grâce aux yeux des députés qui lui reprochent surtout d'entretenir une « suspicion » systématique à l'égard des élus. « Ils se sentent accusés et mis en cause directement par certaines dispositions du texte », confirme M. Yves Durand (PS, Nord), rapporteur du projet au nom de la commission des lois.

Pas question pour autant d'engager un bras de fer avec le gouvernement qui risquerait de se révéler désastreux auprès de l'opinion publique.

Conscient de l'importance que le premier ministre, et le président de la République lui-même, accordent à ce projet, le groupe a décidé de se montrer « responsable » et « offensif » mais il attend en contrepartie du gouvernement qu'il accepte de nombreux amendements. Parmi les dispositions les plus contestées figure le renforcement du rôle du préfet. Les articles 59 et 60 du projet de loi favorisent en effet la diligence de l'inspection générale de l'administration à l'encontre d'un élu. « On ne pouvait inventer mieux pour laisser entendre que les maires ou les conseillers généraux

sont constamment corrompus ou corruptibles », remarque un député. « Dix ans après le vote des lois de décentralisation », observe M. Durand, cette mesure passe très mal. Les élus ont l'impression d'être mis sous tutelle. » Le rapporteur du projet devrait présenter un amendement retirant ce pouvoir au préfet pour le confier à l'assemblée délibérante concernée, qui déciderait à la majorité qualifiée de diligenter ou non une enquête de l'inspection de l'administration.

Pour les mêmes raisons, les députés socialistes souhaitent revenir sur

l'encadrement des pouvoirs du maire en matière d'urbanisme (zone d'aménagement concertée, plans d'occupation des sols).

Enfin, le souhait présidentiel d'interdire tout financement privé des campagnes électorales suscite lui aussi de nombreuses réserves. Si la majorité du groupe admet la nécessité de couper le « lien direct » entre le candidat et le bailleur de fonds pour éviter une dépendance du futur élu, elle estime toutefois impossible aujourd'hui de faire assurer les dépenses électorales par le seul financement public. Les députés socialistes se sont donc mis d'accord sur deux contre-propositions.

D'une part ils proposent l'abaissement à 300 000 francs du plafond pour les élections législatives, au lieu des 500 000 prévus par la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques. D'autre part, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, a soumis aux députés le projet de création d'un « fonds de développement de la vie démocratique », qui existerait à tous les échelons de représentation : municipal, départementale, régionale et nationale. Ce fonds, alimenté par des subventions de la collectivité concernée, des dons de personnes privées et des dons d'entreprises, serait destiné au financement de la campagne électorale. Ainsi serait assurée la transparence du financement, qui apparaîtrait dans une ligne budgétaire de la collectivité locale, et serait supprimé le « lien » entre le candidat et les entreprises qui verseraient directement leur contribution à un fonds public. Cette manne budgétaire serait ensuite répartie entre les candidats en fonction de critères de représentativité dont la définition devrait être très large.

Y.- M. L.

P. R.-D.

M. Lévy (Publicis) redoute la disparition de « centaines d'agences » de publicité

« Une des conséquences de la loi Sapin, si elle est votée en l'état, sera d'offrir sur un plateau d'argent le marché publicitaire français aux agences américaines, alors qu'en ce domaine la France est le seul pays où les Américains n'ont pas réussi à prendre place », a indiqué M. Maurice Lévy, PDG de Publicis Conseil, mardi 6 octobre, devant la commission d'enquête parlementaire sur les médias.

M. Lévy a vivement plaidé pour un maintien de la commission d'agence versée par les « supports » (radios, journaux, télévisions) sur l'achat d'espace publicitaire — interdite dans le projet de loi. Il a défendu l'idée d'une « commission uniforme de 15 % sur l'achat d'espace, quel que soit le volume », mais fait part de son hostilité à d'autres rémunérations. Le PDG de Publicis Conseil a prédit que,

« sans cette commission, aucune agence ne gagnera d'argent, y compris Publicis » et que « des centaines d'agences disparaîtront ». Il estime que jamais n'a été apportée la preuve que le cumul des fonctions d'agence et de régie publicitaire, dont l'interdiction a été demandée par des agences indépendantes rassemblées dans le Club des « Dix », « gênait le fonctionnement de la concurrence » et « que les régies de médias sont gérées de manière indépendante des agences ». Enfin, évoquant la « crise structurelle de la publicité commerciale, qui peut durer de deux à trois ans », M. Lévy a attiré l'attention de la commission sur le marasme du marché des petites annonces, « qui, à une échelle moindre, s'apparente à la crise de la sidérurgie ».

M. Alain Grangé-Cabane, vice-président de l'Union des annon-

ceurs (UDA), dont le conseil d'administration rassemble une quarantaine de grands groupes, a réaffirmé l'accord de l'UDA avec le projet de loi, en fonction de certains aménagements. Il a noté qu'il fallait « réajuster les tarifs quotidiens à la réalité de ce qui est pratiqué » et que la loi ne devait faire « ni vainqueur ni vaincu ». Selon lui, les annonceurs ne peuvent se passer d'intermédiaires, « qui doivent être rémunérés comme il faut ». Le vice-président de l'UDA, évoquant le paysage télévisuel, a indiqué qu'il y aura bientôt la mort d'une « télévision publique », si la réglementation ne change pas. Il a défendu l'accès de la distribution à la publicité télévisuelle, l'augmentation de la redevance et la révision du système des quotas télévisuels.



POLITIQUE

Au Sénat

Après discussions pour l'attribution des vice-présidences

Si l'élection de M. René Monory à la présidence du palais du Luxembourg s'est déroulée dans la sérénité, si les présidents des groupes politiques ont été reconduits dans leurs fonctions sans anicroche, l'attribution des postes de vice-présidents du Sénat et de présidents de commission, qui devait être officialisée, mercredi 7 octobre, a donné lieu, en revanche, à d'âpres discussions.

La démission de M. Gilbert Baumet provoque une élection partielle dans le Gard. M. Gilbert Baumet (France unie) s'est démis de son mandat de sénateur du Gard avant sa désignation au poste de ministre du commerce et de l'artisanat dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy. Cette démission rend nécessaire une élection sénatoriale partielle dans ce département. La vacance du siège par démission ne permet pas en effet le remplacement automatique d'un sénateur par son suppléant, comme c'est le cas lors d'un décès ou d'une entrée au gouvernement alors que le titulaire siège encore au Sénat.

M. André Grammont directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Soisson

M. André Grammont, ingénieur agronome, a été nommé directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural.

Né le 10 janvier 1943 à Besançon, M. André Grammont est ingénieur agronome (école de Grignon) et diplômé (1966) de l'école nationale supérieure de sciences agronomiques appliquées. Il commence sa carrière au lycée agricole de Ruffach dans le Haut-Rhin comme professeur. Puis en 1972, il est conseiller technique au cabinet de M. Michel Cointat, ministre de l'agriculture. Le 1^{er} janvier 1975, il est nommé chef de la mission de développement agricole au ministère puis sous-directeur des productions végétales en juin 1977. Il était directeur de l'espace rural et de la forêt depuis le 28 février 1990 et à ce titre avait joué un rôle essentiel dans l'organisation à Paris, en septembre 1991, du Congrès forestier mondial.

Un proche de M. Bérégovoy devient premier secrétaire du PS de la Nièvre. — Nouveau sénateur socialiste de la Nièvre depuis le 27 septembre, M. Marcel Charmant, vient d'être élu premier secrétaire de la Fédération du PS de la Nièvre. Proche de M. Pierre Bérégovoy, premier ministre et maire de Nevers, qu'il avait remplacé à l'Assemblée nationale, M. Charmant succède à M. Eugène Teissière, qui avait donné sa démission de son poste, en novembre 1991, en raison de « mésententes » avec M. Bérégovoy. M. Charmant a été désigné à l'unanimité moins quatre abstentions.

Vice-président sortant, M. Pierre-Christian Taittinger, battu de justesse par M. Monory au cours de la primaire interne à l'UDF, jeudi 1^{er} octobre, a fait les frais des tiraillements qui ont agité le groupe des Républicains et indépendants, partagé entre partisans et adversaires de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR. Le sort de M. Taittinger a été réglé sans équivoque aucune par les membres de son groupe, qui ont attribué la vice-présidence qu'il occupait à M. Roger Chénard, lequel avait été auparavant délégué du rapport général du budget au profit des centristes. En revanche, MM. Jean-Pierre Fourcade et Jacques Larché devaient conserver leurs présidences respectives des commissions des affaires sociales et des lois. Ils avaient comme adversaires, au sein du groupe RI, MM. Taittinger et Jean-Marie Girault. M. Serge Mathieu devait enfin succéder à M. Jacques Moisson au poste de questeur, coadjuvateur par les centristes au groupe RI avant l'élection de M. Monory.

Au RPR, le grand bouleversement annoncé par M. Pasqua avant son échec dans la course à la présidence n'a pas eu lieu. Le président du groupe RPR, reconduit dans ses fonctions en dépit des déclarations qu'il avait faites en juin et dans lesquelles il affirmait qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession, « quoiqu'il

arrive », devait avant tout surmonter sa défaite. MM. Christian Poncelet, Maurice Schumann, Lucien Neuwirth et Jean Chamaant devaient être réélus respectivement à la présidence de la commission des finances, à celle de la commission des affaires culturelles, à la questure et à l'une des vice-présidences. M. Yves Guéna a été choisi pour la deuxième vice-présidence pugnée par le RPR (1).

M. François-Poncet en situation délicate

M. Pasqua a également revendiqué auprès de l'UDF un troisième poste de président de commission, celle des affaires économiques, avec comme candidat M. Philippe François. Cette demande a placé M. Jean François-Poncet, l'actuel président de cette commission, dans une situation délicate. Peu prisé, c'est le moins que l'on puisse dire, par M. Pasqua pour son engagement actif en faveur du traité de Maastricht, M. François-Poncet est, de plus, membre du plus petit groupe de l'UDF, le Rassemblement démocratique et européen. Celui-ci devrait conserver par ailleurs le poste de vice-président qu'occupe M. Etienne Dailly.

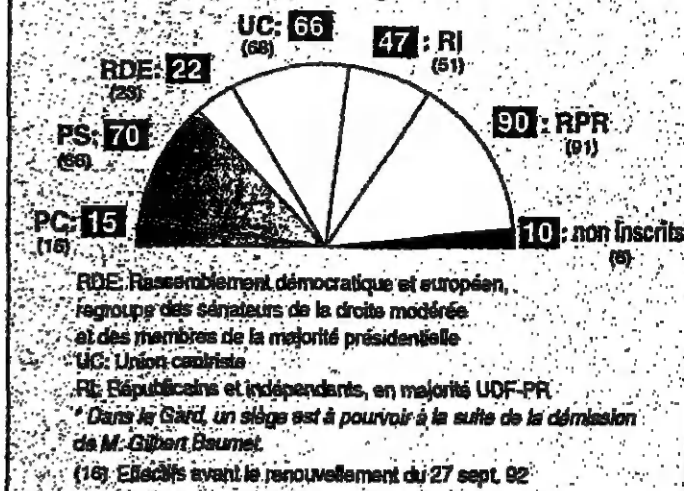
Chez les centristes, le rapport général « gagné » sur les Républicains et indépendants devait revenir à M. Jean Arthuis. La seconde vice-présidence disponible pourrait

être attribuée à M. Jean Faure, qui l'a emporté au sein de son groupe sur MM. Maurice Bin et Jean Chuzel. M. Jean Lecanuet devait enfin rester à la tête de la commission de la défense et des affaires étrangères. Ces tractations au sein de la majorité sénatoriale ont été considérées avec beaucoup d'agacement par les socialistes et par les communistes, qui comptaient sur les bonnes dispositions et l'esprit d'ouverture affichés par M. Monory pour obtenir quelques postes. Le PS, qui détenait déjà une vice-présidence, occupée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, et un poste de questeur, attribué à M. Jacques Bialek, souhaitait retrouver une présidence de commission, comme c'était le cas avant 1983, et le PC désirait une vice-présidence. Mais le président du Sénat s'est prudemment retranché derrière les décisions des groupes de la majorité sénatoriale, laissant peu d'espoir aux deux groupes. M. Hélène Lac, présidente du groupe communiste, a menacé le RPR et l'UDF de ne plus participer à la commission chargée d'apurer les comptes du Sénat pour protester contre cet « ostracisme ».

GILLES PARIS

(1) En décembre 1991, une proposition du groupe communiste faisait passer le nombre de vice-présidents du Sénat de quatre à six, avait été adoptée grâce aux voix PS et RPR, contre l'avis des autres partis de la majorité sénatoriale.

La composition du Sénat: 320 sièges*



Le renouvellement sénatorial du 27 septembre a été, comme prévu, favorable au groupe socialiste, qui devient le deuxième groupe du Sénat, en dépit du départ de M. Albert Fen, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon, chez les non-inscrits. En revanche, le RPR, annoncé comme vainqueur probable, perd un siège: M. Alex Türk, dissident victorieux dans le Nord, siège en effet chez les non-inscrits. Le Rassemblement démocratique et européen, dont les effectifs étaient en chute libre depuis quelques renouvellements, se maintient plutôt bien grâce aux entrées de MM. Jean-Marie Rausch, qui fait son retour au Sénat, et Guy Cabanel, qui quitte les Républicains et indépendants. Ceux-ci apparaissent comme les grands perdants de ces élections avec quatre sièges en moins, alors que les centristes limitent leurs pertes à deux. Le PC ne compte plus pour sa part que quatorze sénateurs inscrits et un apparenté alors qu'il devrait avoir au moins quinze inscrits pour exister.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

C'est peut-être parce que le blanc c'est plus salissant que nos voitures sont équipées d'un pot catalytique depuis longtemps.



1976

Volvo commence à équiper ses voitures de pots catalytiques.

1992

Septembre 1992. Toutes les Volvo à essence sont équipées d'un pot catalytique qui vous permet de bénéficier de la déduction fiscale de 2000F TTC.

8 octobre 1992. Volvo dévoile au Mondial de l'Automobile l'E.C.C., la voiture de l'an 2000, 100% non polluante.

1993

Au 1^{er} janvier, le gouvernement français rend obligatoire le pot catalytique. Pas de pot pour tous ceux qui s'intéressent à l'environnement depuis peu.

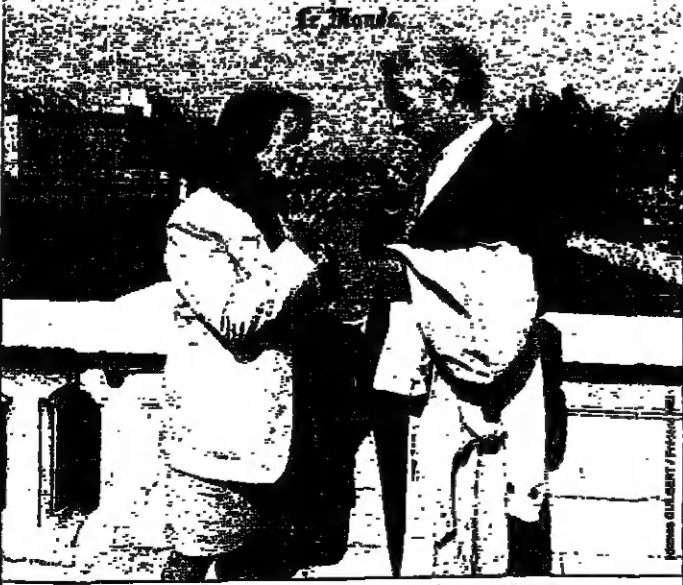
* Déduction valable pour les véhicules poids particuliers essence de moins de 2 litres, immatriculés définitivement dans une série normale, du 1^{er} octobre au 31 décembre 1992 et applicable sur le prix net en vigueur à la date de commande du véhicule.
 ** Volvo Environmental Concept Car (ECC)

36 15 VOLVO
36 16

VOLVO

Le Monde des

DEBATS



LE NOUVEAU MENSUEL
DU MONDE
EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

هكذا من الاصل

2 Le Monde • Jeudi 8 octobre 1992 •

10 Le Monde • Jeudi 8 octobre 1992 •

FCA!

"The European Communication Group of The Year."*

- Nous croyons à l'Europe.
- Nous croyons à l'Europe de la Communication.
- Nous avons créé des méthodes et des outils
au service de nos croyances.
- Les solutions de l'Europe seront bientôt celles du Monde.
- Nous sommes prêts pour le renouveau qui s'annonce.
- L'ambition créative reste notre projet.
- Merci.

COPENHAGEN
BARCELONA
AMSTERDAM
DUSSELDORF
SARAGOSSA
MARSEILLE
FRANKFURT
STUTTGART
BORDEAUX
NEW YORK
SEVILLA
MADRID
DALLAS
LISBON
BILBAO
MILAN
TOKYO
PARIS
LYON

LONDON
ISTANBUL
VALENCIA
BRUSSELS

*Le jury du Grand Prix de l'Agence de l'Année a remis le samedi 19 septembre dans le cadre du Topcom, au réseau FCA! le prix de "The European Communication Group of the Year".

POLITIQUE

Pas-de-Calais : un « non » ouvrier

Suite de la première page

Alors, suivant l'expression de l'un d'eux, M. Guy Lempagne, député Boulogne, « que le Pas-de-Calais ne soit pas une région de l'Europe, c'est inévitable ». L'« inévitable » l'a pourtant emporté. A cinquante-huit pour cent.

Ce « non » a été de parait-il, des agriculteurs du Ternois, des chômeurs du bassin minier, des pêcheurs de Boulogne, des chasseurs de la Côte d'Opale, des ouvriers des ZUP arrageoises, des pensionnés de Carvin, des supporters du Racing-club de Lens, des jeunes de Bruy-la-Buissière, des veuves de Liévin. Pas une ville, pas une campagne qui n'ait été éparpillée par la lame du fond.

Il est revenu très loin. Du souvenir d'une Europe qui, dans la mémoire collective si forte du Pas-de-Calais, est d'abord celle du bon de l'acier (CECA) et de la fermeture de puits, des échecs du plan sidérurgique ou l'accord textile et de leurs milliers d'emplois supprimés, des des politiques agricoles communes et qu'on ne litait.

Il s'est cogné aux quatre coins du quotidien à la fatalité de laquelle il n'est pas une nouvelle nationale qui ne soit directement « Pas-de-Calais » : un taux de chômage plus élevé qu'ailleurs, qui dépasse les 15 % dans le bassin minier ou dans le Boulonnais, une faible degré de formation, une reconversion qui n'en finit pas d'arriver, un nombre d'allocataires du RMI à faire frémir les bras. Comme on a l'impression d'un ultime obstacle que l'on ne peut franchir. Résigné, vaincu. L'avenir, pour cinquante pour cent des habitants du Pas-de-Calais, c'est encore trop loin. Message transmis le 20 septembre. Et reçu en pleine figure par des élus qui ne s'attendaient pas à voir, « Sur-

prise », « gifle », « divorce », « décalage », « sanction », « camouflet » : pour le département le plus peuplé de France - douze députés sur quatorze, trois sénateurs sur sept, la majorité des villes plus de dix mille habitants et celle du conseil général - et pour les dirigeants de la fédération la plus puissante et la mieux organisée du PS, le constat est douloureux.

Car l'échec du référendum est d'abord le leur. Si, dans ce département agricole, le rejet du traité de Maastricht a été des populations rurales plus isolées et, dans une moindre mesure, celui des partisans du mouvement Nature, chasse, pêche, traditions qui avait obtenu un bon score aux élections régionales de mars, tous l'admettent : le Pas-de-Calais est majoritairement de gauche.

« Ils nous ont abandonnés »

« Cette fois, ils nous ont abandonnés » : depuis le soir du 20 septembre, M. Christian Tysinski, le tout jeune secrétaire de la section du PS d'Arras, a fait pas de décrypter les résultats, bureau de vote par bureau de vote. « C'est simple », dit-il. « Les habitants populaires ont voté non ». Le maire socialiste, de Béthune, M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, confirme : « Ce sont nos meilleurs bureaux de vote qui ont majoritairement voté non ».

M. Lempagne désigne sans plus de commentaires un quartier de Boulogne sur une carte : « C'est le vote pour François Mitterrand en 1988, près de 60 % de taux de chômage, 60 % de non au référendum ». A Liévin, M. Jean-Pierre Kuchida évoque les 80 % d'habitants de la présidence de l'Etat - le record de France - sa propre réélection confortable dès le premier tour aux élections législatives en juin, sa confirmation spectaculaire aux municipales de 1989, et le « non » massif - de 60 à 70 % - des coronas où vivent « tous

ceux qui sont proches de nous, socialistes ».

Même le fier premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, M. Daniel Percheron, ne cache pas son dépit. Celui qui avait commenté avec optimisme l'annonce, par la présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, M^{me} Marie-Christine Blandin, de son intention de voter « non » au référendum - « Elle vient », avait-il déclaré à ses amis, il faudra aller la conseiller, lundi 21 septembre. « Je ne doutais pas d'une victoire, même timide, du « oui » dans son département. Dans la revue socialiste de la fédération, l'Esprit, M. Percheron avait signé un éditorial enflammé : « Non, c'est la seule issue de 1992, de 1993, de 1994, de 1995, de 1996, de 1997, de 1998, de 1999, de 2000, de 2001, de 2002, de 2003, de 2004, de 2005, de 2006, de 2007, de 2008, de 2009, de 2010, de 2011, de 2012, de 2013, de 2014, de 2015, de 2016, de 2017, de 2018, de 2019, de 2020, de 2021, de 2022, de 2023, de 2024, de 2025, de 2026, de 2027, de 2028, de 2029, de 2030, de 2031, de 2032, de 2033, de 2034, de 2035, de 2036, de 2037, de 2038, de 2039, de 2040, de 2041, de 2042, de 2043, de 2044, de 2045, de 2046, de 2047, de 2048, de 2049, de 2050, de 2051, de 2052, de 2053, de 2054, de 2055, de 2056, de 2057, de 2058, de 2059, de 2060, de 2061, de 2062, de 2063, de 2064, de 2065, de 2066, de 2067, de 2068, de 2069, de 2070, de 2071, de 2072, de 2073, de 2074, de 2075, de 2076, de 2077, de 2078, de 2079, de 2080, de 2081, de 2082, de 2083, de 2084, de 2085, de 2086, de 2087, de 2088, de 2089, de 2090, de 2091, de 2092, de 2093, de 2094, de 2095, de 2096, de 2097, de 2098, de 2099, de 2100, de 2101, de 2102, de 2103, de 2104, de 2105, de 2106, de 2107, de 2108, de 2109, de 2110, de 2111, de 2112, de 2113, de 2114, de 2115, de 2116, de 2117, de 2118, de 2119, de 2120, de 2121, de 2122, de 2123, de 2124, de 2125, de 2126, de 2127, de 2128, de 2129, de 2130, de 2131, de 2132, de 2133, de 2134, de 2135, de 2136, de 2137, de 2138, de 2139, de 2140, de 2141, de 2142, de 2143, de 2144, de 2145, de 2146, de 2147, de 2148, de 2149, de 2150, de 2151, de 2152, de 2153, de 2154, de 2155, de 2156, de 2157, de 2158, de 2159, de 2160, de 2161, de 2162, de 2163, de 2164, de 2165, de 2166, de 2167, de 2168, de 2169, de 2170, de 2171, de 2172, de 2173, de 2174, de 2175, de 2176, de 2177, de 2178, de 2179, de 2180, de 2181, de 2182, de 2183, de 2184, de 2185, de 2186, de 2187, de 2188, de 2189, de 2190, de 2191, de 2192, de 2193, de 2194, de 2195, de 2196, de 2197, de 2198, de 2199, de 2200, de 2201, de 2202, de 2203, de 2204, de 2205, de 2206, de 2207, de 2208, de 2209, de 2210, de 2211, de 2212, de 2213, de 2214, de 2215, de 2216, de 2217, de 2218, de 2219, de 2220, de 2221, de 2222, de 2223, de 2224, de 2225, de 2226, de 2227, de 2228, de 2229, de 2230, de 2231, de 2232, de 2233, de 2234, de 2235, de 2236, de 2237, de 2238, de 2239, de 2240, de 2241, de 2242, de 2243, de 2244, de 2245, de 2246, de 2247, de 2248, de 2249, de 2250, de 2251, de 2252, de 2253, de 2254, de 2255, de 2256, de 2257, de 2258, de 2259, de 2260, de 2261, de 2262, de 2263, de 2264, de 2265, de 2266, de 2267, de 2268, de 2269, de 2270, de 2271, de 2272, de 2273, de 2274, de 2275, de 2276, de 2277, de 2278, de 2279, de 2280, de 2281, de 2282, de 2283, de 2284, de 2285, de 2286, de 2287, de 2288, de 2289, de 2290, de 2291, de 2292, de 2293, de 2294, de 2295, de 2296, de 2297, de 2298, de 2299, de 2300, de 2301, de 2302, de 2303, de 2304, de 2305, de 2306, de 2307, de 2308, de 2309, de 2310, de 2311, de 2312, de 2313, de 2314, de 2315, de 2316, de 2317, de 2318, de 2319, de 2320, de 2321, de 2322, de 2323, de 2324, de 2325, de 2326, de 2327, de 2328, de 2329, de 2330, de 2331, de 2332, de 2333, de 2334, de 2335, de 2336, de 2337, de 2338, de 2339, de 2340, de 2341, de 2342, de 2343, de 2344, de 2345, de 2346, de 2347, de 2348, de 2349, de 2350, de 2351, de 2352, de 2353, de 2354, de 2355, de 2356, de 2357, de 2358, de 2359, de 2360, de 2361, de 2362, de 2363, de 2364, de 2365, de 2366, de 2367, de 2368, de 2369, de 2370, de 2371, de 2372, de 2373, de 2374, de 2375, de 2376, de 2377, de 2378, de 2379, de 2380, de 2381, de 2382, de 2383, de 2384, de 2385, de 2386, de 2387, de 2388, de 2389, de 2390, de 2391, de 2392, de 2393, de 2394, de 2395, de 2396, de 2397, de 2398, de 2399, de 2400, de 2401, de 2402, de 2403, de 2404, de 2405, de 2406, de 2407, de 2408, de 2409, de 2410, de 2411, de 2412, de 2413, de 2414, de 2415, de 2416, de 2417, de 2418, de 2419, de 2420, de 2421, de 2422, de 2423, de 2424, de 2425, de 2426, de 2427, de 2428, de 2429, de 2430, de 2431, de 2432, de 2433, de 2434, de 2435, de 2436, de 2437, de 2438, de 2439, de 2440, de 2441, de 2442, de 2443, de 2444, de 2445, de 2446, de 2447, de 2448, de 2449, de 2450, de 2451, de 2452, de 2453, de 2454, de 2455, de 2456, de 2457, de 2458, de 2459, de 2460, de 2461, de 2462, de 2463, de 2464, de 2465, de 2466, de 2467, de 2468, de 2469, de 2470, de 2471, de 2472, de 2473, de 2474, de 2475, de 2476, de 2477, de 2478, de 2479, de 2480, de 2481, de 2482, de 2483, de 2484, de 2485, de 2486, de 2487, de 2488, de 2489, de 2490, de 2491, de 2492, de 2493, de 2494, de 2495, de 2496, de 2497, de 2498, de 2499, de 2500, de 2501, de 2502, de 2503, de 2504, de 2505, de 2506, de 2507, de 2508, de 2509, de 2510, de 2511, de 2512, de 2513, de 2514, de 2515, de 2516, de 2517, de 2518, de 2519, de 2520, de 2521, de 2522, de 2523, de 2524, de 2525, de 2526, de 2527, de 2528, de 2529, de 2530, de 2531, de 2532, de 2533, de 2534, de 2535, de 2536, de 2537, de 2538, de 2539, de 2540, de 2541, de 2542, de 2543, de 2544, de 2545, de 2546, de 2547, de 2548, de 2549, de 2550, de 2551, de 2552, de 2553, de 2554, de 2555, de 2556, de 2557, de 2558, de 2559, de 2560, de 2561, de 2562, de 2563, de 2564, de 2565, de 2566, de 2567, de 2568, de 2569, de 2570, de 2571, de 2572, de 2573, de 2574, de 2575, de 2576, de 2577, de 2578, de 2579, de 2580, de 2581, de 2582, de 2583, de 2584, de 2585, de 2586, de 2587, de 2588, de 2589, de 2590, de 2591, de 2592, de 2593, de 2594, de 2595, de 2596, de 2597, de 2598, de 2599, de 2600, de 2601, de 2602, de 2603, de 2604, de 2605, de 2606, de 2607, de 2608, de 2609, de 2610, de 2611, de 2612, de 2613, de 2614, de 2615, de 2616, de 2617, de 2618, de 2619, de 2620, de 2621, de 2622, de 2623, de 2624, de 2625, de 2626, de 2627, de 2628, de 2629, de 2630, de 2631, de 2632, de 2633, de 2634, de 2635, de 2636, de 2637, de 2638, de 2639, de 2640, de 2641, de 2642, de 2643, de 2644, de 2645, de 2646, de 2647, de 2648, de 2649, de 2650, de 2651, de 2652, de 2653, de 2654, de 2655, de 2656, de 2657, de 2658, de 2659, de 2660, de 2661, de 2662, de 2663, de 2664, de 2665, de 2666, de 2667, de 2668, de 2669, de 2670, de 2671, de 2672, de 2673, de 2674, de 2675, de 2676, de 2677, de 2678, de 2679, de 2680, de 2681, de 2682, de 2683, de 2684, de 2685, de 2686, de 2687, de 2688, de 2689, de 2690, de 2691, de 2692, de 2693, de 2694, de 2695, de 2696, de 2697, de 2698, de 2699, de 2700, de 2701, de 2702, de 2703, de 2704, de 2705, de 2706, de 2707, de 2708, de 2709, de 2710, de 2711, de 2712, de 2713, de 2714, de 2715, de 2716, de 2717, de 2718, de 2719, de 2720, de 2721, de 2722, de 2723, de 2724, de 2725, de 2726, de 2727, de 2728, de 2729, de 2730, de 2731, de 2732, de 2733, de 2734, de 2735, de 2736, de 2737, de 2738, de 2739, de 2740, de 2741, de 2742, de 2743, de 2744, de 2745, de 2746, de 2747, de 2748, de 2749, de 2750, de 2751, de 2752, de 2753, de 2754, de 2755, de 2756, de 2757, de 2758, de 2759, de 2760, de 2761, de 2762, de 2763, de 2764, de 2765, de 2766, de 2767, de 2768, de 2769, de 2770, de 2771, de 2772, de 2773, de 2774, de 2775, de 2776, de 2777, de 2778, de 2779, de 2780, de 2781, de 2782, de 2783, de 2784, de 2785, de 2786, de 2787, de 2788, de 2789, de 2790, de 2791, de 2792, de 2793, de 2794, de 2795, de 2796, de 2797, de 2798, de 2799, de 2800, de 2801, de 2802, de 2803, de 2804, de 2805, de 2806, de 2807, de 2808, de 2809, de 2810, de 2811, de 2812, de 2813, de 2814, de 2815, de 2816, de 2817, de 2818, de 2819, de 2820, de 2821, de 2822, de 2823, de 2824, de 2825, de 2826, de 2827, de 2828, de 2829, de 2830, de 2831, de 2832, de 2833, de 2834, de 2835, de 2836, de 2837, de 2838, de 2839, de 2840, de 2841, de 2842, de 2843, de 2844, de 2845, de 2846, de 2847, de 2848, de 2849, de 2850, de 2851, de 2852, de 2853, de 2854, de 2855, de 2856, de 2857, de 2858, de 2859, de 2860, de 2861, de 2862, de 2863, de 2864, de 2865, de 2866, de 2867, de 2868, de 2869, de 2870, de 2871, de 2872, de 2873, de 2874, de 2875, de 2876, de 2877, de 2878, de 2879, de 2880, de 2881, de 2882, de 2883, de 2884, de 2885, de 2886, de 2887, de 2888, de 2889, de 2890, de 2891, de 2892, de 2893, de 2894, de 2895, de 2896, de 2897, de 2898, de 2899, de 2900, de 2901, de 2902, de 2903, de 2904, de 2905, de 2906, de 2907, de 2908, de 2909, de 2910, de 2911, de 2912, de 2913, de 2914, de 2915, de 2916, de 2917, de 2918, de 2919, de 2920, de 2921, de 2922, de 2923, de 2924, de 2925, de 2926, de 2927, de 2928, de 2929, de 2930, de 2931, de 2932, de 2933, de 2934, de 2935, de 2936, de 2937, de 2938, de 2939, de 2940, de 2941, de 2942, de 2943, de 2944, de 2945, de 2946, de 2947, de 2948, de 2949, de 2950, de 2951, de 2952, de 2953, de 2954, de 2955, de 2956, de 2957, de 2958, de 2959, de 2960, de 2961, de 2962, de 2963, de 2964, de 2965, de 2966, de 2967, de 2968, de 2969, de 2970, de 2971, de 2972, de 2973, de 2974, de 2975, de 2976, de 2977, de 2978, de 2979, de 2980, de 2981, de 2982, de 2983, de 2984, de 2985, de 2986, de 2987, de 2988, de 2989, de 2990, de 2991, de 2992, de 2993, de 2994, de 2995, de 2996, de 2997, de 2998, de 2999, de 3000, de 3001, de 3002, de 3003, de 3004, de 3005, de 3006, de 3007, de 3008, de 3009, de 3010, de 3011, de 3012, de 3013, de 3014, de 3015, de 3016, de 3017, de 3018, de 3019, de 3020, de 3021, de 3022, de 3023, de 3024, de 3025, de 3026, de 3027, de 3028, de 3029, de 3030, de 3031, de 3032, de 3033, de 3034, de 3035, de 3036, de 3037, de 3038, de 3039, de 3040, de 3041, de 3042, de 3043, de 3044, de 3045, de 3046, de 3047, de 3048, de 3049, de 3050, de 3051, de 3052, de 3053, de 3054, de 3055, de 3056, de 3057, de 3058, de 3059, de 3060, de 3061, de 3062, de 3063, de 3064, de 3065, de 3066, de 3067, de 3068, de 3069, de 3070, de 3071, de 3072, de 3073, de 3074, de 3075, de 3076, de 3077, de 3078, de 3079, de 3080, de 3081, de 3082, de 3083, de 3084, de 3085, de 3086, de 3087, de 3088, de 3089, de 3090, de 3091, de 3092, de 3093, de 3094, de 3095, de 3096, de 3097, de 3098, de 3099, de 3100, de 3101, de 3102, de 3103, de 3104, de 3105, de 3106, de 3107, de 3108, de 3109, de 3110, de 3111, de 3112, de 3113, de 3114, de 3115, de 3116, de 3117, de 3118, de 3119, de 3120, de 3121, de 3122, de 3123, de 3124, de 3125, de 3126, de 3127, de 3128, de 3129, de 3130, de 3131, de 3132, de 3133, de 3134, de 3135, de 3136, de 3137, de 3138, de 3139, de 3140, de 3141, de 3142, de 3143, de 3144, de 3145, de 3146, de 3147, de 3148, de 3149, de 3150, de 3151, de 3152, de 3153, de 3154, de 3155, de 3156, de 3157, de 3158, de 3159, de 3160, de 3161, de 3162, de 3163, de 3164, de 3165, de 3166, de 3167, de 3168, de 3169, de 3170, de 3171, de 3172, de 3173, de 3174, de 3175, de 3176, de 3177, de 3178, de 3179, de 3180, de 3181, de 3182, de 3183, de 3184, de 3185, de 3186, de 3187, de 3188, de 3189, de 3190, de 3191, de 3192, de 3193, de 3194, de 3195, de 3196, de 3197, de 3198, de 3199, de 3200, de 3201, de 3202, de 3203, de 3204, de 3205, de 3206, de 3207, de 3208, de 3209, de 3210, de 3211, de 3212, de 3213, de 3214, de 3215, de 3216, de 3217, de 3218, de 3219, de 3220, de 3221, de 3222, de 3223, de 3224, de 3225, de 3226, de 3227, de 3228, de 3229, de 3230, de 3231, de 3232, de 3233, de 3234, de 3235, de 3236, de 3237, de 3238, de 3239, de 3240, de 3241, de 3242, de 3243, de 3244, de 3245, de 3246, de 3247, de 3248, de 3249, de 3250, de 3251, de 3252, de 3253, de 3254, de 3255, de 3256, de 3257, de 3258, de 3259, de 3260, de 3261, de 3262, de 3263, de 3264, de 3265, de 3266, de 3267, de 3268, de 3269, de 3270, de 3271, de 3272, de 3273, de 3274, de 3275, de 3276, de 3277, de 3278, de 3279, de 3280, de 3281, de 3282, de 3283, de 3284, de 3285, de 3286, de 3287, de 3288, de 3289, de 3290, de 3291, de 3292, de 3293, de 3294, de 3295, de 3296, de 3297, de 3298, de 3299, de 3300, de 3301, de 3302, de 3303, de 3304, de 3305, de 3306, de 3307, de 3308, de 3309, de 3310, de 3311, de 3312, de 3313, de 3314, de 3315, de 3316, de 3317, de 3318, de 3319, de 3320, de 3321, de 3322, de 3323, de 3324, de 3325, de 3326, de 3327, de 3328, de 3329, de 3330, de 3331, de 3332, de 3333, de 3334, de 3335, de 3336, de 3337, de 3338, de 3339, de 3340, de 3341, de 3342, de 3343, de 3344, de 3345, de 3346, de 3347, de 3348, de 3349, de 3350, de 3351, de 3352, de 3353, de 3354, de 3355, de 3356, de 3357, de 3358, de 3359, de 3360, de 3361, de 3362, de 3363, de 3364, de 3365, de 3366, de 3367, de 3368, de 3369, de 3370, de 3371, de 3372, de 3373, de 3374, de 3375, de 3376, de 3377, de 3378, de 3379, de 3380, de 3381, de 3382, de 3383, de 3384, de 3385, de 3386, de 3387, de 3388, de 3389, de 3390, de 3391, de 3392, de 3393, de 3394, de 3395, de 3396, de 3397, de 3398, de 3399, de 3400, de 3401, de 3402, de 3403, de 3404, de 3405, de 3406, de 3407, de 3408, de 3409, de 3410, de 3411, de 3412, de 3413, de 3414, de 3415, de 3416, de 3417, de 3418, de 3419, de 3420, de 3421, de 3422, de 3423, de 3424, de 3425, de 3426, de 3427, de 3428, de 3429, de 3430, de 3431, de 3432, de 3433, de 3434, de 3435, de 3436, de 3437, de 3438, de 3439, de 3440, de 3441, de 3442, de 3443, de 3444, de 3445, de 3446, de 3447, de 3448, de 3449, de 3450, de 3451, de 3452, de 3453, de 3454, de 3455, de 3456, de 3457, de 3458, de 3459, de 3460, de 3461, de 3462, de 3463, de 3464, de 3465, de 3466, de 3467, de 3468, de 3469, de 3470, de 3471, de 3472, de 3473, de 3474, de 3475, de 3476, de 3477, de 3478, de 3479, de 3480, de 3481, de 3482, de 3483, de 3484, de 3485, de 3486, de 3487, de 3488, de 3489, de 3490, de 3491, de 3492, de 3493, de 3494, de 3495, de 3496, de 3497, de 3498, de 3499, de 3500, de 3501, de 3502, de 3503, de 3504, de 3505, de 3506, de 3507, de 3508, de 3509, de 3510, de 3511, de 3512, de 3513, de 3514,

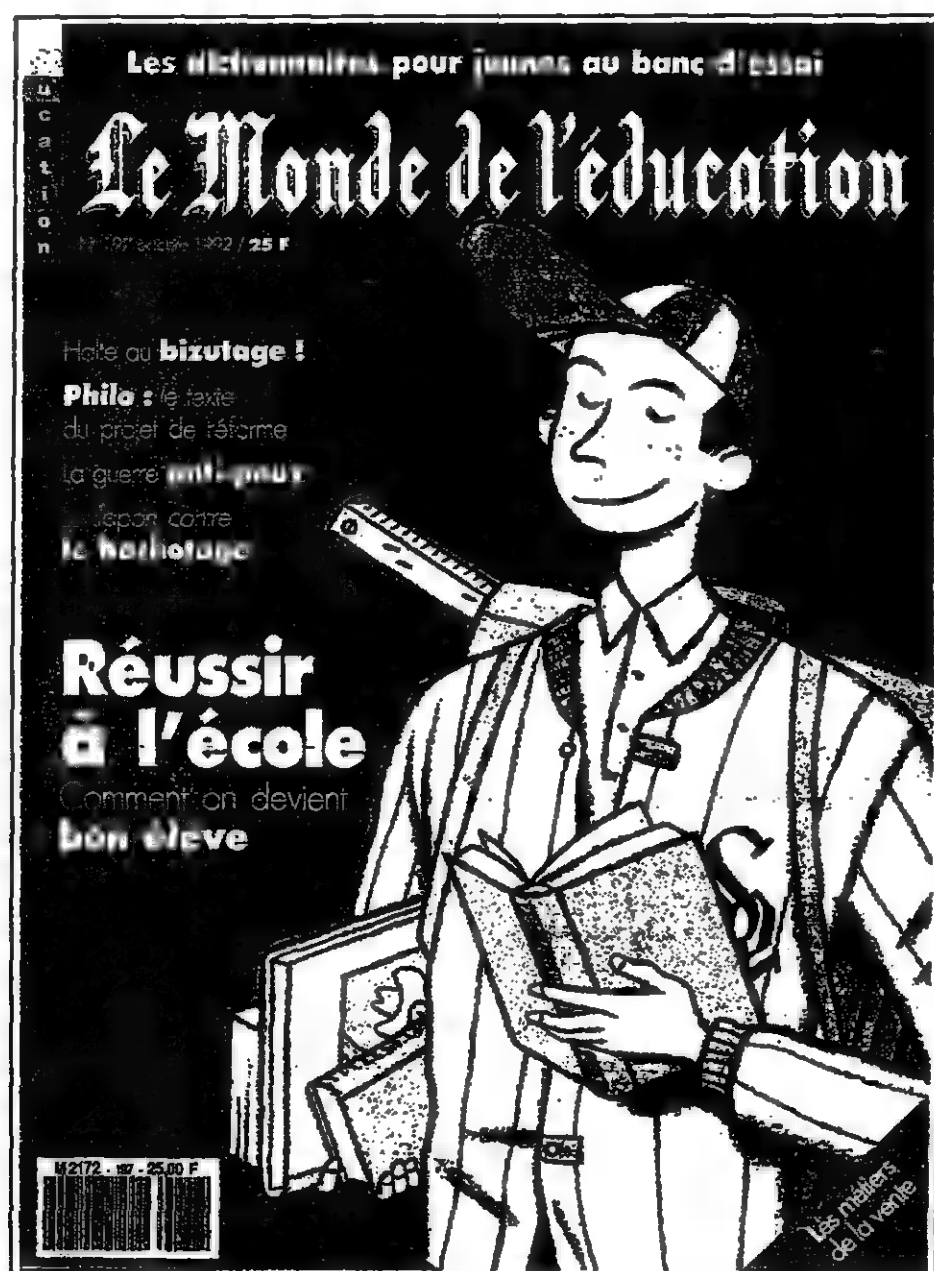
هكذا من الاميل

Numéro d'octobre 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Enquête :
réussir à l'école

Le Monde de l'éducation a mené l'enquête sur un sujet tabou : Comment devient-on bon élève ? Comment se fabriquent les bonnes classes ? Les enseignants font-ils le succès de leurs élèves ? Quel rôle joue l'aide des parents ? Un dossier à lire absolument pour connaître les grands et les petits secrets de la réussite scolaire.



Banc d'essai :
Les dictionnaires

Elèves et enseignants ont testé neuf dictionnaires. Primaire, collège, lycée : comment passer des dictionnaires pour juniors aux dictionnaires pour adultes.

Exclusif :
Philo, le projet de réforme

De nouveaux programmes sont à l'étude pour la terminale à la rentrée 1994. *Le Monde de l'éducation* publie le texte intégral de l'avant-projet : les nouveaux auteurs à étudier, les propositions pour l'épreuve du bac.

Avenir :
Les métiers de la vente

Dans un secteur en expansion, dont les métiers se transforment, les filières de formation sont de plus en plus nombreuses et spécialisées. Un dossier pratique, avec des adresses et des conseils pour mieux s'orienter.

Après l'accident du Boeing d'El Al à Amsterdam

La FEN entérine l'exclusion de deux syndicats minoritaires

l'exclusion du SNES et du SNEP. Les congressistes savaient bien que les jeux étaient faits en arrivant au palais des sports de Créteil. Ils se sont néanmoins offerts un ultime happening, en consacrant près de quatre heures à discuter pied à pied, dans une atmosphère électrique, le rapport de la commission de vérification des mandats, puis, pendant près de trente heures de veille et de veille, afin d'analyser les quelque deux cents cinquante constatations émises.

Peine perdue puisque, la nuit, au du vote, deux sections départementales Unité et Action refusaient de se conformer aux décisions de la comm. V. par le congrès. Riposte immédiate du camp adverse : blocage des mandats de la quasi-totalité département sur l'exclusion. D'où un score, 62,53 %. de près les estimations.

«Dissensus», «Apparechtchik»,
«Al Capone»...

Suspension de séance et vote par appel nominal. Le sept cent cinquante-neufième : rien n'aure au éparné à M. Jacques Fommatin, secrétaire général de la F. N. C. En 1981 et 1987, député pour présider ce congrès vraiment extraordinaire. Et la tension est montée d'un cran avec le discours de M. Guy Lié Néouancin, actuel secrétaire général, tour à tour traité de «démagogue», «apartheid», «Al Capone» et, bien sûr, de «minoritaire» par une partie des congressistes, chauffés à blanc. Claquemants de pieds, banderoles déployées en fond de salle et : du

« Ne renversez pas les rôles (...). C'est vous qui portez la responsabilité de la rupture », a déclaré Guy Le Néouanic, tandis que, à la tribune, Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Syndicat des journalistes, a dénoncé « l'écœurement juridique des minoritaires contre la FEN » et toné « travail de sape ». Le débat est « le dialogue entre vous et nous a atteint aujourd'hui un degré très absolu », a-t-il conclu. Dans ces conditions, continuer à vivre ensemble est une « recherche suicidaire ».

Enfin, n'hésitant pas à appeler à la mémoire des « assassinés », Michel Vanille, pour le SNES, a qualifié les « déclarations de la semaine de quatorze coups sans symboles » et insisté longuement sur la « liberté des débats », le « caractère décoral », et le refus de la consultation.

Le prochain congrès extraordinaire de la FEN, prévu à Perpignan du 11 au 13 décembre, se fera donc sans le SNES et sans l'influence des courants de pensée qui fondaient, depuis 1947, l'existence de la confédération.

AMSTERDAM

Un ou plusieurs cormorans
auraient ainsi pu être attirés par
l'un des réacteurs, provoquant
l'incendie de celui-ci puis son
implosion et le bombardement
par des pièces détachées d'un
second réacteur.

HISTOIRE

mois, à partir d'août 1890, la planète Vénus, ferait presque tous les jours des apparitions si brillantes que les astronomes anciens, l'appelaient « l'étoile du soir-Venus », va bientôt se désintégrer en entrant dans l'atmosphère de la planète, le 10 octobre, 1994.

Le porte-parole de la NASA, Lincoln Lab, a écrit le 8 août 1978, ce vaisseau amérain est à 582 km tournaît autour de Vénus depuis quatorze ans. Depuis samedi, il a épuisé le carburant qui n'empêchait le propulseur lui permettant de se maintenir en orbite, a indiqué M. Peter Weller du centre de recherches Ames de la NASA.

Pioneer-Venus-1, récemment chargé de dresser la carte de l'étoile du Berger, à l'aide d'un radar, fut le premier à s'approcher de cette planète, à quitter de ce centre la tâche reprise, depuis, par le satellite japonais, et de continuer sa mission et systématique.

AUTOMONISM

SCIENCES

Création d'une société du **multimédia**

PATRIMOINE

Six établissements publics français ont créé une société pour développer les valeurs ajoutées de la mer, breveter, commercialiser, découvrir, valoriser, vendre, vertes, rechercher, financer et aider à la création d'entreprises. Les principaux actionnaires de France innovation scientifique et technologique (FIST), créée le 1^{er} janvier 2001, sont le CNRS (capital 4,4 millions de francs, 33,3 %), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), 33,3 %, l'Agence nationale de la recherche (ANR), 33,4 %, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), 11 %, et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), 11 %.

Fin d'un vénéusien

Une fusée chinoise lance un satellite suédois. — Le ministère scientifique suédois FREJA a été lancé, mardi 6 octobre, par une fusée chinoise Longue-Marche 2C. Le même lanceur, tiré de la base de Jiuquan, dans le désert de Gobi, en Chine, a aussi mis sur orbite un satellite scientifique chinois, qui reviendra sur Terre dans huit jours. Il s'agit d'un lanceur commercial chinois, après celui d'un satellite australien le 14 août, cinq mois après une première tentative.

CHRISTINE GARIN

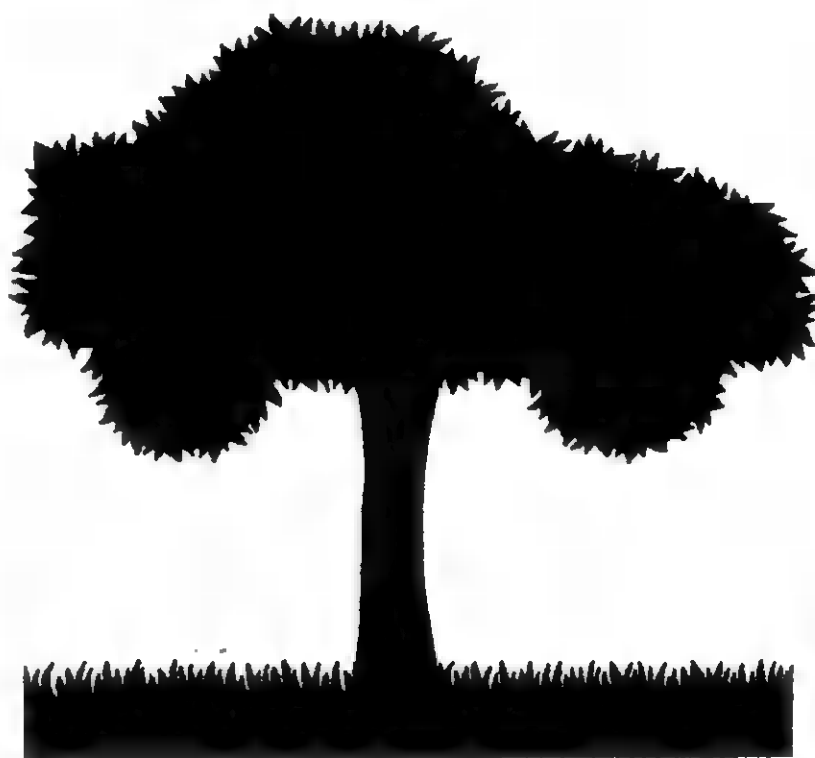
M. Alain Pleurdeau
président de l'université
du Maine


M. Alain Pleurdeau, professeur
à l'université du Maine, a été élu, le 28 sep-
tembre, par 54 voix sur
110 votants au premier tour de
scrutin, président de l'université du
Maine. Il succède à M. Jean-Loup
Gélivert, dont le mandat arrivait à
son terme.

(Né le 29 décembre 1941 au Mans
France), licencié en sciences (1964) et
docteur de sciences (1970).
Alain Pleurdeau a successivement
assisté (1968), maître-assistant (1971),
maître de conférences puis professeur
(1983) à l'université du Mans. Il était,
depuis 1988, directeur de l'institut uni-

2000 F de réduction sur toutes les Opel.*

Bravo
Monsieur le Ministre,
vous venez de vous faire
une idée neuve.



OPEL 
**VOITURE
PROPRE**

Oui, bravo à Monsieur le Ministre d'avoir eu la même idée qu'Opel en prouvant au public qu'un véhicule catalysé n'a que des avantages. Ainsi, depuis le 1^{er} octobre, le Gouvernement encourage l'achat de véhicules catalysés en offrant 2000 F de réduction sur le prix de toute voiture* équipée d'un catalyseur immatriculée avant le 31 décembre. Chez Opel, nous comprenons ce geste comme une reconnaissance implicite de l'action "Voiture Propre" que nous menons depuis des mois. En effet, il y a longtemps, c'est-à-dire bien avant la date d'obligation légale du 1^{er} janvier 93, que toute notre gamme essence est catalysée. Une nature préservée et une facture allégée: que demander de plus? Et bien, demandez donc à votre concessionnaire de vous présenter toute la gamme Opel.

Opel. Une idée neuve.

3615 OPEL

OPEL 

* Offre du 1^{er} octobre 1992 au 31 décembre 1992 :

voiture essence, neuve, jusqu'à 2 litres de cylindrée, immatriculée dans une série normale avant le 31 décembre.

* Offre Opel :

nous avons décidé que cette offre s'appliquait aussi à tous nos modèles neufs de plus de 2 litres de cylindrée, immatriculés dans les mêmes conditions.

ÉCONOMIE

Ouvrant un marché de 365 millions de consommateurs

Les Etats-Unis, le Mexique et le Canada signent l'accord de libre-échange

Après avoir conclu le 20 août (Californie), le 12 août, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le président américain, M. George Bush,

devait retrouver son homologue mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, et le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, mercredi 7 octobre, à San-

Antonio (Texas), pour signer le document. L'acte ouvre la voie à un marché global de 6 200 milliards de dollars et de 365 millions de consommateurs

dont le sud-ouest des Etats-Unis, — en particulier dans le Texas et l'Arizona qui se trouvent à la frontière avec le Mexique — devrait tirer profit.

Une région « binationale »

SAN-DIEGO

« La solidarité entre les nouveaux arrivants », proclame régulièrement

l'évêque de San-Diego, M. Brom. Chaque

dimanche matin, l'évêque de San-Diego ou, à défaut, l'un des prêtres

de Notre-Dame du Mont Carmel, se rend à Rancho Pescerosos ou

ailleurs, dans un des campements situés à proximité de la frontière et

réserve à quelques-uns de ses 30 000 travailleurs migrants, Mexicains

ou autres, dans leur quasi-totalité, que compte le diocèse. C'est là que se

tiendra la messe dominicale en plein air et que seront entendues les

chants célébrant Notre-Dame de Guadalupe. L'autel de l'ieu consacré,

quelques bancs de bois et une table en forme de croix forment l'offrande. Ces

nouveaux paroissiens savent chanter, mais ils ne parlent pas un mot

d'anglais. Pour l'évêque Brom, ils méritent toutefois une attention particulière.

En l'an 2000, plus de 30 % des 80 millions de catholiques que

comptent les Etats-Unis seront hispaniques. Leur chemin de foi passe

notamment par San-Diego, cette métropole située à une demi-heure

de voiture de Tijuana, en terre mexicaine, d'où partent les principales

vagues d'immigration clandestine en direction du rêve américain, à raison de trois mille

illégaux par jour. Ceux-là n'attendent pas grand-chose de l'Association

de libre-échange nord-américain (ALENA) désormais scellée

entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. Et il fondent sans doute

des espoirs avant que se tienne le flot des candidats à l'évasion écono-

mique, venus grossir les rangs de leurs compatriotes mexicains. Ce

qui constitue déjà, à eux seuls, 24 % du total de l'immigration

légale aux Etats-Unis. Mais le rapprochement avec le Mexique a tout

de même des aspects plus positifs.

Une promotion importante

« Cet accord officiel va surtout permettre de formaliser ce qui

existe déjà, estime M. Enrique Loeza, le consul général du Mexique

à San-Diego. Nous avons déjà établi une interpénétration écono-

mique entre les deux zones frontalières avec la création d'une région

qui englobe d'un part San-Diego et, de l'autre, Tijuana et Escondido.

D'ores et déjà, les gens de Tijuana achètent 35 % de tout ce qui est

commercialisé à Chula-Vista (en terre américaine) et la ville-frontière

de San-Ysidro (toujours aux Etats-Unis) est mexicaine à 85 % »,

explique-t-il. Les effets du traité « nous allons tous en bénéficier, qu'on

soit canadien, mexicain ou américain. Mais il est certain que le Mexique, cet

accord constitue une promotion importante de notre image vers l'étranger ».

L'ALENA ne modifiera-t-il pas, à terme, la structure économique

ou sociale du Mexique? « Non, ce traité nous permettra d'accroître

notre capacité à produire et à commercer sans risque d'aliéner notre

culture. Nous sommes devenus une société libre, capable de traiter

avec les Etats-Unis et avec le Canada », assure M. Loeza. « Le

véritable défi, c'est de changer, tout en restant nous-mêmes... ».

Depuis quelque temps, déjà, les deux pays s'étaient faits à l'idée de

ce rapprochement qui, pour l'instant, reste limité à la création

d'une zone de libre-échange. Et les milieux d'affaires avaient tiré des

liens étroits de part et d'autre de la frontière. La manifestation la plus

visible de cette coopération était la multiplication des maquiladoras,

ces usines d'assemblage situées près de la frontière, en territoire mexicain.

A l'heure actuelle, il existe plus de 2 500 de ces installations. Elles

emploient plus d'un demi-million de personnes qui, sinon,

seraient sans doute allées grossir le flot des immigrés illégaux. Environ

60 % de ces maquiladoras mexicaines sont contrôlées par des

intéressés américains et le mouvement s'est amplifié en anticipation

de la signature de l'accord ALENA.

La concurrence

Texas-Californie

Dans la même temps, les investissements étrangers au

Mexique — dont les Américains assurent aussi la majeure partie —

ont explosé. Ils ont augmenté de 48 % entre 1989 et 1990 pour

atteindre 3,7 milliards de dollars et en 1991, ils se sont élevés à plus

de 4 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 130 % en

un an.

A San-Diego, les plus optimistes sur les perspectives de développe-

ment américain-mexicain sont sans doute les responsables du tour-

isme local qui rêvent déjà — à l'horizon de vingt ou trente ans —

d'une sorte de Riviera touristique reliant San-Diego à Tijuana et la

Basse-Californie et tournée vers le Pacifique. Avec pour cible privilégiée

la Japon et les petits « dragons » asiatiques et en partant sur la

capacité d'attirer les visiteurs nippons qui, pour l'instant, sont

restés fidèles à leur seule étape traditionnelle en Californie : Los

Angeles et le royaume de Mickey.

« Nous sommes un peu à la situation de l'Allemagne de l'Ouest

qui a absorbé sa voisine de l'Est. Mais cela nous coûtera moins cher »,

explique-t-il. Les effets du traité « nous allons tous en bénéficier, qu'on

soit canadien, mexicain ou américain. Mais il est certain que le Mexique, cet

Diego. « Chaque année, soixante-dix millions de personnes traversent

la frontière à San-Ysidro. C'est un

flux d'échanges très important et le tourisme constitue déjà 7 % du pro-

duit national brut de San-Diego contre 15 % à 20 % pour l'industrie

manufacturière », ajoute M. Richard Ledford, vice-président

de cet organisme.

« Désormais, quand nous allons penser courants d'échanges, investissements, il nous faudra faire appel

à une autre notion, celle de région binationale », explique-t-il, regret-

tant les sommes modestes (3,7 millions de dollars) dont dispose la

Californie pour vanter ses attraits touristiques, face aux 26 millions

de dollars que le Texas investit dans ses opérations de promotion.

Avec quelque succès, à en juger par la tenue de l'exposition « Les trésors

du Mexique » à San-Antonio, au Texas, en 1991, une manifestation qui a échappé à San-Diego.

Entre les grandes métropoles californiennes et texanes, la

concurrence est rude et il semble bien que San-Antonio, la rivale, en

doit être signée l'accord d'ALENA, ait marqué ses points. En

ans, plusieurs firmes américaines ont transféré soit une partie de

leurs activités, soit leur siège administratif dans cette ville. C'est le

cas de la compagnie de téléphone Southwestern Bell Corp, qui sou-

haite renforcer ses relations avec Telcel, la compagnie mexicaine

de téléphonie, dans laquelle Southwestern a pris une importante

participation. Depuis juin 1991, San-Antonio, la dixième ville des Etats-

Unis, a créé plus de 10 000 emplois nouveaux. Sans

perdre pour autant les 63 000 mil-

laires qui travaillent dans ses cinq bases militaires, épargnées par les

réductions budgétaires du Pentagone. Au grand dam de San-Diego

qui lutte pour maintenir le maximum d'emplois dans ses gigantes-

ques bases navales tandis que son activité économique souffre des

aléas de la paix.

C'est aussi à San-Antonio que le concept de « région bi-nationale »

prend tout son sens. A lui seul, le sud du Texas voit transiter sur son

sol la moitié des quelque 33 milliards de dollars de marchandises

exportées chaque année par les Etats-Unis vers le Mexique, et le

tiers des 31 milliards de dollars de produits mexicains exportés vers

l'Amérique du Nord. Encouragé par ce courant d'affaires, la municipalité a implanté

un bureau de représentation à Mexico, celui que cinq Etats

mexicains ont ouvert leurs bureaux à San-Antonio. Avec en

ligne de mire le Texas. Et derrière lui, le royaume de Mickey.

SERGE MARTI

L'Amérique latine face à l'ALENA

La crainte de l'envie des deux

sentiments contradictoires sont

largement répandus en Amérique

latine face aux perspectives

ouvertes par l'accord de libre

échange conclu le 12 août entre les

Etats-Unis, le Mexique et le

Canada (ALENA). En comptant les

espoirs suscités il y a deux ans par

l'initiative pour les Amériques, de

M. George Bush (une zone de libre

échange de l'Alaska à la Terre de

feu), l'ALENA laisse le prurit de

formation de sous-groupes écono-

miques régionaux dans la perspec-

tive, toujours plus d'actualité

idéalisée, d'une intégration de

l'Amérique latine.

Elle suscite aussi de l'Amérique

Buenos Aires des considérations

réalistes sur l'ampleur des obstacles

et les tâches à franchir. Un abîme

sépares les Etats-Unis et la

Amérique latine par le décalage

économique de M. Salinas de Gortari

et les objectifs stratégiques de

M. Bush. Alors, que dire de celui

qui se situe entre le Mexique et

l'Amérique latine? Les Etats-Unis

ont-ils une politique de

contingence? D'importantes consi-

dérations politiques ont joué dans

la formation de l'ALENA. Washing-

ton espérait réduire le flot de l'im-

migration sauvage mexicaine aux

Etats-Unis et renforcer la stabilité

dans un pays clé au sud du Rio

Grande.

Ces considérations n'existent pas

ou très peu pour les pays d'Amérique

centrale ou du sud. Personne, pour-

tant, ne manque de constater que

le libre-échange, facteur de

compétitivité et de progrès à

l'heure de la consolidation du

grand bloc économique américain,

Les Latins-Américains ont une

bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

Le « contrepoint » européen

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

plus grande coopération avec les

Etats-Unis.

La tentative de long terme

clémente à chercher un « contre-

point » européen pour équilibrer

l'excessive influence américaine

est au cœur des préoccupations

des Etats-Unis et de l'Amérique

latine. Les Latins-Américains ont

une bonne conscience que leurs

efforts, en cette fin de siècle, doi-

vent tendre, bon gré mal gré, à une

مركز من راحل

RFC

EUROTUNNEL S.A.
112, avenue Kléber - B.P. 186 - Trocadéro
75770 PARIS Cedex 16
Société Anonyme au capital de 5.329.357.730 francs
R.C.S. Paris B 334192408
Siège social ■ l'adresse ci-dessus



EUROTUNNEL P.L.C.
Victoria Plaza, 111 Buckingham Palace Road,
LONDRES SW1W 0ST
Immatriculée en Angleterre
et Pays de Galles sous N° 1960271
Siège social ■ l'adresse ci-dessus

RAPPORT SEMESTRIEL D'EUROTUNNEL

LETRE AUX ACTIONNAIRES

Cher actionnaire,

Le rapport semestriel indique que les circonstances entraineront probablement une baisse en puissance progressive de l'exploitation au cours de 1993 et, dans une hypothèse moyenne, l'exploitation sera pratiquement nulle en 1994. Ce point de vue est très prudent.

Tant que le projet semestriel de TML n'aura pas abouti, l'exploitation de l'ouvrage ne pourra pas commencer. D'ici avril 1993, les travaux seront pratiquement terminés et le système sera en cours de mise en service.

Le rapport semestriel indique que les circonstances entraineront probablement une baisse en puissance progressive de l'exploitation au cours de 1993 et, dans une hypothèse moyenne, l'exploitation sera pratiquement nulle en 1994. Ce point de vue est très prudent.

En résumé, Eurotunnel poursuit les négociations en vue d'un règlement global de tous les différends avec TML. Eurotunnel mettra tout en œuvre pour accélérer le projet. Cet accord, qui sera le résultat de la coopération nécessaire entre les deux sociétés, sera le préalable à l'ouverture de l'ouvrage.

Après avoir reçu les conclusions, le Tribunal d'Arbitrage a, en raison de l'urgence, entendu les parties en audience finale le 3 et le 4 septembre sur le règlement provisoire de la suspension de la procédure d'arbitrage. Le Tribunal d'Arbitrage a, le 4 septembre, rendu son verdict.

En ce qui concerne le règlement provisoire, les Arbitres ont estimé que la décision du Comité d'Experts était erronée en droit, injustifiée par la preuve, et, en ce fait, par la lettre et l'esprit du Contrat. Ils ont en conséquence infirmé la décision et précisé que les 100 millions de francs seront versés par TML pour le compte d'Eurotunnel en compensation des dommages qui pourraient être dus aux propriétaires des équipements fixes, au-delà du montant forfaitaire fixé par le Contrat.

Depuis le 11 mai, Eurotunnel a poursuivi les négociations avec TML, en tenant compte des divergences dans le cadre d'un règlement global. En effet, un plus grand règlement des équipements fixes, Eurotunnel a intégré dans les négociations les réclamations et

contre-réclamations, ainsi bien en ce qui concerne les dépenses engagées (les tunnels), les travaux français et britanniques (travaux à forfait), que la fourniture de matériel roulant. Eurotunnel a également négocié un nouveau programme d'achèvement d'ici à fin 1993, soit six mois plus tard que la dernière date-objectif fixée en janvier 1991, ainsi qu'un protocole d'accord pour établir les principes de la coopération nécessaire entre les deux sociétés pendant les opérations de réception et d'exploitation.

Entre mai et août, tous les différends entre Eurotunnel et TML ont ainsi fait l'objet de négociations. Au 15 août, toutes les questions se rapportant aux travaux et dépenses effectuées ainsi qu'aux équipements roulant ont été réglées. Ce point de vue est très prudent. TML a accepté un protocole d'accord sur tous les sujets, avec des réserves sur certains points, notamment sur le prix correspondant à la fourniture de matériel roulant. Une clause de ce protocole prévoit la mise en œuvre de ce protocole d'accord avec l'entrée en vigueur de la Convention de Crédit. Eurotunnel a par ailleurs répété à la part des deux parties pour un rapprochement n'ont pas abouti. L'offre d'Eurotunnel de régler un argent liquide n'a pas augmenté la façon significative depuis le mois de mai, mais la mise de ce fonds de "paix" d'ensemble, il a été également proposé d'autres instruments de paiement sous réserve de l'approbation préalable du Tribunal d'Arbitrage.

Dans ce contexte, Eurotunnel a en mesure aujourd'hui de présenter à ses actionnaires une proposition de règlement de tous les différends. Cette proposition est basée sur les principes de la coopération nécessaire entre les deux sociétés, et sur la mise en œuvre de ce protocole d'accord avec l'entrée en vigueur de la Convention de Crédit.

Malgré tout, les deux sociétés ont suivi cette situation avec la plus grande attention. Les Banques-Agents et les juristes européens ont été consultés et ont donné leur avis. Les experts techniques et les juristes d'œuvre indépendante ont suivi de très près toutes les étapes de ces négociations, depuis le droit de tirage de 5 milliards de francs en mai dernier par le syndicat bancaire, malgré le non-respect de certaines conditions d'utilisation de ces crédits, et l'offre de règlement par la décision du Comité d'Experts en mars. Lors d'une réunion avec Eurotunnel et TML, le 15 août dernier, les Banques-Agents et le BEI ont fait savoir qu'ils acceptaient l'offre d'Eurotunnel de régler un argent liquide n'a pas augmenté la façon significative depuis le mois de mai, mais la mise de ce fonds de "paix" d'ensemble, il a été également proposé d'autres instruments de paiement sous réserve de l'approbation préalable du Tribunal d'Arbitrage.

Jusqu'ici aucun accord n'a été trouvé, malgré les efforts d'Eurotunnel et les tentatives de médiation de TML. Les experts techniques et les juristes d'œuvre indépendante ont suivi de très près toutes les étapes de ces négociations, depuis le droit de tirage de 5 milliards de francs en mai dernier par le syndicat bancaire, malgré le non-respect de certaines conditions d'utilisation de ces crédits, et l'offre de règlement par la décision du Comité d'Experts en mars.

Au cours du mois de septembre, pendant que se poursuivaient les négociations avec les deux sociétés françaises et britanniques qui contrôlent TML, Eurotunnel a discuté avec les banques les nouvelles prévisions financières du projet (investissement et frais financiers) jusqu'à l'achèvement, ainsi que la marge d'exploitation disponible pour le service de la dette après la phase d'ouverture progressive, imposée à présent par les besoins du matériel roulant. Les experts techniques ont compris à la fois les difficultés de l'exploitation et les besoins de TML.

le 2 octobre 1992

Le rapport semestriel indique que les circonstances entraineront probablement une baisse en puissance progressive de l'exploitation au cours de 1993 et, dans une hypothèse moyenne, l'exploitation sera pratiquement nulle en 1994. Ce point de vue est très prudent.

Tant que le projet semestriel de TML n'aura pas abouti, l'exploitation de l'ouvrage ne pourra pas commencer. D'ici avril 1993, les travaux seront pratiquement terminés et le système sera en cours de mise en service.

En résumé, Eurotunnel poursuit les négociations en vue d'un règlement global de tous les différends avec TML. Eurotunnel mettra tout en œuvre pour accélérer le projet. Cet accord, qui sera le résultat de la coopération nécessaire entre les deux sociétés, sera le préalable à l'ouverture de l'ouvrage.

Après avoir reçu les conclusions, le Tribunal d'Arbitrage a, en raison de l'urgence, entendu les parties en audience finale le 3 et le 4 septembre sur le règlement provisoire de la suspension de la procédure d'arbitrage. Le Tribunal d'Arbitrage a, le 4 septembre, rendu son verdict.

En ce qui concerne le règlement provisoire, les Arbitres ont estimé que la décision du Comité d'Experts était erronée en droit, injustifiée par la preuve, et, en ce fait, par la lettre et l'esprit du Contrat. Ils ont en conséquence infirmé la décision et précisé que les 100 millions de francs seront versés par TML pour le compte d'Eurotunnel en compensation des dommages qui pourraient être dus aux propriétaires des équipements fixes, au-delà du montant forfaitaire fixé par le Contrat.

Depuis le 11 mai, Eurotunnel a poursuivi les négociations avec TML, en tenant compte des divergences dans le cadre d'un règlement global. En effet, un plus grand règlement des équipements fixes, Eurotunnel a intégré dans les négociations les réclamations et

COMPTES SEMESTRIELS

Les informations présentées constituent le détail des comptes consolidés du Groupe qui résultent de la consolidation harmonisée des comptes d'Eurotunnel S.A. et de ses filiales, et des comptes consolidés d'Eurotunnel P.L.C. et de ses filiales, tous les coûts et revenus en relation avec le projet sont immobilisés soit par transfert du compte de résultat, soit par imputation directe aux immobilisations. Les principes ont été appliqués conformément aux principes comptables généralement admis en France et au Royaume-Uni, selon la méthode du coût historique et dans la perspective de la continuité de l'exploitation. La validité du principe de la continuité de l'exploitation est mise en doute si le projet n'est pas achevé et si les travaux de construction ne sont pas terminés. Dans l'hypothèse où ces problèmes ne seraient pas résolus, les comptes consolidés ne pourraient pas être utilisés pour évaluer la situation financière du Groupe. Eurotunnel ne pourrait alors continuer ses activités, les comptes devraient faire l'objet d'un ajustement et il n'est pas possible d'apprécier ce jour, en particulier sur la réduction des actifs à leur valeur de réalisation et sur la prise en compte de tous passifs éventuels. Les commissaires aux comptes et les experts ont pu constater que les incertitudes liées à la continuité de l'exploitation.

TABLEAU D'ACTIVITE COMBINE DU GROUPE EUROTUNNEL

	30 juin 1992	31 décembre 1991	30 juin 1991
(FRF millions)			
Analyses de l'Actif Immobilisé au 30 juin 1992			
Coût du contrat de construction	36.701	31.381	27.470
Acquisition des équipements en construction	288	271	247
	36.989	31.652	27.717
Coût des immobilisations et charges courantes (voir ci-dessous)	8.815	7.751	
Frais généraux	8.375	7.438	6.207
	18.190	15.187	12.192
Amortissements et acomptes	479	403	
Immobilisations propres	916	1.105	1.443
	1.395	1.508	
Total de l'Actif Immobilisé	55.574	48.347	41.598

Pour recevoir le Rapport Semestriel d'Eurotunnel, écrivez à RFC, 120 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.
INFORMATIONS ACTIONNAIRES PAR MINTEL : COMPOSEZ 3615 EUROTUNNEL

André Bénard
Président du Conseil
Eurotunnel S.A.

Sir Alastair Morton
Président du Conseil
Eurotunnel P.L.C.

مذا من لاصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			18^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT		
4^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 115 m², 3 ^e étage parking	43-45, rue V.-du-Temple CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	12 142 + 1 255 8 012	4 PIÈCES 96 m², 2 ^e étage 2 parkings	19-21, rue Sainneuve LOC INTER - 47-45-18-09 Frais de commission	10 580 + 871 8 190	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 48-00-89-89 Frais de commission	4 000 + 730 3 550
8^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 87 m², 1 ^e étage	169, boulevard Pereire AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	10 200 + 1 400 7 258	3 PIÈCES 71 m², 3 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 48-00-89-89 Frais de commission	6 000 + 730 5 350
12^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 86 m², r.-de-ch. parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 48-00-89-89 Frais de commission	6 000 + 730 5 350
5 PIÈCES dont 3 chambres 144 m², 3 ^e étage	66, bd. Malesherbes GCI - 40-16-28-68 Frais de commission	17 500 + 1 838 655	3 PCES B.M. RÉCENT 71 m², 1 ^e étage parking	40, av. de Saint-Ouen SAGGEL VENDOME 42-66-61-05 Frais de commission	5 601 + 1 282 4 319	3/4 PIÈCES 95 m², 3 ^e étage parking, balcon	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	7 240 + 740 6 500
2 PIÈCES 57 m², 1 ^e étage	122, rue du Fg.-St-Honoré AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	7 700 + 615 7 085	4 PIÈCES réf. à neuf 71 m², 5 ^e étage terrasse	55, rue Ganneron SAGGEL VENDOME - 42-66-61-05 Frais de commission	8 243 + 1 223 4 494	5 PCES IMM. NEUF 103 m², 5 ^e ét. esc.	LEVALLOIS 111, rue d'Alsace LOCARE - 40-16-28-68 Frais de commission	7 080 + 807 6 273
14^e ARRONDISSEMENT			77 SEINE-ET-MARNE			2 PIÈCES 59 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY 22, bd. du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68 Frais de commission	376 + 807 3 763
2 PIÈCES 52 m², 5 ^e étage parking	12, rue de Rainbouillet AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	988 + 380 280	4 PIÈCES 85 m², 5 ^e étage parking	27, villa Curial SAGGEL VENDOME - 42-66-61-05 Frais de commission	5 400 + 1 463 3 888	4 PIÈCES 81 m², 1 ^e étage parking	PUTEAUX 1, rue Volta AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 375 + 980 5 825
4 PIÈCES 81 m², 5 ^e étage	18 bis, bd de la Bastille AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	200 + 1 380 635	4 PIÈCES 83 m², 1 ^e étage parking	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDOME - 42-66-61-05 Frais de commission	7 990 + 1 115 5 680	4 PIÈCES 89 m², 3 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 2, square Sainte-Clotilde AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	7 080 + 807 6 273
4 PIÈCES IMM. NEUF 93 m², 3 ^e ét. esc.	20 bis, rue Sibuet LOCARE - 40-16-28-68 Frais de commission	9 400 + 7 000 7 000	78 YVELINES			2 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 5, rue des Gîte-Caps AGIFRANCE - 46-02-48-88 Frais de commission	5 074 + 1 020 4 313
16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 62 m², 5 ^e étage parking	77, rue de Buzenval AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 800 + 1 095 3 415	4 PIÈCES 110 m², r.-de-ch. balcon 18 m²/ jardin	SAINT-CLOUD 128, bd. de la République SOLVEG - 40-87-08-88 Frais de commission	15 500 + 1 100 14 400
2 PIÈCES 52 m², 7 ^e étage parking	90, rue de la Chapelle AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	525 + 525 4 530	5 PIÈCES DUPLEX 98 m², 5 ^e ét. esc.	57, rue de la République LOCARE - 40-16-28-68 Frais de commission	8 000 + 745 8 745	2 PIÈCES 70 m² r.-de-ch. parking	SURESNES 22, rue S.-de-Rothschild AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	4 000 + 1 000 5 000
3 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage parking	16, rue de l'Ouest AGIFRANCE - 48-03-43-05 Frais de commission	939 + 958 4 938	91 ESSONNE			94 VAL-DE-MARNE		
15^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 55 m², 5 ^e étage parking	NOISIEL 72, cours des Roches AGIFRANCE - 48-03-43-02 Frais de commission	947 + 595 2 516	5 PIÈCES 98 m², 1 ^e étage 2 parkings	CHARENTON 180, rue de Paris LOC INTER - 47-45-18-09 Frais de commission	5 000 + 1 178 5 238
4 PIÈCES 72 m², 5 ^e étage parking	5, rue Gerbaldi AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	8 670 + 1 470 8 140	92 HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 75 m², 4 ^e étage park, balcon	SAINT-MANDÉ avenue Joffre LOC INTER - 47-45-18-09 Frais de commission	6 715 + 890 7 605
18^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES réf. à neuf 70 m², 4 ^e étage parking, terrasse	CLICHY 46, rue de Paris SAGGEL VENDOME - 42-66-61-05 Frais de commission	4 940 + 1 271 3 557	5 PIÈCES 112 m², 5 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 4, rue Joffre LOC INTER - 47-45-18-09 Frais de commission	5 190 + 1 198 6 388
6 PIÈCES 203 m², 5 ^e étage parking	60-62, avenue Henri-Martin GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	31 000 + 5 000 1 190	92 HAUTS-DE-SEINE			2 PIÈCES 53 m², 3 ^e étage parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 210 + 560 5 770
4 PIÈCES 122 m², 3 ^e étage	11-13, rue Gros SAGGEL VENDOME 47-42-44-44	700 + 1 071 1 771	PAVILLON 4 PCES 112 m² garage	BOISY-SUR-SEINE 8, rue des Aubépines AGIFRANCE - 48-03-43-02 Frais de commission	5 821 + 208 4 349	4 PIÈCES 112 m², 5 ^e étage parking	NOGENT 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-87-08-88 Frais de commission	5 190 + 1 198 6 388
5 PIÈCES 100 m², RC	17, avenue de la Liberté SAGGEL VENDOME 47-42-44-44 Frais de commission	15 740 + 2 047 11 333	92 HAUTS-DE-SEINE			94 VAL-DE-MARNE		
5 PIÈCES 100 m², 5 ^e étage possib. parking	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	18 280 + 1 880 10 000	3 PIÈCES réf. à neuf 70 m², 4 ^e étage parking, terrasse	CLICHY 46, rue de Paris SAGGEL VENDOME - 42-66-61-05 Frais de commission	4 940 + 1 271 3 557	5 PIÈCES 112 m², 5 ^e étage parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	5 210 + 560 5 770
17^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES dont 3 chambres 138 m², 5 ^e étage	GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	17 000 + 2 208 840

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF GROUPE DES
ASSURANCES
DE FRANCE

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

LOCARE

LOC INTER
Transatlantique Tél. 01 47 19 19 19

AGIFRANCE
GROUPE CREDIT DES OCEANS

GENERALI

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

SAGGEL
VENDOME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

ALBIN MICHEL

VIE DES ENTREPRISES

4 000 emplois supprimés au Japon d'ici la fin 1994

Nissan affronte de graves difficultés

Avec ses trois plus grands marchés (Europe, États-Unis, Japon), l'industrie automobile mondiale doit affronter une situation critique. M. Yoshitomi Tsuji, président de Nissan Co. Ltd., a-t-il choisi, mardi 7 octobre, un ton délibérément alarmiste. Les constructeurs japonais, a-t-il ajouté, se trouvent désormais devant une crise structurelle : manque de capitaux, réduction de l'investissement, tensions commerciales avec l'Occident, pour ne citer que les préoccupations nouvelles en matière d'environnement.

Les trois principaux constructeurs nippons, Nissan, il est vrai, paraît le plus fragile. Pour la première fois de son histoire en effet, l'exception de 1955, la maison de Nissan prévoit de perdre 1 milliard de francs (1 milliard de francs environ) pour l'année (exercice clos au 31 mars 1993). Des pertes dont il faut se rendre compte, l'importance - en consolidé, les comptes du groupe

demeureront positifs - mais qui n'en sont pas moins considérables. L'archipel comme hautement symbolique. Des pertes qui témoignent, aussi, de difficultés spécifiques de Nissan sur le marché japonais, où, comme en Europe, il a abandonné ses dernières tentatives d'importantes parts de marché.

Nissan a donc adopté un plan triennal qui se traduira par la suppression, d'ici la fin 1994, de 4 000 emplois au Japon pour y ramener à 32 000 salariés. Parallèlement, le groupe procédera à une profonde restructuration. La gamme simplifiée de la fin de la décennie sera portée de quatre à cinq ans : fait rarissime, la nouvelle Micra, présentée mardi 7 octobre, est prévue pour être vendue jusqu'à l'an 2000. Le nombre de composants automobiles sera radicalement réduit, afin de faciliter la fabrication, plus la productivité et la qualité s'élèvent, a souligné M. Tsuji. Enfin, Nissan

se efforcera de la fin de reconstruire son parti de marché au Japon et de surmonter les tensions du pont aux États-Unis et en Europe, où l'automobile des États-Unis a subi (le 10 septembre) une baisse de 10 %.

Pratiquement achevés depuis longtemps programmés, les sacrifices, notamment en Grande-Bretagne (7,8 milliards de francs au total) et en Espagne. La suppression d'emploi ne sera pratiquée qu'en Europe, a-t-il dit. M. Tsuji, malgré les difficultés de mise en œuvre de l'accord triennal, a déclaré que la Communauté européenne et le Japon (le 6 octobre), « n'ont pas encore pu conclure un accord pour la vente d'automobiles, par voie européenne, l'an prochain, devraient planifier une coopération et des échanges dans ces conditions ».

PIERRE-ANGEL LAFIT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

AFFAIRE

Peugeot devrait vendre 100 000 véhicules de plus qu'en 1991. A la suite de l'ouverture du Mondial de l'automobile, le président de PSA, M. Jacques Calvet, a insisté sur les performances « satisfaisantes » du groupe malgré la crise actuelle de l'automobile, même si les objectifs 1992 il y a un an n'ont pas été tenus. Sur l'ensemble de l'année, le groupe devrait vendre près de 1 000 000 véhicules de plus que les 2 057 millions produits en 1991. Évoquant l'avenir, M. Calvet plaide pour un rajeunissement du personnel. La moyenne d'âge du personnel de quarante ans chez Peugeot-Citroën, alors qu'elle est de trente ans chez Renault et de vingt ans chez Nissan, a-t-il ajouté, « le pseudo accord CEE-Japon du 31 juillet 1991 ouvrant sans réciprocité à partir du 1er janvier prochain le marché européen aux voitures japonaises d'une part et de faciliter en France le recours à des mesures d'âge, et d'autre part de voter à Bruxelles les mesures d'une aide accrue à la recherche, à la formation et à la restructuration de l'automobile ».

OPA

Trafalgar House publie un rapport sur l'offre de Hong Kong Land. Le conglomérat britannique Trafalgar House a publié mardi 7 octobre son document d'offre contre l'offre d'achat de Hong Kong Land, qui souhaite augmenter sa participation à 29,9 % après avoir pris une part de 14,9 % d'un raid boursier (le Monde du 10 octobre). Dans un document posté à ses actionnaires, Trafalgar House prévoit une augmentation des résultats de ses divisions d'ingénierie et de construction pour l'exercice clos en septembre. Il indique que Hong Kong Land cherche à prendre le contrôle effectif de la société en achetant une participation minoritaire. Il appelle ses actionnaires à rejeter cette offre qui, à 85 pence

BOURSE

Reprise le 7 octobre au cours du Printemps. La cotation des actions du groupe Printemps, suspendues depuis le 22 septembre, reprendront le 7 octobre. Le groupe Pinault reprendra en effet la cotation de ses actions, minoritaires au prix de 780 F. Au moment de leur suspension, les actions cotaient 650 F.

FORTUNE

Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, est devenu l'homme le plus riche des États-Unis, détrônant le milliardaire en communication, M. John Kluge, selon le magazine Forbes. À 56 ans, M. Gates est le plus jeune

à entrer du hit-parade de la richesse aux États-Unis, ajoute Forbes, qui estime sa fortune à 6,3 milliards de dollars (31,5 milliards de francs). Avec 5,5 milliards de dollars, M. John Kluge, soixante-deux ans, a perdu son titre de champion du classement pendant trois ans après que le fondateur de la chaîne de magasins Wal-Mart, Sam Walton, ait partagé son immense fortune entre ses enfants en 1989. M. Walton est mort en avril.

RÉSULTAT

Bongrain : baisse de 14,4 % au premier semestre. Le groupe Bongrain a annoncé récemment une baisse de 14,4 % de son bénéfice net semestriel (part du groupe) à 167 millions, contre 146 millions de l'exercice précédent. La baisse est due à la dépréciation de la filiale Bongrain 1992, qui a subi une perte de 14 millions. L'an dernier, Bongrain a annoncé pour les six premiers mois de 1991 un bénéfice de 143 millions. N'est pas pris en compte le coût de l'Union latine (ULN), qui a été en juillet un holding, Sogenor, dans lequel Bongrain a une participation de 13,5 %.

COOPÉRATION

General Electric et Honeywell Inc. créent une co-entreprise. Honeywell Inc. et General Electric ont annoncé récemment la création d'une co-entreprise destinée à coordonner la distribution de leurs lignes de produits de contrôle industriel. Bapine GE-Micro Control Inc. la nouvelle filiale unifiera l'organisation des services aux produits complémentaires des deux entreprises. La joint-venture commercialisera notamment des cellules photovoltaïques, des capteurs d'autres types, des récepteurs produits Honeywell ainsi que des transformateurs produits par GE. Le siège de la joint-venture sera installé à Charlotte (Caroline du Nord). (AFP)

Le Monde

Édité par SARL Le Monde

Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Frey, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Maurice Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombat
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Arnault
Thomas Ferecchi
Philippe Harman
Jean-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1997)

RÉDACTION ET BUREAU CENTRAL :
15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-25-25-26
Télécopieur : (1) 40-25-25-26
1, place Hubert-BEUVÉ-MÉRY
92000 NANTERRE CEDEX
Tél. : (1) 40-25-25-26
Télécopieur : (1) 40-25-25-26

مركز من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 octobre ↑

En hausse

Après la pause qui avait mis fin à la veille à un mouvement de baisse spectaculaire, la Bourse de Paris s'est nettement reprise mercredi 7 octobre. Après une ouverture en hausse de 0,17 %, les valeurs françaises ont progressé en début d'après-midi de 2,2 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progression de 2,32 % sur son précédent niveau.

La livre et le dollar ont poursuivi leur remontée sur les marchés des changes après le vif spéculatif de lundi. Les opérateurs sont moins enthousiastes mais ne défontent toutefois pas d'optimisme, car pour l'instant, l'horizon reste bouché. A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour revient légèrement en dessous du seuil des 15 %. Mercredi en Allemagne la Bundesbank a injecté des liquidités dans le circuit monétaire au taux de 8,90 %, consacrant ainsi la détente des taux à court terme en Allemagne constatée depuis plus d'une semaine.

Les grandes valeurs, considérées comme la base de tout portefeuille et qui n'avaient pas dérogé à la tourmente boursière de lundi, retrouvent les faveurs de quelques investisseurs.

A la hausse, Michelin gagnait par exemple 2,5 % et BSN 1,5 %. Euro-Turner, en chute depuis le début de la semaine, reprenait plus de 5 %. Hochtief subissait des prises de bénéfices après ses gains de plus de 20 % mardi. L'action perdait 5,6 % à 133,90 F pour 204 000 pièces.

Paribas était en repli de 1,5 %, à 286,80 F pour un volume de 194 000 titres, l'action affectée par la suspension de Ciments français (voir page 24).

NEW-YORK, 6 octobre

Une séance pour rien

Après une première partie de séance en baisse, une timide reprise s'est amorcée avant la clôture, mardi 6 octobre, et Wall Street a fini pratiquement inchangé. Les investisseurs observant une grande prudence en raison de la réunion de l'Open Market de la Réserve Fédérale (Fed) et des difficultés épineuses pour l'économie américaine pour sortir de la récession. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 178,19 points, en baisse de 0,81 point soit 0,03 %.

M. Steven Van Brunt, analyste chez Nikko Securities, a attribué la reprise passagère à un certain soulagement après le net redressement opéré par Wall Street lundi. La grande Bourse new-yorkaise avait perdu près de 105 points en fin de matinée lundi avant qu'une chasse aux bonnes affaires ne lui permette de reprendre plus de 80 points à la clôture. Selon lui, « les gens ont été encouragés par l'absence de panique lundi ».

VALEURS	Ours de 5 oct.	Chute de 6 oct.
Alcoa	84,18	84,58
AT&T	29,34	31,12
Chemical Bank	21,12	21,14
De Post de New York	47,78	47,98
General Electric	62,56	62,12
IBM	77,78	77,12
General Motors	75,38	74,12
General Motors	21,18	20,34
Johnson & Johnson	62,56	62,12
Merck	75,38	74,12
ITT	62,56	62,12
McDonald	77,78	77,12
Philips	87,14	87,18
Schubert	87,14	87,18
Union Carbide	12,34	12,34
United Tech	11,18	11,18
Walt Disney	11,18	11,18
Westinghouse	11,18	11,18
Xerox Corp.	78,12	77,18

LONDRES, 8 octobre ↑

Reprise

Les valeurs ont récupéré une partie du terrain perdu la veille, mardi 8 octobre au Stock Exchange, encouragées par la reprise de la livre et du dollar. A la clôture, l'indice FTSE 100 des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 42,1 points, soit 1,7 %, à 2 488,4 points. Il avait chuté de 4 % lundi. Le volume des transactions a diminué à 465,4 millions de titres contre 475,1 millions la veille.

Les spéculations sur une éventuelle baisse des taux d'intérêt allemands ont refait surface, encourageant les groupes de distribution. Les internationales ont été soutenues par la reprise du dollar, tandis que les bourses de Londres et de New York ont effleuré des gains notables.

TOKYO, 7 octobre ↓

Nouveau recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse, mercredi 7 octobre, le Nikkei perdant 156,36 points, soit 0,9 %, pour terminer la séance à 17 111,74 points. Quelque 100 millions de titres ont été échangés durant la matinée, contre 110 millions mardi à la mi-journée.

Pourtant, à la mi-séance, le Nikkei gagnait 120,37 points, soit 0,7 %, à 17 368,47 points, poussé par l'achat de contrats à terme et de valeurs liées à l'indice. Mais, par la suite, le marché est demeuré calme en l'absence de nouvelles motivations, ont indiqué des opérateurs.

VALEURS	Ours de 7 oct.	Chute de 7 oct.
Aijimoto	1 300	1 300
Bridgeway	1 170	1 170
Coca	1 220	1 220
Fuji Bank	1 200	1 200
Honda Motor	1 210	1 210
Marubeni Bank	1 080	1 080
Nissan Motor	1 080	1 080
Sanyo	1 080	1 080
Tokai-Mitsubishi	1 080	1 080
Tokai-Mitsubishi	1 080	1 080

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

46-62-72-67

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4235	4210	Immat. Computer	133 90	133 90
B.C.	23 70	23 70	LP.B.M.	62	62
Banque Paribas	650	650	Lozatic	76 10	76
Banque Paribas	489	500	Mare Com.	295 70	295 70
Banque Paribas	235	229	Motex	189	145
Banque Paribas	850	801	N.S.C. Schenker	789	789
Banque Paribas	224	225	Publ. Filippini	300	350
Banque Paribas	680	675	Reco-Alp. (S.)	320	320
Banque Paribas	155	153 50	Sabot Invest (S.)	90	90
Banque Paribas	259	260	Sabot	100	100
Banque Paribas	1010	1015	Sabot	280	280
Banque Paribas	250	255	Sabot	372	381
Banque Paribas	106	106	Thermator (S.)	300	300
Banque Paribas	207	207	Unilog	280	280
Banque Paribas	300	300	Val et Co.	85	81 10
Banque Paribas	370	370	Y. St-Laurent Group	700	880
Banque Paribas	942	942			
Banque Paribas	107	107			
Banque Paribas	124 90	119			
Banque Paribas	200	188			
Banque Paribas	170	168			
Banque Paribas	104 50	104 50			
Banque Paribas	49	49			
Banque Paribas	380	378			
Banque Paribas	151	152			
Banque Paribas	701	700			
Banque Paribas	182 20	182 20			
Banque Paribas	89 70	89 70			
Banque Paribas	1029	1030			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

10 M. - Cotation en pourcentage du 8 octobre 1992

Nombre de valeurs estimées : 106 738

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dernier	188,56	189,16	189,46
Précédent	189,14	189,66	189,96

Options sur notationnel

Options sur national				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
100	0,97	1,78	1,29	1,50

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 13 118

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 625	1 646	1 658
Précédent	1 615	1 710	1 744,50

CHANGES

Dollar : 4,84 F ↑

Le dollar s'est envolé en hausse mercredi 7 octobre, cotant à Paris à 4,84 F. L'indice 4,8275 F mardi au cours de la séance de la Banque de France. Dans le SME, la livre et la lire se reprennent également.

FRANCOFRANCE	6 oct.	7 oct.
Dollar (DM)	1,421	1,421
TOKYO	6 oct.	7 oct.
Dollar (yen)	119,79	119,79

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 oct.) : 12 111,74 points

New-York (6 oct.) : 2 151,6 points

BOURSES

PARIS (7 oct.) : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

5 oct. : 17 111,74 points

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 15

Réglement mensuel																									
Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
4780	C&E 3%	4845	4850	4850	+ 0 10	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
840	B&P T.P.	781	781	781	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
1501	Renault T.P.	1070	1070	1070	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
10710	Rhone Poul T.P.	1583	1583	1583	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
720	Saint Gobain T.P.	205	205	205	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
500	Accor	517	517	517	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
740	Alu Liquids	700	700	700	+ 2 14	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
1540	Alu Industrie	581	581	581	+ 2 07	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
400	A.L.S.P.	220	220	220	- 0 87	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
410	AFR S.A. (Midi)	390	390	390	+ 2 78	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
325	Am (ex Ch. Midi)	660	660	660	+ 2 11	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
85	Itali	147	147	147	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
160	Bel-Egypte	87	87	87	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
300	Bacoco	328	328	328	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
800	Bacoco	328	328	328	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
1030	B&P	1025	1025	1025	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
3220	Anglo-Tech	925	925	925	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
618	Bois	476	476	476	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
100	B.P. France	85	85	85	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
100	B.S.N.	333	333	333	+ 0 47	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
205	Cap Gen's S.	111	111	111	+ 0 39	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
177	Commodities	176	176	176	+ 2 27	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
140	Commodities	246	246	246	+ 2 78	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
100	Commodities	142	142	142	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
80	Commodities	81	81	81	+ 2 26	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
162	Commodities	30	30	30	+ 1 81	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
100	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	347	347	0 00	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALBERS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%		
30	C&E	347	34																						

COMPTANT (selection)**SICAV** (sélection)

6/10

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

Aqua Hydro Energy	
.....	
H Cogenerator	8
Captives	576
Duke's Associates	
Elecro-Group	
Entap Assoc.	77 50
Entap Systems Int.	12
Gatch S.A.	44 10
Gay Dynamics	352
Luxembus des Minerais	185
Mitsui	1050
Puracop Puracor	325
Quadrant	40
Rosette Int V	225
Sid-Goban-Emballings	1732
Schindler-Göppel Ind.	560
S.E.P.R.	2050
S.N.T. Goupil	0 87
S.P.R. ex R.	291
Wettersun	1150

Marché des Changes

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 7/10	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/10
			achat	vente			
Esso Unie (100 gal.)	■ 627		4	5			
Esso	■ 672						
Allemanco (100 gal.)	■ 328 490		327	347	Or fin (100 gr.)	53800	54800
Boréo (100 gal.)	■ 328 490		327	347	Or fin (en lingots)	54700	54800
Paysa-Bas (100 gal.)	■ 328 490		327	347	Napoléon (200)	319	320
Italia (1000 litres)	■ 328 490		327	347	Pièces Fr (100)	300	300
Danemark (100 gal.)	■ 328 490		327	347	Pièces 200 gr.	319	320
Gru. Brézine (1 L)	■ 6 281		7	7	Pièces 1000	319	320
Grèce (100 drachmes)	■ 2 611		374	394	Pièces 500	319	320
Grèce (100 drachmes)	■ 328 490		327	347	Souverain	412	412
Subide (100 ltr.)	■ 328 490		327	347	Pièces 20 dollars	1915	1950
Norvège (100 L)	■ 62 760		4	5	Pièces 10 dollars	860	940
Autriche (100 gal.)	■ 62 760		4	5	Pièces 5 dollars	540	540
Espagne (100 pes.)	■ 4 751		4	5	Pièces 50 pesos	2025	2100
Portugal (100 pes.)	■ 3 815		3	6	Pièces 10 florins	321	322
Canada (100 gal.)	■ 3 860		3	6			
Canada (100 gal.)	■ 4 034						

c : coupon détaché - p : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

■ **ALBIN MICHEL** ■

مركزنا من الامم

28 • Jeudi 8 octobre 1992 •

Le Monde

L'enquête du juge Van Ruymbeke sur l'affaire Urba

Inculpation de l'ancien gérant de la société créée pour financer la campagne présidentielle socialiste de 1988

L'ancien gérant de la société Multiservices, M. Jean-Pierre Barth, a été inculpé, lundi 6 octobre, de recel de trafic d'influence par le juge rennais Renaud Van Ruymbeke, chargé de plusieurs instructions sur le financement des partis politiques dans la Sarthe. Cette nouvelle inculpation manifeste l'intérêt du magistrat rennais pour le financement de la campagne présidentielle de 1988.

Le nom de Multiservices apparaît dans les archives de Joseph Delcroix, le cadre d'Urba qui avait

consigné par écrit les activités de ce bureau d'études chargé de recueillir des fonds pour le Parti socialiste. Selon les « cahiers Delcroix », Multiservices a été créée par Urba comme « une société tampon de durée ». En 1987, lors de la préparation de la campagne présidentielle, Multiservices fut dissoute le 31 octobre 1988. Toujours selon les « cahiers Delcroix », c'est M. David Azoulay, commissaire aux comptes du bureau d'études socialiste, qui aurait présenté le projet Multiservices aux cadres

d'Urba, le 6 juin 1987, lors d'une réunion à laquelle participaient notamment le trésorier national du PS, M. André Laignel, aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire. C'est également M. Azoulay, qui, en sa qualité d'expert-comptable, certifiera les comptes publics de la campagne présidentielle de M. Mitterrand au nom de l'Association du 11 mai 1988, lors qu'il sera publié au Journal officiel du 18 juillet 1988 (le Monde du 6 décembre 1989 et du 12 octobre 1990).

Le juge Van Ruymbeke avait interrogé le 1^{er} octobre la présidente de l'Association nationale, M. Henri Emmanuel, inculpé de complicité de recel de trafic d'influence en tant qu'ancien trésorier du PS, sur les activités de Multiservices. Selon le procès-verbal d'interrogatoire, rendu public par les avocats de la défense, le magistrat indique que « la société Multiservices a supporté trois factures dans la Sarthe en avril et juin 1988 » et émette l'hypothèse qu'il connaît cette société. Réponse de M. Henri Emmanuel : « Je prends mes fonctions de trésorier du PS officiellement le 15 mai 1988 ; je n'ai pas eu connaissance des activités de la société Multiservices ».

R.-P. P.

A la suite de la plainte d'un promoteur immobilier

Le maire de Saint-Tropez est inculpé d'extorsion de fonds

Le maire de Saint-Tropez (Var), M. Alain Spada (divers droite), a été inculpé d'extorsion de fonds, mardi 6 octobre, par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), M. Jean-Claude Mahout. Cette inculpation fait suite à une plainte déposée le 25 novembre 1991 par un promoteur immobilier, M. Christian Mahout, qui reproche à M. Spada d'avoir exigé de lui la somme d'un « don » de 1,4 million de francs en contrepartie de la délivrance d'un permis de construire.

M. Mahout, qui avait racheté l'ancienne villa de Thierry Le Luron, voulait modifier le plan de la villa. Il avait obtenu un permis de construire le 3 juin 1988, mais, par la suite, le permis modificatif, qui, lui, n'avait été reçu l'aval de la municipalité. Le 13 novembre 1989, celle-ci ordonnait l'interruption des travaux. M. Mahout aurait décidé de répondre à « sollicitations » de M. Spada pour obtenir un nouveau permis. Il aurait versé à

francs, somme que lui a versée un promoteur en tant qu'entrepreneur de travaux s'acquittant de la somme de la somme. Tous les permis de la mairie auraient été refusés par chèques. Les travaux avaient été repris.

Vingt mois plus tard, le maire d'un promoteur différend M. Spada. M. Mahout portait plainte. L'avocat du maire de Saint-Tropez reconnaît le versement de deux chèques de 700 000 francs, libellés au nom de la Trésorerie principale, qui ont été affectés aux travaux du club de tennis. M. Spada a décidé de porter plainte pour « tentative de corruption d'élus ». M. Mahout, explique-t-il, « a été pris en flagrant délit d'infractions au code de l'urbanisme pour avoir réalisé, sans permis, un sous-sol de 100 m² sous sa maison ». C'est lui qui a tenu à donner de l'argent parce qu'il commettait des infractions, espérant qu'en suite on fermerait les yeux. Les sommes versées ont été normalement inscrites au budget comme des nombreux dons qui ont été reçus.

La deuxième sélection du prix Goncourt

Les « dix » du Goncourt ont rendu publique leur deuxième sélection en vue du prix qui sera décerné le 9 novembre.

Onze romans sont en lice : le « de la mer » de Jacques Almira (Gallimard) ; « Julius et Isaac » de Patrick Modiano (Albin Michel) ; le « Livre de John » de Michel Houellebecq (Seuil) ; « Texaco » de Patrick Chamoiseau (Gallimard) ; « Nous trois, Jean Echenoz (Minuit) ; l'« Affreux » de Franz-Olivier Giesbert (Grasset) ; l'« Age de Pierre » de Guimard (Grasset) ; l'« Ile du lard » de Eduardo Manet (Flammarion) ; « Cœur de père » de Pierre Veillet (Arléa) ; « Charles et Camille » de Frédéric Vézina (Seuil) ; la « Dénouement du boxeur » de François Weyergans (Grasset).

□ L'enseignement sera à l'envie d'être... Le jeudi 8 octobre, le prix du Jeune Ecrivain organise un séminaire de l'« Enseignement face à l'envie d'être ». Cette manifestation sera animée par Roger Vignier, producteur de Lettres vivantes et France Culture, président du jury du prix du Jeune Ecrivain. Il sera entouré de Jean-Jacques Brochier (Magazine littéraire), Frédéric Gausson (le Monde de l'éducation, qui a publié une enquête sur les jeunes et l'écriture), Michel Guyonard (Ligue de l'Enseignement), Patrick Kéchichian (le Monde des livres), Dominique Néhou (L'Espresso 1991), Serge Lévy (enseignement), Jean-Paul Paccrazi (écrivain), Marc Létailleur (Fondation du prix) et Patrick Seyvos (laureate 1985). Le prix du Jeune Ecrivain, décerné par le Monde et la Ligue de l'Enseignement, est parrainé par la BNP.

□ L'enseignement sera à l'envie d'être... Le jeudi 8 octobre, le prix du Jeune Ecrivain organise un séminaire de l'« Enseignement face à l'envie d'être ». Cette manifestation sera animée par Roger Vignier, producteur de Lettres vivantes et France Culture, président du jury du prix du Jeune Ecrivain. Il sera entouré de Jean-Jacques Brochier (Magazine littéraire), Frédéric Gausson (le Monde de l'éducation, qui a publié une enquête sur les jeunes et l'écriture), Michel Guyonard (Ligue de l'Enseignement), Patrick Kéchichian (le Monde des livres), Dominique Néhou (L'Espresso 1991), Serge Lévy (enseignement), Jean-Paul Paccrazi (écrivain), Marc Létailleur (Fondation du prix) et Patrick Seyvos (laureate 1985). Le prix du Jeune Ecrivain, décerné par le Monde et la Ligue de l'Enseignement, est parrainé par la BNP.

□ La mort de l'acteur Denholm Elliott... Le comédien britannique Denholm Elliott est mort du cancer de son domicile d'Ibiza, à l'âge de soixante-dix ans, le 6 octobre. Le futur interprète de Spielberg (Indiana Jones) a été la dernière croisée, de l'acteur Ivory (Chambre à louer) et de Woody Allen (Septembre), avait le lendemain la presse suivi des cours à l'Académie royale de dramatique et commencé par le théâtre, avant de débiter à l'écran en 1961 avec Mr. Prohack. Sa carrière, très active, lui a valu des distinctions, comporte des rôles dans la Mouette, de Sidney Lumet, Trop tard pour les héros, de Robert Aldrich, l'Apprentissage de Dudley Kravitz, de William Kotcheff, la Rose et la fleur, de William Lester. Enquête sur une passion, de William Roeg.

□ A nos lecteurs... Le service de presse au numéro de notre journal, rue Falguière, sera fermé le jeudi 8 octobre. Il rouvrira vendredi 9 octobre à 5, rue Antoine-Bourdelle, à Paris (15^e).

A la suite d'assises du Rhône

Des vigiles au visage d'ange

Devant la cour d'assises du Rhône, à Lyon, s'est ouvert, mardi 6 octobre, le procès des quatre anciens vigiles, Eric Fleury, Alain Pierin, Eric Bertrand et Guy Gallego, qui ont reconnu avoir battu, en 1989, des hommes, dont l'un est mort, dénoncés par eux comme des « parasites sociaux ».

LYON

de notre correspondant régional

Il est tous les quatre âgés de vingt-cinq ans, l'air de communisants timides - en dépit de leur carrure - avec leur chemise blanche, cravate même pour deux d'entre eux, ou leur élégant costume bleu. Eric Fleury, Alain Pierin, Eric Bertrand et Guy Gallego ont pourtant bien reconnu - sans hésiter - avoir battu, en 1989, des hommes, dont l'un est mort, dénoncés par eux comme des « parasites sociaux ».

L'un de ces deux hommes, Abdallah Bouafia, est mort à quatre-vingt-deux ans sur un parking de Vénissieux, après avoir été frappé par deux hommes qui étaient, à leurs yeux de vigiles, des « parasites sociaux ».

Le coffre de la voiture dans lequel il ne pouvait pas monter.

Le parcours de ces quatre anciens vigiles du club de football lyonnais ne s'est pas déroulé sans aspérités notables. Les médiocres, mais plus, ni moins : seul Eric Fleury n'a pas été condamné par la CAF. Issus tous quatre de milieux modestes, avec problèmes familiaux particuliers, ils se retrouvent, à l'issue de leur service militaire, dans une famille de gardiennage nocturne, la surveillance du centre d'échanges de Perrache, à Lyon.

Un témoignage

Devant la cour d'assises, ils écoutent, le nez baissé, les questions du juge. Ils ont tous deux l'air longuement le récit des deux autres de cauchemar dont ils ont été témoins. Ils ont tous deux l'air de « purification », comme avait dit d'expliquer l'un d'entre eux, un enquêteur, ils ont aujourd'hui enquis dans les lieux qu'ils reconnaissent, tant en essayant de minimiser leur part personnelle. A chacun sa fuite, tout en essayant de ne pas trop charger l'autre. D'où cette invraisemblable série d'aveux, répétés à l'audience, du bout des lèvres, sans nommer ce qu'ils ont vraiment fait.

Chacun présente plus ou moins Gallego, le sportif, l'émoussé de son corps musclé, comme le chef du groupe. Lui-même, il préfère voir, dans l'enchaînement des faits, comme un « groupe collectif », dans lequel il a été pris. Lèvres pincées, ils se regardent, les yeux baissés, Alain Pierin souffle légèrement en secouant la tête, discrètement, comme pour dire :

Une image. Une image comme celle du soir de novembre 1988 à Vienne où, avec Gallego, Pierin, un ami, son chien, un berge d'acier.

Mardi 6 octobre, un homme a dormi dans une voiture. C'est Alain Bettouze, que l'on trouve en lui une bouillotte sur la tête. Qui est resté jusqu'à la voiture, jeté dans le coffre, abandonné dans une sordide nuit d'un supermarché où Fleury était la garde de nuit.

A la fin des phases, commencent les questions. A coup de pieds, de poings, de matras, de pieds, de poings, de matras. Couvert de sang, il est attaqué par la cour de Fleury, puis, « pour comparaison », par Alain Pierin. On le jette, une vingtaine de mètres plus loin, sur un petit chemin de terre. Ancien membre des commandos du général Bugeard en Indochine, Alain Bettouze raconte la scène de ramper sur deux cent mètres. Ce qui lui a coûté la vie.

Courant l'évocation des faits, les réponses des quatre hommes sont de plus en plus évasives. Pas d'idéologie parmi eux. Devant les enquêteurs, ils n'ont pas cherché à justifier, laissant simplement entendre qu'il leur semblait normal de « s'amuser un peu » dans la nuit. Si les victimes n'étaient pas des clochards, en revanche, ils étaient deux arabes, comme les hommes qui trois ans auparavant avaient frappé quelques mois plus tôt, dérobant une première victime.

Le procès doit durer jusqu'au jeudi 8 octobre.

ROBERT MARMOZ

Il faut l'attente de la proclamation du résultat des élections en Angola

Une dangereuse tension règne à Luanda

LUANDA

de notre envoyé spécial

La tension continue de croître à Luanda après les diverses élections locales. Dans le quartier de Miramar, les habitants ont élu la résidence de M. Savimbi, les troupes de l'UNITA montent la garde, lourdement armées. Elles sont présentes aux alentours de la résidence de la police anti-terrorisme nouvellement créée. Le moindre incident pourrait instantanément déclencher l'affrontement. Les

communautés diplomatiques étrangères ont reçu leur plan d'évacuation et sont en état d'alerte.

Une évidente souci d'apaisement, en pour maintenir une proclamation de l'UNITA, la Commission nationale électorale (CNE) a suspendu, jusqu'à jeudi 8 octobre, la publication des résultats. Entre-temps, des commissions d'enquête se réunissent en province pour lutter sur les irrégularités qui, dans l'UNITA, auraient entaché le scrutin. Une autre équipe, composée de représentants de l'UNITA, des partis politiques et de la mission de l'ONU en Angola (UNAVEM), doit aller dans les provinces pour enquêter sur les irrégularités. Les méthodes de comptage utilisées lors du dépouillement du scrutin.

Il reste 4,75 % des bulletins de vote à dépouiller, qui seront comptabilisés d'ici à jeudi et lundi.

Les résultats définitifs. Mais les jeux semblent faits. Il est maintenant certain que le président sortant M. José Eduardo Dos Santos, sera déclaré élu au premier tour et que son parti, le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA), disposera de la majorité au Parlement.

L'évidence de succès de M. Dos Santos constitue un défi pour M. Savimbi, qui n'accepte ni la défaite ni la sanction populaire. Les représentants de l'ONU et les ambassadeurs occidentaux ont pression sur le chef de l'UNITA pour le ramener à la raison. Mais ses partisans ont peur d'une impétuosité et les Angolais craignent, une fois de plus, d'être entraînés dans une spirale de violence.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

EN BRIEF

□ 700 millions de francs de l'Etat pour la Compagnie générale maritime. - M. Eric Giully, président du groupe public Compagnie générale maritime (CGM) depuis le 1^{er} juillet, devait rendre public, mercredi 7 octobre, après avoir informé le conseil central d'entreprise, un plan d'action à moyen terme en vue d'établir l'équilibre des comptes de l'entreprise à la fin de 1994. Ce plan comporte notamment la finalisation des différentes activités et la recherche d'éventuels partenariats. D'autre part, l'Etat apportera 700 millions de francs en capital au groupe, en trois étapes d'ici juin 1993. Les cessions d'actifs de la CGM d'ici 1994 pourraient représenter 200 millions de francs.

□ Ciments Français : conseil d'administration de crise et d'urgence. - Le groupe Ciments Français devait tenir mercredi 7 octobre un conseil d'administration de crise et d'urgence au cours duquel les dirigeants ont discuté de la situation financière et commerciale du groupe. Un communiqué devait être publié dans l'après-midi, mais il n'a pas été publié. Selon le journal Les Echos, le groupe aurait réalisé d'importantes opérations hors bilan à l'issue de ses actions de gestion administrative. Des opérations de portage

de titres représentent une perte potentielle de plusieurs centaines de millions de francs. La présentation des comptes, qui devait avoir lieu le 30 septembre dernier, avait été repoussée. Dans l'immédiat, la Société des Ciments Français a suspendu la suspension de la cotation du titre. M. Pierre Comas, PDG du groupe, a déclaré qu'il n'a pas de doute sur la capacité du groupe à faire face à la situation.

□ Travail illégal : les entreprises espèrent un hausse de 10 % en 1993. - Selon un chiffre provisoire, établi par le ministère du travail, la répression du travail clandestin en 1991 a représenté 10 % en 1991. Environ 12 millions de francs ont été relevés par procès-verbal, au cours de l'année, contre 11 700 en 1990 et 9 500 en 1989. Pour près d'un tiers, soit 3 800 procès-verbaux, ces infractions portent sur l'embauche de salariés étrangers sans titre de séjour. La part la plus importante concerne l'emploi non déclaré, et c'est le travail clandestin de Français ou d'étrangers, le prêt d'ouvriers au main-d'œuvre et le travail sous-traitance. Ces infractions ont été constatées lors de la répression du travail clandestin. Le Front national compte rééditer sa démonstration, lundi 8 octobre.

□ M. René Monory reçu par M. François Mitterrand. - M. René Monory, nouveau président du Sénat, a été reçu mardi 6 octobre pendant plus d'une demi-heure par M. François Mitterrand, président de la République. M. Monory, élu vendredi 2 octobre à la présidence du Sénat, a été reçu par M. Mitterrand à l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat.

□ Le MRAP dénonce « la campagne xénophobe du Front national ». - Le MRAP (Mouvement pour le respect de l'immigré) a dénoncé, mardi 6 octobre, « la campagne xénophobe du Front national dirigée contre la répartition de logements aux immigrés ». Le parti de droite avait tenu la veille, dans le département de la Seine, une manifestation à la ville, une manifestation de militants du Front national qui occupent l'esplanade de la gare de Vincennes (le Monde du 7 octobre). Selon le MRAP, un campement à la ville, celui de l'exclusion du droit au logement qui frappe indistinctement Français et immigrés. Le Front national compte rééditer sa démonstration, lundi 8 octobre.

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Réflexions d'après-campagne », par Laurent Cohen-Tanugi ; « Décochage », par Léo Hamon 2

ÉTRANGER

Le Conseil de sécurité de l'ONU a une commission d'enquête sur les crimes commis à l'ex-Yugoslavie 3
M. Vladimir Maciar se prononce pour l'indépendance de la Slovaquie 3
Les forces géorgiennes ont subi un nouveau revers en Abkhazie 4
Guyana : l'opposition de gauche arriverait largement en tête à l'élection présidentielle 5
Le sommet franco-africain à Libreville 6
L'Australie, les travailleurs ont perdu l'Etat de Victoria 7

POLITIQUE

La loi nationale, l'opposition a-t-elle en fait rapporté la réforme de la procédure pénale 8
Les députés veulent amender profondément le projet de loi sur la corruption 8
Au Sénat, après l'élection pour la vice-présidence 9

SOCIÉTÉ

Le projet de loi de justice pour la police 11
Condamnation à mort et vingt ans de prison pour les membres du trio à la 205 rouge 13
La FEN entérine l'exclusion des syndicats 14

ÉDUCATION • CAMPUS

Le conseil des études d'architecture : une nouvelle fois de

la droite libérale • Sorbonne : ondes moyennes • Les lycéens dijonnais à la loupe 16 à 18

ARTS • SPECTACLES

« 1492, Christophe Colomb », de Ridley Scott : Tous les Départements du monde • Voyage à travers l'Amérique • Autour du Calderon à Strasbourg : Villégier dans le monde de la boléro • La chorégraphie de Demian Jarrett • Pirelli histoire d'un grand film : « Casablanca » 28 à 40

ÉCONOMIE

Les Etats-Unis, le Mexique et le Canada signent l'Accord de libre-échange nord-américain 19
La crise monétaire des banques en Allemagne 20
Nissan : la crise des difficultés 24
Le Mondial de l'automobile : la percée des carburants verts 26

Services

Abonnements 28
Automobile 22 et 23
Cartes 18
Météorologie 17
Radio-télévision 11
La télématique du monde : 3615 LEMONDE 1112 LM

Le numéro comporte un « Arts-Spectacles » de 28 à 40
Le numéro du 11 octobre 1992 a été tiré à 400 000 exemplaires.

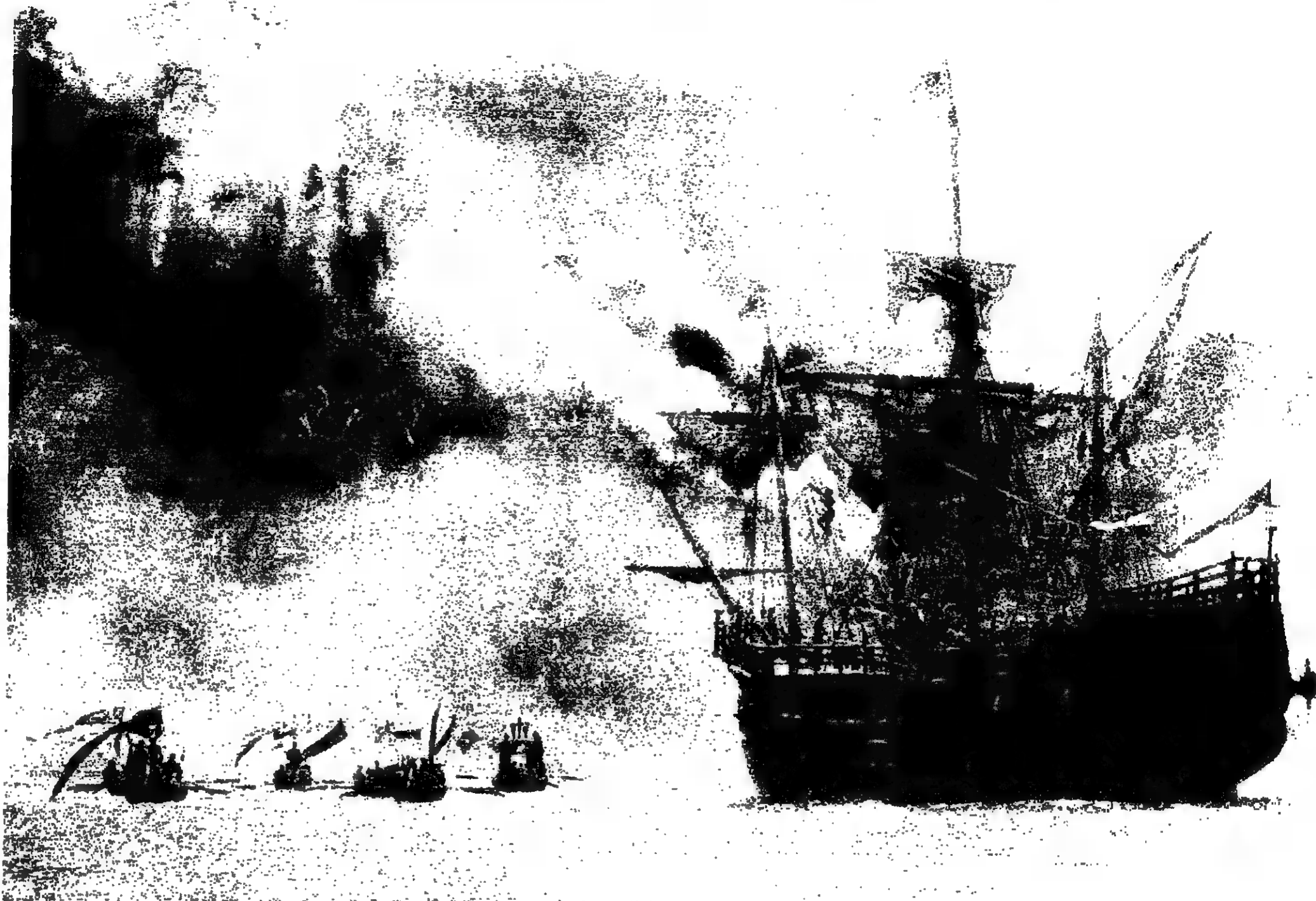
Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : l'éthique de Beckett

Beckett et du texte de Beckett, l'épique, qui suit à trois écrits de Beckett, Philippe Solers analyse l'éthique de Beckett et met en lumière l'« espérance incertaine » qui anime son œuvre.

Dans le même numéro : l'histoire amère de Günter Grass. Umberto Eco au Collège de France. Littérature chinoise. Romans : Michel Rio, Patrick Roegiers, Philippe Solers, Christiane Baroque.

ARTS • SPECTACLES



1492, CHRISTOPHE COLOMB
un film de Ridley Scott

GÉRARD DEPARDIEU entre dans ce bureau parisien où vient de s'installer Légende Production, la société d'Alain Goldman et Roselyne Bosch, les très jeunes (trente-deux ans) producteurs scénaristes de 1492, Christophe Colomb. Le bureau est neuf, et l'aventure de cette superproduction péenne. Le film de Ridley Scott, qui a coûté 45 millions de dollars, démarre le 12 octobre, jour anniversaire de la découverte de l'Amérique, dans un mille ans de l'histoire du monde, et en France, on entend, dans deux cent trente cinémas.

Gérard Depardieu entre dans ce bureau, et soudain la pièce est trop petite. Il est vêtu solide et neutre, un air d'autrefois. Il a le teint coloré. « Je suis, non? », le trompeur d'une force de la nature sur le point de se déchaîner. Le fameux l'orage. Désiré? Il vit invivable, c'est ainsi qu'il le veut, et qu'il la vit. Avant-hier à Sydney, hier à Los Angeles, demain à Tokyo pour le service après le film de Godard, pour moi, à terminer, le Germinol de Claude Berri à l'écran, une escapade de deux jours à l'écran, un publicitaire à la gloire des pâtes Barilla mis en scène par Ridley Scott.

Pourquoi cet appétit féroce? De quelle a-t-il n'être jamais rassasié? Plus la gloire le talonne, plus sa notoriété, désormais planétaire, l'isole, (Greencard de Peter Weir, une condescendance ici, a été son passeport pour le succès international) plus il a besoin, semble-t-il, d'apprivoiser des monstres historiques, littéraires, légendaires mythiques, afin qu'ils abandonnent les lieux que la mémoire collective a la prestation d'acteurs l'ayant précédé leur avaient donnés, de se les approprier. De quitter son grand corps d'ancien gamin perdu, de se glisser dans des redingotes, des pourpoints, des hauts-de-chausses, de se faire des perruques, des postiches, des faux nez, pour, paradoxalement, redevenir lui-même, plus près de ses souvenirs pleins de couleurs et de douleurs, au plus près de sa jeunesse cloquée et solitaire, coupée.

Avec Christophe Colomb, il y a eu le Marin Marais de Tous les matins du monde, de Corneau, le Cyrano

TOUS LES DEPARDIEU DU MONDE

Au moment où se multiplient les fêtes commémoratives du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, avec, au Musée de l'homme, un panorama des civilisations amérindiennes, « 1492, Christophe Colomb », de Ridley Scott, avec Gérard Depardieu dans le rôle titre, sort le 12 octobre, simultanément dans quatre mille sept cents salles à travers le monde. Ce n'est pas la première fois que Depardieu incarne un héros historique, littéraire ou légendaire. Depuis dix ans il semble que sa boulimie de travail, de rôles, de monstres, le pousse de plus en plus vers ces personnages hors norme où son talent — hors norme — peut s'exprimer et s'épanouir.

Rappeneau, le Rodin du Camille Claudel de Nuyten, le Taruffe qu'il devait lui-même se scène après l'avoir joué au théâtre, le Danton de Wajda, 1982. Mais cela a commencé, l'année précédente, le Retour de Martin Guerre de Daniel Vigne, un personnage authentique, le premier d'une longue galerie. Depardieu en parle, avec le respect que l'on a pour un ami lointain, peut-être un frère de lait. « Je me souviens de débiter... »

« A travers Martin Guerre, on montrait, pour la première fois, la vie paysanne en 1560. J'ai aimé être cet usurpateur — quoi de mieux pour un acteur. — cet homme qui a perdu parce qu'une femme qui n'est pas la sienne, l'a trompé par amour. J'ai aimé arriver dans ce village, où l'on ne vivait même pas debout, où les gens avaient des craintes terribles. La crainte des inconnus, bien sûr, des étrangers. La crainte des qu'ils colportaient. Je me suis senti de suite à l'aise dans la peau de Martin Guerre, j'avais fait un peu la même chose que lui, suivi le même itinéraire, le chemin de la tour de France, si l'on veut reprendre le thème du compagnonnage. »

« Ce tour de France, je l'ai fait à treize ans, quand j'ai quitté Châteauroux pour devenir plasticien. Et puis après, deux ans plus tard, quand j'ai vendu des savons pour les aveugles, et des loupes qui grossissaient l'image sur les écrans de télévision, dans la région de Blois. Il fallait vendre, mais un même temps, je n'avais aucune conviction. J'essayais bien de dire, les aveugles, c'est une belle cause, si ce n'est ça peut leur rapporter de l'argent. Sauf que ça rapportait rien, que, la plupart du temps, on m'envoyait les chiens. Un jour, pourtant, je suis tombé sur des malades, des gens désespérés, ils voulaient m'adopter. »

« C'était un couple de retraités, ils m'ont montré leurs diplômes, lui avait été médecin dans la Légion. Sa femme était là, dans ce petit pavillon de la banlieue de Meaux. Ils m'ont voulu plus me laisser partir. Ils me disaient : « Il faut revenir. Reviens Gérard, reviens voir. » Je disais non, il faut que je vende, que je n'ai pas assez d'argent. Je me souviens, c'était 6 francs la chambre à l'époque, je repartais, ce qui me fascinait, c'était la vie des gens. Mon livre, c'était les gens. »

« C'est là qu'on a rencontré Martin Guerre. Comme lui,

j'étais l'étranger, le conteur, le raconteur, le séducteur aussi. Sur la route, j'ai vu des gens extrêmement beaux, des gens qui vivaient dans une tristesse totale. Par exemple, ceux qui vendais les savonnets, c'était pas n'importe qui, c'étaient des clodos, des vrais clodos, bout du rouleau. Mais de recevoir d'informations, de côtoyer de misère, y compris la mienne, ce moment m'a bloqué. Et c'est grâce à ce blocage que j'ai abordé le théâtre, la lecture, comme moyens de sortir du silence. Parce que je ne parlais plus, j'avais trop d'émotions, j'étais trop malheureux. » Le théâtre, la lecture, et le cinéma aussi. Depuis les années 70, à raison d'une moyenne de quatre films par an, quelque cinq, Gérard Depardieu devient loubard, médecin, boxeur, vicomte, truand, inventeur, détective. Somptueux caméléon, enfantin et puissant, toujours convaincant, évident, même s'il n'a pas, au départ, « la tête de l'emploi ». Puis, dix ans plus tard, il prend virage des héros préexistants, pour augmenter les risques, tutoyer d'en plus près le danger. Et c'est le Danton de Wajda, où sa composition fait l'unanimité même si elle ne le fait pas.

DANIEL HEYMANN
Lire la page 30

THÉÂTRE	32
Autour de Calderon mis en scène par Jean-Marie Villégier à Strasbourg	
DISQUES	39
Keith Jarrett, « The Vienna Concert »	
CINÉMA	40
Reprise Casablanca de Michael Curtiz	
Lire pages 33 la sélection rendez-vous de la semaine.	



Martin Guerre.



Danton.



Tartuffe.



Rodin.

TOUS LES DEPARDIEU DU MONDE

Suite de la page 29

« Je ne connaissais rien de Danton, dit-il, pour moi, c'était Bernard Fresson chez Robert Hossein! J'ai donc lu ses biographies. C'était un homme un peu allumé comme tous ces gens sanguins. S'il avait été de notre époque, j'aurais dit qu'il était défoncé. Pour faire détonner sa femme et s'allonger près d'elle - ce que Danton a fait - il faut tout de même être dans un drôle d'état! Ce qui m'intéressait chez lui, c'est ce côté roublard, paysan, orateur, presque une espèce de Le Pen... Ce personnage était si loin de moi dans son désir et dans ses volontés, dans son arrivisme, que j'ai essayé de le rendre un peu humain, voilà. Je prends des caractères en général excessifs pour trouver leur part d'humanité, et la mienne par la même occasion. C'est ma seule motivation.

« Le principe du film de Wajda était de montrer les trois derniers mois de Danton, j'aimais beaucoup l'idée, ça évitait de raconter l'histoire. Wajda voulait que je sois extrêmement fatigué. Bon, je ne connais qu'un moyen, c'est la boisson. Mais quand on est le nez dedans, on devient plus que fatigué, hors de soi. On a tourné longtemps, on m'avait attaché dans la charrette et m'emmenait à l'échafaud. On ne prenait plus la peine de me détacher. Je n'avais pas grand-chose à faire, avant la grande scène du procès, voyager en charrette, avoir un regard, un mot par-ci, un mot par-là. J'ai dit à Wajda : « Ecoute, tu me demandes d'être fatigué, je suis fatigué. » Il me répond : « Oui, mais je ne t'ai pas demandé d'être ivre mort. » Sur le plateau, tout le monde me

détestait, même mon frère ne me parlait plus. Ça a servi la scène du procès, je l'ai tournée en une seule prise, avec la haine et la voix qui s'est cassée au bon moment. C'est tout. Je ne pense pas avoir réalisé de performance particulière... »

C'est lui qui le dit. Comme il dit qu'il exerce son esprit critique vis-à-vis des rôles qu'il joue, parce qu'il n'y a rien de plus difficile à montrer qu'un caractère qu'on aime vraiment. Ce qu'il aime à éprouver, systématiquement, c'est une réticence, une réserve, quelque chose qui l'aide à discuter avec son personnage, à le réfuter sur le plan humain. Ainsi de Rodin : « C'était une époque détestable pour les femmes. La pauvre Beuret a été traitée comme une boniche, alors que c'était la femme de Rodin. Comme si M^{re} Garouste restait dans la cuisine pour faire les cocktails. Les hommes étaient idiots à ce moment-là, c'est ce qu'il y a d'intéressant à montrer dans les caractères historiques aussi. Rodin, totalement impuissant devant la folie de l'amour de Camille, vivant cela jusqu'à la fin de sa vie, et sur son lit de mort réclamant sa femme : « Camille, Camille... ». Laquelle, M. Rodin? Celle de Paris? Mais le film de Bruno Nuytten ne s'appellait pas Auguste Rodin, je n'y ai été qu'une ombre, ce qui était important, c'était de montrer Camille Claudel. Dans cette ombre, j'ai pu montrer la lâcheté du génie, le petit homme. Si j'avais joué le grand Rodin, je n'aurais sans doute pas trouvé ça. »

Cyrano, tout de même, il l'a aimé tout à fait, où était la réticence? « Dans l'idée que c'est un rôle que les acteurs

adorent jouer, avec panache. Quoi de plus néfaste! Et puis il fallait, avec l'aide formidable de Jean-Claude Carrière et de Jean-Paul Rappeneau, déjouer tous les pièges de la pièce, les vers de mirliton, les redites, faire passer les douze pieds des alexandrins dans un rythme physique d'enfer... Mais, bien sûr, ce que j'ai aimé par-dessus tout dans Cyrano, c'est parler à travers lui, pour la première fois, d'un problème que je connais très bien : la capacité d'amour et en même temps, l'incapacité de s'aimer soi-même... »

Voilà donc la réponse à la boulimie de rôles de ce Frégoti insatiable, elle est lâchée de cette voix de soie fragile qui divorce si glorieusement de son corps... Et il avoue maintenant que bien d'autres monstres - secrets ou non par la postérité, - lui « trotent dans la tête », qu'il lit beaucoup, travaille beaucoup, explore beaucoup. La liste de ses tentations est vertigineuse, angoissante, merveilleuse. Il supplie, sincère : « Ça ne va pas paraître prétentieux? » Allons donc, prétention est un mot trop petit, on pourrait peut-être parler plutôt d'ivresse? Il rit, se défend en avançant, un foutu Panthéon à sa mesure, peuplé de savants et d'assassins, d'empereurs et de chirurgiens.

Que songe-t-il à jouer? Partons du plus surprenant : « Napoléon à la fin de sa vie m'intéresse beaucoup. Je suis sûr qu'il savait que sa mort était programmée, je voudrais l'entendre parler avec la fille du gouverneur de l'île, la petite Betsy... »

Christophe Colomb en images

On ne compte plus les biographies écrites consacrées à Christophe Colomb. Mais, curieusement, le cinéma, pourtant friand de « vie de grands hommes », ne s'est guère intéressé à lui. Plus étrange encore, les Américains, concernés au premier chef par les activités du personnage, n'en ont rien fait jusqu'à une récente. Et encore Hollywood n'a-t-il accueilli le Génois que par la petite porte. Columbus, la Discovery a produit par un indépendant, Alexandre Salkind, qu'aucune Major n'a voulu soutenir. Non sans raison, puisque le film, sorti le 21 août aux Etats-Unis, y a subi un cinglant échec commercial, ne recueillant que le million de dollars en un mois au box-office alors que son budget s'élevait officiellement à 12 millions.

Le tournage de ce film aura alimenté le feuilleton dit des deux Colomb ces dernières années. Alexandre Salkind, producteur de la série Superman et de la série Claus, le Movie, eut le premier l'idée de profiter du cinq-centenaire pour porter au cinéma la découverte de l'Amérique. Mais, apprenant la naissance d'un projet concurrent qui allait devenir 1492, il tenta de transformer la préséance en exclusivité. Ridley Scott, son producteur Alain Goldman lui tenant la dragée haute, l'affaire connut moult rebondissements, le grand renfort d'avocats, les polémiques publicitaires qui animèrent les festivals et firent les choux gras des magazines spécialisés.

Columbus, la Discovery mis en scène par John Glen, l'aligneur de la saga James Bond, série Roger Moore. Et tant pis pour l'Histoire : Christophe Colomb, la découverte lui a été fidèle que les Trois Mousquetaires avec Gene Kelly en d'Artagnan et Lana Turner en Milady Winter l'était à la France Louis XIII.

Cossu, tape-à-l'œil, le Colomb de John Glen louche du côté de Scaramouche, de la comédie musicale MGM des années 50, du film pirates de la Prince Vaillant. Crinière carbeau, regard braisé, sosie d'Al Pacino en plus sain, plus robuste, George Corraface, choisi trois jours avant le début du tournage, sourit plus blanc que Burt Lancaster dans la Fureur du Flambeau, se révèle bretteur redoutable sur le pré de l'alcôve. Qui devinerait que Corraface fut

l'un des acteurs du film de Peter Brook et que David Lean voulait en faire un Nostromo!

Et Brando? Il a fort à faire avec le personnage du Torquemada, le grand inquisiteur qui goboit les petits hérétiques pour sa collation. Un homme fort occupé, donc, qui trouve cependant le temps de venir sur le quai pour faire ses adieux à Colomb. Ce n'était pas la peine de déranger Brando, d'autant que le Torquemada, le vrai, n'a probablement jamais rencontré Colomb. Mais quand on est à un moment dans le besoin 5 millions de dollars pour douze jours de tournage (soit 2 millions de francs par jour ou 200 000 francs par minute d'écran), on ne peut pas se laisser photographier par Nina, Finta et Santa-Maria.

Suivant les règles du genre (ou du mélange genres), le Colomb selon Salkind est un visionnaire dont la vie n'est faite que de grands moments; il prédit la direction des vents, pourtant capricieux, se dévoue à sa mission et à ses amis, milite contre l'antichristisme dans un contexte historique pourtant déformé. Comme dans les grandes épopées médiévales et/ou maritimes que Michael Curtiz tournait pour la Warner (Capitaine Blood, Les Trois Mousquetaires), on est en présence d'un héros aux grands mouvements, on déploie une composition dans des rouleaux de parchemin interminables, on voit moult scènes de bataille et Tom, Ferdinand et de Rachel Ward-Isabelle, épouse (peu) royale qu'Anne Bancroft et Yul Brynner dans les Dix Commandements, quand on ne l'utrine pas à l'échafaud aux balconnets mieux garnis que celui de Martine Carol dans Lucrèce Borgia. Tant et si bien qu'il faut à peine le temps de traiter du premier voyage de Christophe (après la Découverte, les suivants prévoyaient-ils Christophe : le retour?).

Le film s'achève sur une plage des Antilles digne des meilleurs films de l'époque. Christophe et son équipage entreprennent les Indiennes aux seins nus. Encore un film des années 50, aux films « documentaires » vaguement pornographiques qui échappaient à la censure. (D'ailleurs, aux Etats-Unis, le film n'est interdit qu'aux moins de treize ans non accompagnés.) Le film se clôt sur la silhouette de Colomb

accueilli en triomphateur, seul à contre-jour, au sommet d'une falaise. On soupçonnerait une intention parodique si le film n'avait été censuré de la censure de l'Etat espagnol au nom du cinq-centenaire. Comme l'écrivait un critique américain, « le film est aussi plat que la Terre est ronde ».

Beaucoup plus proche du scénario du film de Ridley Scott était celui du Christopher Columbus réalisé en 1985 par David MacDonald, qui vient d'être édité en vidéo par Editions Montparnasse. Le rôle principal était tenu par une star hollywoodienne, Frederic March, mais il s'agissait d'une production britannique. Comme dans Scott, le film raconte longuement les tribulations de Colomb avant son départ, suivant à peu près les mêmes péripéties, mais traitées en imagerie compassée, ornements d'improbables mariages. Finalement l'impasse sur le Nouveau Monde (à la différence de 1492), il s'achève sur la disgrâce de Colomb et son vieillissement, assurant lui aussi que le nom du découvreur vivrait éternellement quand celui des envieux et des profiteurs qui l'ont supplanté serait oublié.

Comparable à cette vidéo par l'ampleur des moyens et le prestige cosmopolite de l'affiche, le Christophe Colomb réalisé en 1985 par Alberto Lattuada n'était pas destiné au cinéma, mais à la télévision (il a été diffusé sur Antenne 2 en novembre-décembre 1986). Coproduit par les chaînes italienne, française et allemande, le film réunissait autour du rôle principal, dévolu à Gabriel Byrne, Véra Lisi, Max von Sydow, Faye Vellone, Faye Dunaway (précédant Sigourney Weaver sous la couronne d'Isabelle la catholique), Massimo Girotti, Eli Wallach, Michael Auer, Patrick Bauchau, Olivier Reed...

A grand renfort de décors, de figurants et de batailles, cette œuvre évoque reconstituait avec plus ou moins de précision historique, et en quatre épisodes d'une durée totale de plus de 10 heures, la vie du navigateur, de son départ de Gênes en 1476 à sa mort en 1506. Quant aux Espagnols, s'ils ne sont panachés également par leur héros national, ce fut pour lui rendre une parodie lourdaude, réalisée en 1973 par Mariano Ozores et intitulée Cristobal Colon, de officio descubridor.

Dernier cinéaste en la matière à s'intéresser au

Génois, Tim Robbins, consacré meilleur acteur à Cannes 1992 pour The Player, l'adaptateur du film Roberts, y a consacré une pièce radiophonique. Mayhem, the Invasion est une parallèle véritable histoire de Christophe Colomb et la guerre du Golfe. La diffusion est prévue pour le Columbus Day (12 octobre), jour férié aux Etats-Unis.

Mais s'il y a eu par le passé un grand Colomb de cinéma, ce fut celui d'Abel Gance, que le cinéma ne tourna jamais. On peut aujourd'hui l'imaginer grâce à la publication de son scénario (1), où l'on trouvera les dialogues, mais aussi les indications techniques (cadres, mouvements de caméra, éclairages). Le scénario de Gance est divisé en un prologue (ou Portugal) et douze épisodes de film, qui s'achèvent sur le retour triomphal de Colomb après le premier voyage. C'est une œuvre complexe de montage et de grand renfort de trucages optiques, la réalisation par le menu à la quête passionnée de Colomb, ses tribulations politiques, religieuses et sentimentales en Espagne, la découverte et la découverte. Trois épisodes supplémentaires, destinés uniquement à une version télévisée, évoquent en de vertigineuses ellipses la vie des aventures du navigateur, son destin et sa gloire posthume.

Abel Gance avait travaillé pour son adaptation des recherches considérables, ne s'autorisant le droit d'imaginer qu'en cas d'incertitude ou d'imprécision de la part des biographes et chroniqueurs - qui lui laissent une liberté certaine. La richesse du récit est à la hauteur du travail fourni, porté par un souffle immense, dans l'élan duquel le réalisateur a voulu à ce « Don Quichotte des mers », lui qui ne voulait découvrir que nouveaux continents du monde. Bien sûr, on ne verra jamais le Christophe Colomb de Gance à l'écran. Mais quand même, plus qu'un livre de cinéma, un impétueux et fascinant « film à lire ».

HENRI BÉHAR
et JEAN-MICHEL FRODON

(1) Christophe Colomb, d'Abel Gance. Editions Jacques Bertoin, 1988, 250 F.



Marin Marais



Cyano de Bettenc



Christophe Colomb

On lui objecte que l'Empereur **est** plutôt petit, qu'il aurait sans doute du mal à entrer physiquement dans la **peau** du personnage... « **Aucune importance. L'image de Napoléon n'est fixée que dans sa gloire. Dans sa mort, n'est plus qu'un homme minuscule. Je ne fais que du cinéma pour me montrer. Je me souviens quand je me coupais le sexe dans la Dernière Femme de Ferri, pour ne pas montrer la nudité, je me suis fait grossir. C'est difficile, mais je voulais qu'on ne voit plus que la chair. La chair dépressive. Une image de l'homme »**

Depardieu se **sent** aussi bien à Rabelais : « Il m'intrigue parce que c'est un homme de synthèse. Il a la **capacité** de faire, rien que ça. Nous avons fait une réunion à la Bibliothèque nationale avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-Claude Carrière, plusieurs spécialistes de Rabelais. J'ai eu la chance de toucher des livres inouchables, de voir la beauté **des** textes, la couleur des parchemins de l'époque. C'était **si** étonnant, j'avais l'impression de faire une enquête sur quelqu'un de très proche de nous. » Il **est** également **un** **des** **plus** **possibles** d'incarner Arnoult Paré : « Ça aussi, c'est fascinant, la découverte de l'anatomie, l'anatomie. Les premières amputations, **la** **résistance** à **la** **guerre** qui engendre une sexualité différente... »

Et puis qui encore? Pourquoi pas ~~il~~ pendant qu'il y est... Evidemment, il y a pensé : « J'ai horreur d'Hamlet parce que c'est quelqu'un qui ne parle que de lui. »

Mais justement, si je le jouais, je le montrerais comme un homme qui se sent mal dans sa peau, qui il faudrait une caisse à vin rouge pour qu'il... Le duel de... fin, par exemple, je le vois d'une violence cannibale, qu'il n'y a que... qu'Hamlet puisse dire vraiment. Je le vois puissant, je crois que c'est une armoire. Une armoire qui est fêlée, traversée par une angoisse. » Encore un autoportrait assez bien dessiné...

Il y a les monstres aussi, dit Depardieu, comme pour lui. Et certains de ces monstres, on ne peut pas les approcher. Quels monstres? Raspoutine autour duquel un projet de film est des plus avancés? Non, pas celui-là. « Raspoutine, il n'est jamais sympathique. Ce qui m'attire, en fait, c'est la manière dont il s'est laissé dépasser par son époque pour pouvoir. Ce n'est pas lui qui a fait l'écroc, parce qu'il avait une faculté très forte de conviction, une séduction, une mémoire d'enfer... Quand je suis arrivé à Paris pour la première fois, je pratiquais à ses côtés, avec Raspoutine, une force ma volonté d'être regardé. Je prenais la main des gens, je la serrais très longtemps et très fort en disant : « Vous sentez le fluide qui passe? Ça marchait... »

Alors, ce innaprochable, de Rais
il parle depuis longtemps ? plus. Gilles de
fait comme Cortès avec Aztèques. dit, je veux
plus cruel que l'a lorsqu'il a tué Jeanne
d'Arc. J'ai donc lié au diable, me

demandait du **mon** d'enfant... On peut essayer de montrer ça, l'époque **est** lointaine, et si le personnage est réel, la légende l'éloigne **de** nous. Il ne s'agit **pas** de ça. Mais d'un **travail** que j'avais commencé, et qui n'ira pas à **mon**

« L'histoire, ça l'avions trouvée dans les minutes
procès à Nuremberg. Il s'agit d'un certain Rudolf Hess.
Un jeune Allemand qui vient de la Prusse, là, il
rencontre un nazi, un hoberau qui l'initie, le fait tomber
dans le piège de la théralisation nacie. Ce type
devient directeur d'Auschwitz. Il y vit avec sa femme et ses
enfants. Sa femme voit la promotion de son mari, elle ne
pas... elle l'appelle Amour. Les deux enfants blonds.
Lui, il s'occupe des trains qui rentrent, des cadavres
qui arrivent. Il faul un peu de de leur... cinq mille par
jour. La banalisation de l'horreur. Malgré la volonté
de contribuer à ça, même à l'Holocauste ne s'efface
pas, pour un acteur, jouer ça, c'est une responsabilité
énorme, je ne pourrais pas, je serais en larmes
toute la journée, il serait illégal de vouloir d'humaniser
c'est là.

Et Christophe Colomb, comment l'a-t-il **▲▲▲▲▲** « **▲** peu comme un opéra. Darius Milhaud et Claudel l'ont vu comme ça, avec **▲** côté pilier **▲** Notre-Dame qui **▲** **▲** balancé la foi. Je ne me suis pas tellement éloigné de cette **▲**. Je **▲** que si on **▲** le **▲** 1492, on ne **▲** s'étonner lorsque **▲** homme a **▲** pied sur

terre nouvelle, il ait eu l'idée de Dieu, l'idée du paradis. Après les choses gagnées... D'ailleurs, rien ne change tellement. Pourquoi les hommes Armstrong, après avoir mis le premier pied sur la Lune sont-ils devenus fous? Colomb a vu ça aussi. On ne peut pas diriger un pays comme on dirige un pays. L'avoir vu à la perte.

« Je l'aime bien, Colomb. **Il** réticence vis-à-vis de lui ? C'est que c'est un homme un **tr** trop bête, **ri**eu. **Il** s'aurait qu'il m'a demandé un effort terrible pour me rapprocher de lui. Ça a été une souffrance incroyable, qui m'a ramené un peu à l'époque où **il** a commencé le théâtre. **Il** je me tuais à faire comme si je pouvais comprendre tout ce que je disais. Je me retrouve leader de ce film français, de ce film qui ouvre dans quatre mille sept cents salles à **l'** monde, où les Japonais **cro**ire **il** je suis un auteur américain. Je ne sais pas jusqu'où ça va aller. Il y a une explosion... Comme si j'avais deux **ou** trois, qui sont potes. Il est **be**au. C'est pour ça d'ailleurs **il** je suis descendu dans la mine **de** Claude **et** Germain. Entre-temps, je **me** **tr** chez **l'** **il**. C'est vrai qu'il y a un **tr** devant tant de travail vu, tant **il** **par** lancés, il y a un **tr** **il** on **il** plus ».

DANIÈLE HEYMANN

PANORAMA AMÉRINDIEN
au Musée de l'homme

ES collections du ■■■■ (1 million d'objets) probablement ■■■■ particulièrement riches en ce qui ■■■■ les Amériques. Pour ■■■■ Nouveau Monde, ■■■■ estime, en effet, qu'elles comptent 100 000 objets. Nombre de ceux-ci - rarismes ou uniques - ont été rapportés par ■■■■ premiers voyageurs ■■■■ seizième siècle et ont figuré dans les cabinets de curiosités dont les rois de France ■■■■ les grands seigneurs d'aristocratie ■■■■ que la Révolution ■■■■ au tout nouveau Muséum national d'histoire naturelle (depuis sa création ■■■■ 1937, le Musée ■■■■ l'homme ■■■■ partie intégrante du Muséum).

Parmi les objets les plus anciens, l'extraordinaire manteau de plumes et la masse en tourbopinnans (nord-est du Brésil) rapportés à Henri II par le voyageur-moine André Thévet; les peaux peintes (du Canada) pour l'usage des chefs; les vêtements d'Artois (le futur Charles X); les vêtements, récipients et fourreaux fabriqués dans les Grands Lacs et le golfe du Mexique. Ces derniers objets, décorés, étaient incroyables, les motifs polychromes en piquants de porc-épie. Après la coquille, les piquants ont été très vite remplacés par les perles de verroterie, plus faciles à travailler, même si elles étaient minuscules.

Le cinquième centenaire était une occasion exceptionnelle pour obtenir des crédits importants. Alors que le ministère de l'Éducation nationale, avait reçu le Ministre de l'homme, a presque toujours été d'une extrême pingrerie (1) depuis que M. Bismarck avait été installé en 1871 dans les locaux inadéquats du palais de Chaillot. Avec 10 millions de francs on n'est allé qu'à la rénovation des galeries d'Amérique, avec 8 millions on est allé par le secrétaire d'Etat aux grands travaux et les 10 millions ont été utilisés pour la rénovation de l'éducation nationale, de la culture, de la DOM-TOM, de la recherche ainsi que par divers «sponsors» privés.

Il n'était pas question, bien évidemment, de montrer au grand public les 10 000 objets. D'abord, les 10 000 méritent, même, d'être intéressants pour les chercheurs du laboratoire d'ethnologie que Bernard Dupaix dirige depuis quelques mois. Ensuite, il ne faut pas laisser les visiteurs non spécialistes. Les renovateurs des galeries d'Amérique (Daniel Lévine, maître de conférences au CNRS) et commissaire général de l'exposition, Anne Vitar, ingénieur au CNRS, commissaire adjoint, et Pierre Serre, assistant au Muséum et muséographe) ont donc dû fouiller, leur leurs « trésors » avec une peine infinie pour choisir quelque 1 000 objets grâce auxquels les visiteurs feront un tour d'horizon des cultures des Amériques, de l'Alaska à la Terre de Feu. La nouvelle présentation des Amériques occupe désormais 1 200 mètres carrés (lieu de 800 précédemment) et les crédits qui lui ont été attribués ont permis de couvrir les deux dans le sens de la

VOYAGE A TRAVERS LES AMÉRIQUES

Le 12 octobre 1492, Christophe Colomb découvre une petite île des Bahamas qu'il s'empresse de baptiser San-Salvador. Il découvre « l'Amérique » mais elle ne rendra jamais compte. Jusqu'à sa mort, en 1506, il n'est persuadé d'avoir atteint la Chine ou l'Inde qu'à chacun de ses quatre voyages. Le 12 octobre 1992 seront inaugurées au Musée de l'homme les nouvelles galeries d'Amérique. L'occasion du cinquième centenaire était trop belle pour la laisser passer.

hauteur certains de ses locaux qui avaient, comme presque tout le musée, 6 mètres sous plafond!

Tout est fait pour que le visiteur ait des repères géographiques et historiques. A son arrivée, il verra quatre cartes montrant ■ étapes successives du développement des populations indiennes, de 90 000 ans ■ Jésus-Christ ■ que ■ connaissances ■ donnent à l'arrivée ■ vers le détroit de Béring ■ premiers ■ venus d'Asie, ■ s'en rendre compte (probablement) ■ jusqu'aux principales cultures qui s'épanouissent ■ les Amériques en 1492. A son départ, il pourra comparer ce premier lot de cartes avec un second lot de quatre autres ■ montrant le destin des indiens aux temps des conquérants, ■ période coloniale, ■ en 1992. Il y a, en outre, des cartes dans chaque section des

galeries pour que le visiteur **puisse** toujours **s'en** venir ce qu'il voit. Les organisateurs **des** **diverses** galeries **ont** aussi lutté contre **les** **idées** reçues qui affirment qu'avant l'arrivée **des** Européens les Indiens ignoraient **la** métallurgie, la roue **ou** l'écriture.

Certes, les Indiens n'ont pas beaucoup utilisé les métaux. Mais certains savaient travailler l'or et l'argent avec une technique qui est un peu exquise, comme ça témoignent les objets relativement peu nombreux qui ont échappé à la rapacité des Espagnols. En outre, on retrouve, dans diverses régions, pour des époques différentes, des armes, des outils, des aiguilles, des grelots, des ornements à perles, etc., en cuivre même dans des alliages avec des traces de cuivre et de l'étain (le bronze), du cuivre et du plomb, du cuivre et de l'or (le tumbaga).

Certes, les Indiens n'ont pas utilisé la roue pour transports. Mais il faut se rappeler que, avant l'arrivée des Européens, ils n'avaient ni chevaux ni bovins domestiques, donc aucun animal de selle, de trait ou de bât. A l'exception des lamas des Andes qui acceptaient d'être portés, la charge n'excédait pas 30 ou 25 kilos. Pourtant, les Indiens connaissaient la roue, comme le prouve un minuscule chariot en forme de chien qui a été trouvé dans une tombe du sixième ou du huitième siècle avant J.-C. près du Mexique central, qui n'a aucun anneau ou crochet permettant de le tirer et qui est donc plutôt un objet votif qu'un jouet. Les moyens de transport terrestre, hors les chariots d'homme, n'existaient pas : les bateaux avaient été inventés, pirogues, radeaux, barques ou esquifs pour la pêche maritime ou le transport fluvial, grandes embarcations pouvant parfois porter une trentaine ou quarantaine d'hommes pour le transport maritime. Ainsi, les premiers Espagnols arrivant au Pérou ont-ils dû avoir croisé de ces grands bateaux. Les transports maritimes, comment les Antilles auraient-elles été peuplées ? Et comment, sans doute, les rites funéraires et les techniques métallurgiques seraient-ils passés du Mexique au Mexique ?

Certes, la plupart des Indiens ignoraient l'écriture avant 1492. Mais les Olmèques (côte du golfe du Mexique) avaient imaginé un système d'écriture idéographique, au compte du temps, dès 1500 avant Jésus-Christ; système qui donnera naissance, plus tard, à diverses écritures maya (sud-est du Mexique, Belize, et un peu du Honduras), ténéhuacan, zapotèque (Mexique central, troisième-huitième de l'ère) et aztèque (1325-1521).

Les nouvelles galeries d'Amérique suivent un itinéraire logique puisqu'il va du nord au sud. Chaque section, dont le centre est occupé par une pièce-phare, est organisée selon les mêmes principes : évocation de l'habitat de l'architecture avec, éventuellement, reconstitution d'un intérieur : palais ou temple; vitrines thématiques

consacrées, par exemple, à la métallurgie et à l'orfèvrerie, à la céramique rituelle ou utilitaire, à l'agriculture, aux transports (embarcations ou raquettes...), aux **parures**, aux pratiques funéraires; mise en parallèle **de** **un** **vic** avant 1492 **de** après la conquête, parfois même **de** **un** **qu'elle** **de** de nos jours, etc. Chaque **de** que c'est possible, **de** petites vitrines sont consacrées à l'archéologie (**de** **un** **objets** anciens) **de** **un** grandes à l'ethnologie (les objets récents).

Parmi les objets anciens qui témoignent le plus de l'inventivité des Indiens, la céramique vient sans doute en premier rang. Sans tour – parfaitement réguliers cependant – les vases sont gracieux, amusants, ornés de motifs peints ou d'une infinie variété.

Un costume à cérémonie **charro** (nous dirions, en français, un **cow-boy**) de l'ouest du Mexique, surchargé de superbes décorations d'argent, figure parmi les plus pièces récentes. Il y a l'argenterie à la période coloniale (énormes fribules-cuillers, « chalumeaux-passeiros » pour boire le maté, infusion nationale d'une partie de l'Amérique du Sud), les splendides, énormes bijoux d'argent (fribules, colliers, pectoraux, boucles d'oreille) faits, il y a peut-être deux siècles, par les Araucans, ces farouches Indiens que le Chili a dû combattre jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle.

La fin des nouvelles galeries rappelle utilement **que** nous devons à l'Amérique, surtout dans le domaine alimentaire. Avant 1492, l'Ancien **Monde** n'avait ni haricots, ni tomates, ni pommes de terre, ni maïs, ni **crayon**, ni fourneaux, ni cacahuètes, ni vanille, ni dinde, ni **saumon**, ni avocat, ni grosses fraises, ni citrouille, **ni** **chewing-gum**. **Parler** du caoutchouc ou du tabac. La vie devait être bien triste en Europe, sans ratatouille, sans cassoulet, **ni** frites, **ni** dinde de Noël, sans gâteau au chocolat, **ni** **chewing-gum**...

Pour le moment, réjouissons-nous de ces nouvelles galeries et espérons, comme le dit J. Lang, ministre de l'éducation nationale, que la culture, l'a enfin entendue, que le Français de l'homme trouve ses locaux de la colline de Chaillot enfin adaptés à ses richesses, au travail des chercheurs, aux expositions, au grand public. Bref qu'il aura la splendeur à laquelle il n'a jamais eu droit.

YVONNE REBEYROL

(1) Le ministère de l'éducation nationale a montré, équitabement, la même pingrerie vis-à-vis des musées dont il a la tutelle : Muséum, Musée national des techniques (Conservatoire des arts et métiers), Palais de la découverte.

★ **Musée de l'homme**, palais de Chaillot, place du Trocadéro, 75016 Paris. À partir du 14 octobre. Ouvert de 9 h 45 à 17 h tous les jours, sauf le mardi. Entrée : 25 F.

grâce, à l'arrestation de cent juifs, le lendemain. — (AFP.)

■ ALBIN MICHEL ■

VILLEGIER

DANS LE VENTRE DE LA BALEINE

« L'aurait pour Lully que je sois parcimonieux ». Un pied de moins n'était un **malin**, vers boîtes pour expliquer qu'Ayça n'aura peut-être le lendemain. Mais que Jean-Marie Villégier abandonne tout à l'opéra baroque, il mettra en scène cette saison, l'Opéra du Rhin : bourgeois, Médée, de Marc-Antoine Charpentier, la fine équipe qui lui fait les succès d'Ayça : le monde, William Christie, ses Ars Musicae dans la fosse, des danceries pour la chorégraphie, Tommaso Cauchelier pour les décors et les costumes, Mais, explique Villégier devant un café, les nuits sont devenues trop courtes depuis qu'il dirige le TNS, « une maison magnifique qui a besoin qu'on s'occupe d'elle ». Les nuits lui sont aujourd'hui devenues minuscules : Villégier directeur de salle accueille jusqu'au 13 décembre Villégier metteur en scène.

Le projet a été s'enorgueillir d'un luxe de majuscules - « Le Théâtre d'or au miroir du Grand Siècle, hommage à Calderon » - n'est pas de Hossien. Trois pièces seront tout à tour représentées : deux d'auteurs inconnus (les Innocents coupables, de Brosse, La Magie magie, de Lambert) et une troisième du plus célèbre Quinault : le Fantôme de l'opéra. Un ouvrage éloquent, poétique », s'emballe Villégier. En fait, un théâtre tout à fait ignoré, fruit d'une mode parisienne pour les troupes de cape et d'épée espagnole, la seconde moitié du dix-septième siècle. Pour plaire au public de l'Hôtel de Bourgogne, les écrivains français d'après la Fronde se mirent en tête de copier Lope de Vega, Tirso de Molina, Calderon. Avec le succès de l'Ecole du TNS, embryon d'une troupe à l'ancienne, sans aucune publicité d'un auteur célèbre, Villégier a voulu raconter - que ce soit ou qu'il ne soit pas - contre-histoire des Français.

« Travailler avec les élèves est une chance unique. On peut mêler la formation et la pratique, on peut donner l'idée d'un jeu d'ensemble. Je ne suis pas sûr qu'il n'existe pas des comédiens chevronnés qui soient soucieux de l'élève et du spectacle ; l'âge ne fabrique pas forcément des professionnels. Mais seuls des jeunes qui viennent de terminer leurs études ont une énergie et une souplesse pour traiter leur travail sur le texte et sur l'ancien répertoire. »

Alors, une troupe « baroque », comme il apparut vingt dernières années musique ? Ensembles formés jeunes diplômés avides découvertes, en d'une carrière toute tracée dans un

Artiste nourri par le texte et qui, toujours, revient au texte, amoureux de notre belle langue française au point d'en faire des lectures publiques, pour la faire chanter, Jean-Marie Villégier a été nommé l'an dernier directeur du Théâtre national de Strasbourg. Collectionneur de pièces rares, méconnues, oubliées, connaisseur hors pair du style baroque, il entame sa seconde saison en mettant en scène trois comédies imitées de Calderon, trois pièces d'inspiration espagnole mais écrites par des auteurs français, spécimens d'un genre à la mode à l'Hôtel de Bourgogne, entre 1640 et 1680. Historien, chercheur, pédagogue, Villégier plaide pour l'exigence, l'intelligence du théâtre, mais n'oublie pas ses responsabilités d'homme public, à la tête d'une grande maison décentralisée.

répertoire étriqué? Le théâtre baroque, comme la musique du Grand Siècle, a-t-il ses codes, ses modes de jeux, ses « instruments anciens », ■ quelque sorte?

« Savoir comment ce théâtre était dû n'est pas si facile. On sait peu de choses sur les années 1640 à 1660. On en a plus sur la période suivante parmi les Comédiens Français, grâce à la tradition qui s'est perpétuée jusqu'à au début du vingtième siècle, jusqu'à Julia Bertet, dont il existe quelques déclamations enregistrées. Le goût allait à un montage très serré des passions et des événements, des changements abrupts de mi-vers mi-vers. La diction était à la fois naturelle et chantée, elle visait à ce qu'interprètes et auditeurs soient constamment « secoués ». Quelle erreur d'imaginer Racine comme la suite de colonnes verticales d'alexandrins monotones. Ces textes n'ont pas été contrairement torse-torsés. Ils ont été écrits pour être lus, son jus de tous ses pores. Oui, je suis convaincu que le travail sur le texte rejoint celui des baroqueux. Il nous faut aussi trouver le style propre à chaque ouvrage. Et les indications de mise en scène, même faibles, ont leur importance. Elles ont été écrites par des auteurs d'imagination scénique et musculaire. Leur couleur, leur phrase conduit le comédien à trouver des

indications de jeu. » Et retrouve-t-on dans ce théâtre pittoresque des personnages-types ? « Deux couples d'amoureux, généralement : le premier et le second galant ; la première et la seconde dame ; une suivante ; un gracioso, *muñeco* d'équivalent des clowns shakespeareiens ; un père, *padre* veuf ; les mères sont absentes, curieusement. Ce *padre* de l'acte I et d'épée est le plus proche divertissement parmi tous ceux pratiqués par Calderon, un Calderon imprégné de platonisme, de philosophie antique. Pensez à ce qui se passerait si une méditation sur la vie courrait au travers des Trois Mousquetaires. A chaque personnage son niveau d'impénétration. Dans les *comedias* coupables, le premier galant rencontre une jeune fille voilée. Il ne *ve* jamais son visage. Mais son valet, doté l'imagination se meut à un *niveau* inférieur, aperçoit, hé, la jeune fille dévoilée. L'annonce des apparences, si caractéristique de l'art espagnol, s'accompagne du plaisir pris aux apparences. Qu'elles soient trompeuses donne *placer* à *la* vie. »

Va pour les racines hispaniques. Mais ces belles infamies sont tout à fait nées en France. Ont-elles une descendance dans notre "national" ? La marque française, c'est nos *nos* et *vous* renchérissement de leur modèle. *La* version espagnole *l'innocence* coupables, les apparences trompeuses se dissipent à la fin, la vérité se jait jour de manière indubitable. Brousse laisse au contraire jusqu'au bout planer un doute. La situation finale, qui n'a rien d'un happy end, voit un retour à l'ordre. *Le mariage* sur fond de regret. *C'est* fan tulle, déjà ? *Mariaviva*, en tout ! La Magie sans magie reste plus proche de l'illusion comique de Corneille, calderonnien de l'esprit, mais dans un respect strict de l'unité de temps et de lieu. Quant au Fantôme amoureux ? *Quinnell*, le plus baroque des toiles, il a sa postérité dans Lucrèce Borgia, dans Marie Tudor. Les romantiques connaissaient très bien ce théâtre d'après la France.

Comment expliquer alors ■■■ même ■■■ illi ■■
sombrière dans l'oubli ? Par ■■ série d'opérations de
réjouissement. Et par le mouvement du goût en France à l'é-
gite classique. Je ■■ parle ■■ de ■■ règle des trois
unités. La respecter n'était pas seulement une façon
de prouver qu'on était des gens bien, des auteurs présen-
tables. C'était une machine théâtrale ■■ soi, le négatif
d'une machinerie baroque. Bien comprise, elle permet-
tait l'illusion, un surcroît d'illusion. Je parle ■■ fon-
ction de ■■ Comédie-Française, ■■ monopole sur un
répertoire qui était sa propriété et qui fut constamment
revisé ensuite. Cela opéra un tri terrible. Le néoclassis-
me voltairien renchérit ■■ ce classicisme, même Cor-
neille ne trouva pas grâce à ses yeux. Le théâtre roman-
tique profita du vieux capital baroque, mais pour

faire son beurre propre. Plus tard, l'école publique et laïque allait définir la liste des grands classiques où les petits Français allaient apprendre à lire et à ponctuer.

Et Villégier de redire son enthousiasme pour ce théâtre des origines où « le bien écrit était le bien respiré ». Un théâtre musical, en somme, pour lequel le TNS, construit après la guerre, les héritiers d'un théâtre du XIX^e siècle, lui semble, tout anachronisme bu, l'Opéra idéal.

« Après une époque où j'ai travaillé tranquillement, je suis allé au TNS dans le cadre de la biennale. Ce n'est intéressant que si on se laisse égarer. D'autant que j'ai trouvé ici ce dont je rêvais depuis longtemps. Non, je dispose comme je l'aurais fait moi-même - j'aurais construit plus léger, plus maison, fondée en 1947, a une épaisseur historique. Il est passionnant d'aller chercher elle a été créée par Denis, le directeur du Copeau. Le TNS est une seule salle en France qui reflète la réflexion. Jouvet et Copeau sur l'espace théâtral, l'intimité y est extrême pour le public et le plateau.

« En respectant un outil, en repartant de l'idée d'école nourrissant un théâtre (c'était celle du fondateur, Hubert Gignoux), on peut revenir à l'idée de troupe. Pas forcément de troupe permanente comme au Français, des honoraires qui en sont la leur troisième infamie, un ensemble de jeunes acteurs porteurs d'un répertoire capables de la présenter en alternance. Cela pour parvenir à une pratique extensive, un théâtre à l'âge classique, où l'important n'est pas tant le nombre d'informations fournies par chaque mise en scène – ces spectacles surchargés de sens, de nourriture – l'on voit aujourd'hui : sont chaque fois des coups » à jouer, il y en a peu qui méritent d'être risqués, le répertoire s'y en voit forcément restreint. Je m'inspire plutôt du principe de l'« accrochage », au sens où lui donnent les plastiques. Exposer côte à côte des qui font des dont le voisinage renouvelle l'approche.

■ Notre théâtre ■ une salle à l'italienne, il doit r
modeste. Mais puisque ■ ■ ■ ■ ■ décentra
décentralisations. Allons visiter l'ancien réseau des ■
municipaux ■ la région. Les théâtres y sont longt
restés ■ propriété des petites bourgeoisies locales. Il
geant ■ boulevard médiorce et ■ l'opérète. Ils
savent plus très bien aujourd'hui à quel saint se voi
Le public des Mousquetaires au couvent s'essou
sérieusement. Ces petits établissements ■ maintena
besoin ■ l'apport ■ grands ■ de la décentralis
tion. D'autant ■ ■ outils bourgeois sont ■
d'admirables viciens. ■ ■ ■ ■ ■

Propos recueillis par
ANNE REY



Jean-Marie Villégier, directeur du Théâtre national à Strasbourg.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.L. : prix moyen du repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

BELMAN 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle Cuisine française traditionnelle.
37, rue François-1^{er}, 8^e F. dim. Les RAVIOLIS DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET ■ L'ESTRAGON. Gâteau de jœur.

CHARLOT ROI DES COQUILLES T.J.J. La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la
12, place Cluchy, 9^e 48-74-49-64. à l'h. mer et la véritable bouillabaisse. Poissons cuisis sur

TY COZ. F/Dm. Lundi soir ARRIVAGE JOURNALIER DE FRAIS CRUSTACÉS. PLATEAU DE
35, rue Saint-Georges. 9 48-78-42-95/34-61 FRUITS DE MER. CARTE 300 F. Menu de la mer, le soir, 170 F TTC. Climatisé.

RIVE GAUCHE

UNIQUE MONDE, CADRE HAUT, AMBiance exceptionnelle, menu à plats : 175 F
tous compris. ■■ discrétion. Tous les ■■ Dimanche midi et soir.

LE BISTROT DU PORT 42-51-71-93 FILLES, MAROI 7911 menu-carte de poissons cite par le chroniqueur gastronomique; 150 F. Rayon de Howard au jus de calmars et... avec un saumon. Jusqu'à minuit.

L'INDRE SACCOLENTIE n° 72, ou SACCORANTHE ? M^r MARTELIN, I.L.I. NORD-EST
12 h m 23 h 30, ven., sam., accueilli J. à 1 h CADRE LUXUEUX Env. 160 F. CLIMAT

MARTELL 44.41-14.14 Un seul Breton de naissance, le vin d'exportation pour la Belgique et l'Angleterre.

L'ARBOIS 44-47-14-14
25, rue de Buci, 6^e
T.J. 3 h
Uniques broches de poissons, de viandes, de desserts. ~~Menu~~ par le chef dans une
sommelière, de petits vins de pays... qui chantent JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.

LE MICROCOPE 42-26-79-20 11.1.
13, rue de l'Antienne-Comédie, 6^e jusqu'à 1 h

RESTAURANT DOMINIQUE 79, rue Dominique, 7
LES JOURS, Dim. soe continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISES.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS

9, pl. Saint-André-des-Arts, ■ - ■■■■

**CHOUKROUTES, grillades,
POISSONS**

DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES

crus

LES GRANDES MARCHES

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
Le **10** du quartier

HUITRES - POISSONS.
Plats traditionnels.
DÉCOR : Brasserie de l'air et sa rue de charme.

Ambiance club à l'étage appréciée pour les repas d'affaires.
T.L. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin.

6, place de la Bastille. 43-42-90-32.
PARKING SOUS L'OPÉRA

CHABROL
ACTUELLEMENT
AU
LUCERNAIRE
53, rue
Notre-Dame-des-Champs,
75006 PARIS
45-44-57-34
21h30
NOUVEAU
SPECTACLE
Le Grand Pigeon

— A PARTIR DU 10 OCTOBRE —
PETIT THEATRE DE PARIS LOC. 48 74 25
PATRICK FIERRY JEAN-CHARLES MODET
CHEZ MOI, CHEZ CLAUDE
 RENE- [illegible] avec
 mise en scène PATRICK GOUREVITCH
 DANIEL ROUSSEL et
 JACQUES BURON

LA SÉLECTION

THEATRE

Spectacles nouveaux

Amphitryon ; la Nuit au cirque

de Molière et Olivier Py, mise en scène de François...
C'est dans le Théâtre du Bussang que François... et Olivier Py ont rodé leur façon de voir l'histoire du général cocufié par le roi des dieux.

Antigone

de Sophocle, mise en scène d'Olivier Py, avec en abscence Simon Ene et Michel Favory, François Beaulieu, Catherine Farran, Gérard Giroudon, Yves Gasc, Muriel Mayetta, Catherine Sauval, Jean-Philippe Paymard, Pierre Vial.

Krejsa avait dû travailler... Belgique, hors de son... théâtre. La révolution de... l'a fait revenir à Prague. Et il... Avec les comédiens-français, il a monté la tragédie de la jeune fille Antigone, opposée à la tyrannie. En dehors de cette création, la Comédie-Française a repris *Iphigénie de Racine*, dans la mise en scène de Yannis Kokkos, le superbe spectacle de Vassiliev, *Bat masqué*.

Comédie-Française, place... Théâtre-Français (17). À partir du 10 octobre. Les lundi, mercredi et vendredi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-18-46 50 F à 200 F.

Auguste et Chambre-à-air au pays des piranhas

d'Alain Jaspard, mise en scène de Jean-Marc... Elano Bour, Daniel Jaquillard, Jean-Michel...
Le Trianon, bâtiment classé... lier de marbre et flipper dans le hall, redonne l'illusion après avoir été créé aux films. Il raconte une histoire d'homme et de deux autres.

Le Trianon, 11 bd... (18). À partir du 7 octobre. Les mercredi, samedi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 45-23-01-32. Durée : 1 h 10. 60 F et 100 F.

Chez moi, chez Claude

de René-Daniel Dubois, mise en scène de Daniel Roussel, avec... Patrick Gournayh, il ne faut pas de vouloir aimer, il faut savoir. La quantité se remplace la qualité.

Théâtre de Paris, 15, rue... (8). À partir du 10 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30. Tél. : 45-23-01-32.

Dom Juan

de Molière, mise en scène de Terno Herrera, avec... Dom Juan ne mourra jamais.

Paris Breille, 8, Thiers (11).



« La Cerisaie », de Tchekhov, au Théâtre de Gennevilliers.

À partir du 7 octobre. Du mardi au... 17 heures. Tél. : 48-07-20-17. De 50 F à 100 F.

Grand-peur et la nuit de Reich

de Philippe... mise en scène de...
De 1933 à 1938, de la prise de pouvoir par les nazis au traité-chiffon de papier. Brecht s'élève violemment, burlesque, émotion, l'humour terrible prise en charge par des comédiens sous-jacents personnels.

Carrouche-Théâtre de l'Aquarium, 12, rue du Champ-de-Marnage (12). À partir du 8 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

La Nuit, la Télévision et la Guerre du Golfe

de Jean-Louis Benoit, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Marie Pén, Louis Mérieu, Paul Minthe, Christine Pignat et...
Nous avons tous vécu la guerre du Golfe par les images et les débats de la télévision. Pot-pourri établi sur le recul du temps et de l'événement.

Carrouche-Théâtre de l'Aquarium, 12, rue du Champ-de-Marnage (12). À partir du 8 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Par les villages

de Peter Handke, mise en scène de l'auteur, avec...
Retour à l'écriture, à l'homme au village natal. Histoire d'une famille, de frères et sœurs. Poème dramatique, épopée du quotidien.

Centre Georges Pompidou, 15, rue Marat, 75004 Paris. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-72-37-43. De 70 F à 110 F.

La Peau trop fine

de Jean-Pierre Bizon, mise en scène de l'auteur, avec Jeanne Marthe, Stéphane Bissy et Marco Bissin.
Après avoir beaucoup fait l'acteur au cinéma, Jean-Pierre Bizon met en scène le grand décalage des années 90, les enfants de Dieu ni Père, qui ne sont plus grands.

Poche-Montparnasse, 75, bd de la Chapelle (9). À partir du 8 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-48-01-01. De 100 F à 190 F.

L'Une et l'Autre

de Lolah Bellon, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec...
Comment vivent les morts dans la mémoire de leurs proches, les femmes, les leurs vrais et faux amis.

Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne (8). À partir du 7 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-48-01-01.

La Veuve espagnole

de Jean Cocteau, mise en scène de Jean-François Colas, avec Marie-Hélène Brabant, Béatrice Privat, Hélène Colman, Pierre Brun et Jean-François Colas.
Une drôle d'allégorie qui met face à face un matador menteur et rien moins que la Vérité elle-même. Naturellement il meurt, et sa veuve promet de se suicider.

Soufflons-Théâtre du XIX, 28, rue de Ménil (19). À partir du 13 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-38-36-53. 60 F et 80 F.

Paris

Un pour la route ; Scènes d'amour

de Harold Pinter et Robert Coover, mise en scène de Barbara Bray, avec les Clark, Karen Hallday, Peter Hudson et Patricia Kennedy.
L'un des écrivains les plus célèbres et les plus controversés de la scène anglaise. Pinter. Plus un auteur à découvrir. En v.o. et en traduction, c'est selon les jours.

Albion, 11, rue de la Généralité (11). Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-38-74-82. Durée : une heure. 80 F et 100 F.

Les Aventures de Paco Goliard

d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Bruno Sermonne, Armand Mérieu, Jacques Mérieu, Claude Mérieu, Bénédicte Savoy, Michel Fou.
Heureux auteurs qui préfèrent l'humour à l'héroïsme, qui ne pas insolence à complaisance.

Beaillie, 78, rue de la Roquette (114). Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 50 F à 100 F.

Brûlez tout !

de Lucard Wilson, mise en scène de Stephen Mellogg, avec Patrick... Roger Mirmont et François Berland.
C'est l'histoire d'un vendeur de produits qui déboule un plein un scénario, chez une danseuse, un scénariste, un publiciste. Ce n'est même pas brûlé tout, c'est ce qui ne lui reste.

La Brochure, 5, rue La Brochure (94). Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-48-01-01. De 50 F à 110 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Stéphane Bissy, avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cravet, Claude Duparait, Jean-François Colas, Chantal...
Un des écrivains les plus célèbres et les plus controversés de la scène anglaise. Pinter. Plus un auteur à découvrir. En v.o. et en traduction, c'est selon les jours.

Beaillie, 78, rue de la Roquette (114). Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 50 F à 100 F.

La Compagnie des hommes

d'Edward Bond, mise en scène de l'auteur, avec Bernard Ballet, Jean-Marc Bury, Carlo Bruni, Robert...
Un univers sans femme, violemment tyrannique. Des personnages qui ne savent rien de la vie. Un monde sans douceur, un rire plein de comédiens extraordinaires.

Théâtre de la Ville, 2, place de la République (10). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-38-36-53. 60 F et 80 F.

L'Ecole des femmes

de Molière, mise en scène de l'auteur, avec...
Tant qu'il y a des femmes, des hommes et le besoin de se rassurer en se séduisant, les langues, on parlera. Don Juan.

Atalante, 10, place de la République (10). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-38-36-53. 60 F et 80 F.

Moulin rouge et noir

d'après Tino de Molins, Molière, Lorenzo Da Ponte, mise en scène de l'auteur, avec...
Tant qu'il y a des femmes, des hommes et le besoin de se rassurer en se séduisant, les langues, on parlera. Don Juan.

L'Ecole des femmes

de Molière, mise en scène de l'auteur, avec...
Tant qu'il y a des femmes, des hommes et le besoin de se rassurer en se séduisant, les langues, on parlera. Don Juan.

Atalante, 10, place de la République (10). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-38-36-53. 60 F et 80 F.

Oh les beaux jours !

de Samuel Beckett, mise en scène de Pierre Chabert, avec...
Elle est là, s'enfonçant dans la froide, portant jusqu'au bout. Forte, lucide, charmante, douloureuse : magnétique Denise Genot.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malraux (20). Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-48-01-01. De 50 F à 100 F.

Qui vous savez

de et par Rufus, mise en scène de l'auteur, avec...
L'intérêt, Rufus, est qu'il ne se pas de reprendre un personnage d'après lui-même. Il le joue, lui donne des rôles différents à interpréter. Rufus est un vrai monde.

Café de la Gare, 41, rue du Temple, 4. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 42-78-52-51. De 50 F à 100 F.

19 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-08-36-02. De 60 F à 120 F.

Faust

de Fernando Pessoa, mise en scène d'Aurélien Recoing, avec Aurélien Recoing, Serge Marlin, Jacques Valadier, Jean Brochen, Coco, François...
Pessoa, moins rhétorique que... Une... à rêver.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 26 F à 120 F.

Knock

de Jules Romains, mise en scène de Pierre... Jacques Maréchal, Ariette... Marie Borowski...
Depuis Molière, les médecins sont la proie des satiristes. Ce... symbolise la magouille de la manipulation. Avec Serrault, on s'attendre à tout.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin (10). Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 50 F à 280 F.

Légendes

la forêt viennoise

d'Odin... mise en scène d'André Engel, avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques... Christiane Cohendy, Yann Colman.
Le thème, les lieux, l'action empruntés à la littérature populaire - aujourd'hui remplacé par les feuilletons télévisés - c'est pour mieux faire voir la vraie cruauté de la vie.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 85 F et 125 F.

Mortadela

d'Alfredo Arles et Nini Marshall, mise en scène d'Alfredo Arles, avec...
LA... Buenos-Aires, il y a des souvenirs, des histoires, des gens, des chansons, des images inoubliables, scintillantes et naïves. Alfredo Arles a réussi à parler... Qui pourrait lui résister ?

La Cigale, 120, bd de Rochechouart (18). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-33-43-00. 125 F et 170 F.

Moulin rouge et noir

d'après Tino de Molins, Molière, Lorenzo Da Ponte, mise en scène de l'auteur, avec...
Tant qu'il y a des femmes, des hommes et le besoin de se rassurer en se séduisant, les langues, on parlera. Don Juan.

Atalante, 10, place de la République (10). Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-38-36-53. 60 F et 80 F.

Oh les beaux jours !

de Samuel Beckett, mise en scène de Pierre Chabert, avec...
Elle est là, s'enfonçant dans la froide, portant jusqu'au bout. Forte, lucide, charmante, douloureuse : magnétique Denise Genot.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malraux (20). Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-48-01-01. De 50 F à 100 F.

Qui vous savez

de et par Rufus, mise en scène de l'auteur, avec...
L'intérêt, Rufus, est qu'il ne se pas de reprendre un personnage d'après lui-même. Il le joue, lui donne des rôles différents à interpréter. Rufus est un vrai monde.

Café de la Gare, 41, rue du Temple, 4. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 42-78-52-51. De 50 F à 100 F.

CE SOIR PREMIERE
STUDIO CHAMPS-ÉLYSÉES
NELLY BORGEAUD
YVONNE CLECH
JOSIANE STOLERO
JEAN-PAUL MUEL

L'UNE ET L'AUTRE
LOLÉH BELLON
mise en scène PATRICE KERBRAT
LOCATION 47 20 08 24

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
18 SEPTEMBRE - 29 DECEMBRE

MUSIQUE
LE ROND-POINT - THEATRE RENAUD-BARRAULT du 7 au 11 octobre
GRAND ORCHESTRE DE XYLOPHONES
CHOPIN TIMBILA MOZAMBIQUE

THEATRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
15 - 16 - 17 octobre
MACBETH
19 - 21 - 22 octobre
COROLAN
24 - 25 - 26 octobre
LA TEMPETE
WILLIAM SHAKESPEARE
ROBERT LEPAGE
THEATRE DE L'ATHENEE - LOUIS JOUVET du 16 au 18 novembre
LE MARIN PERDU EN MER
JOEL JOUANNEAU
AU CŒUR DES TENEBRES
JOSEPH CONRAD
JOEL JOUANNEAU
THEATRE DE GENNEVILLIERS du 22 au 31 octobre
DOCTOR FAUSTUS LIGHTS THE LIGHTS
GERTRUDE STEIN
ROBERT WILSON
ET
LA CERISAIE THEATRE DE GENNEVILLIERS
WEIMARLAND THEATRE DE LA BASTILLE
L'ENFANT BATARD ODEON - THEATRE DE L'EUROPE
LEGENDES DE LA FORÊT VIENNOISE 93 BOBIGNY
LOCATION DANS LES THEATRES ET AU 42 96 96 94

THEATRE DU SOLEIL
DU 21 OCTOBRE AU 31 DECEMBRE
LES ATRIDES
IPHIGENIE - AGAMEMNON - LES CHOEPHORES
LES EUMENIDES (création)
LOCATION : 41 14 14 06

CE SOIR PREMIERE
STUDIO CHAMPS-ÉLYSÉES
NELLY BORGEAUD
YVONNE CLECH
JOSIANE STOLERO
JEAN-PAUL MUEL
L'UNE ET L'AUTRE
LOLÉH BELLON
mise en scène PATRICE KERBRAT
LOCATION 47 20 08 24

à partir de 7 heures
la danse de Cendrillon
Quelques scènes de la vie
Nouveau spectacle de la Compagnie

COMPAGNIE

مركز من الامل

LA SÉLECTION

MUSIQUE

Classique

Mercredi 7 octobre

Britten

War Requiem

Alison Hargan (soprano),
David Rendell (ténor),
Kurt Ollmann (baryton),
Maîtrise des Hauts-de-Seine,
Chœur et orchestre de Paris.
Bernon Bychkov (direction).

Ce chef-d'œuvre, car c'en est un, a été
composé en 1962 pour l'inauguration de
la nouvelle église de Coventry, l'an-
cienne église allemande par les
allemands. L'œuvre fut composée dans
l'esprit de réconciliation universelle,
sur des poèmes de guerre du Wilfred
Owen, tué au combat, poèmes mêlés
à des textes sacrés et coulés dans une
musique simple et inspirée. On peut
sentir l'influence du Requiem
de Verdi. Britten avait destiné son
Requiem de guerre à des solistes profes-
sionnels (Dietrich Fischer-Dieskau,
Harcourt Harper, Peter Pears) pour la
création; l'enregistrement que le
compositeur dirigea ensuite, la soprano
est Galina Vishnevskaya. La partie
chorale, symboliquement, est destinée à
un ensemble. Voilà donc, dans
Fleyel, une grande, une reconfortante
soirée.

Salle Pleyel, 20 h 30 (les II et III). Tél. :
42-88-88-83. De 40 F à 270 F.

Varney

Gabriel Bacquier (Bridaise),
Michel Bouquet (Brisard),
Pierre Catala (Gontran),
Lucette Raimbourg (supérieure),
Bernard Lancelotti (gouverneur),
Carole Côté (Louise),
Patricia Jumelle (Marie),
Cécile Lecoq (Cécile),
Chœurs du CHUPAL.

Michel Dumas en scène.
Bacquier, déchaîné, entraîne
manifestement à faire reverdir
la vieille opérette. Ce n'est pas
pour rien qu'il s'ennuie.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures.
Tél. : 42-88-88-83. De 40 F à 320 F.

Jeudi 8

Debussy

Printemps
Berlioz

Sarabande et danse, orchestration de
Ravel

Ravel

Télégone

Rapsodie espagnole

Orchestre national de France,
Manuel Rosenthal (direction).

Dans la ville de Debussy, Manuel
Rosenthal poursuit sa faveur
pour la musique française au tourment du
Nazi. Pour le National, une rencontre
avec un chef d'orchestre (quatre-vingt-huit
ans) mais aussi un moment de gaieté.
Avec soixante ans, Laurent
Korcia a déjà pas mal baroudé,
concours français (il a été le lauréat du
Long-Thibaud en 1984) à la Grande-
Bretagne (qui l'a adopté). Pour se faire
connaître en 1989 premier prix
Concours Franciscati. C'est un
style, un style manufacturé, un style pré-
cis et délié. C'est un artiste qui ne
quitte pas l'oreille.

Orchestre national de France,
Manuel Rosenthal, 20 h 30. Tél. : 30-57-07-07.
180 F.

Samedi 10

Berlioz

Le Carnaval

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

de la ville de Paris

Retenez vos places

Voix de tête

Avignon. Ballets, concerts symphoniques, musi-
que de chambre, production de Mirailles,
de la Veuve joyeuse, de l'Enlèvement au sérail mis
en scène par Jean-Claude Auvray, de Lucia de
Lammermoor. Reprise du Montezuma de Malgoire-
Vivaldi, Cendrillon des Paupières jouées par Phi-
lippe Nicaise (27 février). Tél. : 90-23-44.

Lille. Jean-Claude Casadesu dirige
dans une mise en scène de Hugo de Ana (janvier).
La Nez de Chacalier jouée dans une production
française (24 mars). Opéras pour enfant
Britten en avril; Les Surprises de l'Amour
(11 avril), Ophée de Lisak par les Baroqueux de
Bruges (5 mai)... grands récitals lyriques. Tél. :
20-65-48-61.

Lyon. Le 14 mai 1993 ouverture de l'Opéra de
Lyon rénové par Nouvel. Les spectacles hors les
murs n'auront pas cessé d'ici là. Puis ce sera :
Rodrigue et Chimène de Debussy par
Lauvaut/Nagano (du 14 mai au 11 juin),
L'Amour et le Malin par le même Nagano dans une
scène de Lucie Erlo (15-30 mai), Phédon de
Lully mis en scène et chorégraphié par Karine
Saporta (20 mai-6 juin). Tél. : 78-28-09-60.

Marseille. Un Barak pour le Femme
sans ombre qui ouvre la saison : Jean-Philippe
Lafont (octobre). Puis Rigoletto avec Luc Nucci
(décembre), Simon Boccanegra avec José Van
Dam (janvier), une Mignon (février), la reprise du
Montezuma de Landowski, direction Saïda (mars),
la Fille du Far-West produite à Nice (mai),
d'après le livret de Patrick Jonsson, un Bar-
bier mis en scène par l'inattendu Francis Perrin
(juin). L'Opéra de Marseille se rapproche de la disparition
de Jacques Karpo. Tél. : 91-54-10-13.

Monte-Carlo. L'Opéra d'Amoroso Thomas,
avec Thomas Hampson, direction Foster, mise en
scène (janvier). L'Amour et le Malin avec Marilyn
Horne, direction Zedda, mise en scène Pizzi
(février). Giacomini et Cappuccini dans Ophée
(4-9 mois). Masini dirige dans Ophée
(26-31 mars). Superbe saison ! Tél. :
93-30-45-77.

Metz. L'habituel rendez-vous des musiques nou-
velles repart sur un week-end (20-22 novembre),
avec des créations de Boesmans, Mache,
Campagna, Doo, et un spectacle Michel Redolfi.
Tél. : 87-75-14-88.

Montpellier. L'Opéra chinois du Sichuan pré-

side en février l'arrivée d'Hercule de Haendel dirigé
par Malgoire (mars). L'opéra-comédie de René
Koering, Marie de Montpellier est créé en avril sous
la direction de Masini, dans une mise en scène de
l'auteur et des décors de Pace, avec Spiros Salkos
et Dominique Visse. Puis Ophée aux enfers pour
les fêtes, les Contes d'Hoffmann en janvier, les
Indes galantes de Rameau-Arias en tournée, Don
Carlos par Masini/Deflo, la Force du destin par
Masini/Auvray, une Walkyrie, un Lohengrin par
Leyer/Richter... Ça barde chez Georges Frêche.
Tél. : 67-66-31-11.

Nancy. Raimond met en scène le Barbier de
Séville (novembre), Billy Budd de Britten voit sa
création française sous la direction de Jonathan
Darlington (mars/avril). Et c'est le retour, en mai,
de la Sapho de Gounod venue de Saint-Etienne.
Avant un Carnaval de Londres de Milhaud venu de
Lausanne. Tél. : 83-85-30-60.

Nantes. La rentrée se fait jusqu'au 11 octobre
avec une Vestale de Spontini, avec Michèle Com-
mand-Puis. Philippe Godefrid, directeur artistique
du Théâtre Graslin, met en scène Rigoletto (février)
et la Walkyrie (juin). A remarquer, dans une ave-
lanche de nouvelles productions (Lucia, le Roi ma-
gré lui, Gazza ladra), une Ariane à Naxos dirigée
par Chaslin, mise en scène par Gengneron, avec
Sylvie Brunet et Nathalie Dessay, en janvier. Tél. :
40-41-80-60.

Nice. Nouveau système d'abonnement et pas
d'augmentation de prix sur la promenade des
Anglais. Mais l'Italienne à Alger (23 octobre,
3 novembre), Fédala en concert avec Peter Seikla
et Liébeth Baldov, direction Jiri Kout (27 et
29 novembre), Chauve-souris dirigée par Ethuin,
mise en scène par Pierre Médacin pour les fêtes,
Tristan (janvier), la recréation mondiale de Donizetti
en Tempête de Vivaldi par l'Ensemble baroque de Nice,
Carmen (juin), Capriccio de Richard Strauss, direc-
tion Frédéric Chaslin avec Hélène Parragulin (mai),
Emani de Verdi en juin. Tél. : 93-80-69-63.

Rouen. Alliance sans précédent d'un compo-
sateur silezien et d'un metteur en scène rouennais
pour la création de Silent Screams, Difficult
Dreams, direction Chaslin (9-13 octobre, reprise à
l'Opéra de Flandres en mai). Puis Tannhäuser
(novembre), Così (janvier), les Pêcheurs de perles
(février), Traviata (mars), le Cid de Massenet (avril),
et Euridice de Peri (mai). Programmation ciblée
pour le Jeune Théâtre des arts. Tél. :
35-71-41-36.

Saint-Etienne. Dirigé par Daniel Courio, le Cen-
tre de création lyrique poursuit dans une voie très
originale, avec la seconde édition du festival Mes-
senet (Esclarmonde, Grisélidis, l'oratorio la Terre
promise, en octobre et novembre). Avec aussi des
créations : la Poule noire de Manuel Rosenthal,
nouvelle version (janvier), Erzsébet de Charles
Chaynes couplée avec Vol de nuit de Dallapiccola
(mars), sans oublier le répertoire, d'Adrienne Lecou-
vreur à l'Esprit d'amour et au Fuite de Bellini. Tél. :
77-25-35-18.

Toulouse. Nicolas Joël entame sa saison un
Rigoletto qu'il met en scène dans des décors
de Tommasi. Alagna et Fondary
(27 novembre-8 décembre). Michel
reprend dans la maison le Chauve-souris naguère
montée par Savary pour Genève (décembre), Fran-
çoise Poillet sera la Maréchale du Chevalier à la
rose, dirigé par Friedmann Leyer (janvier), reprise
du Vaisseau fantôme nîçois, avec José Van Dam
(février), en mai les Muses de Figaro
coproduites par Strasbourg et Vichy, avec, côté
dames, Vichy et Maripetto (mars), pour finir par
la Trouvère par le trio Plasson/Joël/Montoup
(avril), avant le nouvel Eugène Onéguine par le
même équipe, avec Lailieris et Malfitano (juin). Et
ce n'est qu'une sélection. Tél. : 61-22-80-22.

Tours. Nathalie Dessay dans l'Enlèvement au
sérail en octobre. Tél. : 47-06-33-47.

Strasbourg. Un vrai festival en pleine
expansion, avec le directeur de Laurent Spielmann,
ex-patron du festival de musique contemporaine
Musica, qui succède aux commentaires de l'Opéra
du Rhin à René Tarrason. Jean-Claude de Naxos,
une rentrée de Tchaïkovski, direction de l'Amateur de
Pierre Barre et de Marie-Hélène Rio (novembre). Le
Chauve-souris revue par Pierre Strosser, en mai
dans la maison (décembre). Puis
d'amour (février), l'Amour et le Malin (mars-
avril), les Aventures de Broucet de Jan-
cel, montée par Bruno Bayen. La saison culmine
avec la Médée de Cherubini, par l'équipe d'Ays
au complet (lire p. 32 l'interview de Jean-Marie
Villégier). Le Théâtre national de Strasbourg pro-
gramme en parallèle des soirées de musique de
chambre ancienne ; un cycle François Couperin, à
partir du 15 janvier, en particulier. Tél. :
88-75-48-00. Au TNS : 88-56-12-80.

A. R.

LEO FERRE

AVEC

Chérie
FM



LEO FERRE EN CONCERT AU GRAND REX

du 18 au 24 Novembre 1992.

Location : 46 06 63 66 (Minitel code 3615 CHERIE FM.)

CHERIE FM, si vous l'écoutez, vous allez chanter !



Saison d'a

PRIX DU JURY

UNE
INDEPEN

ARTS

Nouvelles expositions

Les Monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle lui rend bien avec un bel et monumental hommage qui réunit, pour la première fois au monde, 14 « stables » géants habituellement considérés comme inamovibles, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera utilement l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de Monsieur Loyal ou de Porc qui pique.

Parvis de la Défense, La Défense, 92200. Du 8 octobre au 3 janvier 1993.

Musée d'un jour, sculpteurs de toujours

Une centaine de boutiques et de galeries du Marais exposent des sculptures de tous les âges et de tous les pays, durant une seule journée.

Cours, passages et boutiques du Village Saint-Paul, Paris 2. Tél. : 48-87-88-27. Dimanche 11 octobre de 10 heures à 18 heures.

Rétrospective Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, obité par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre, dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 7 octobre au 4 janvier 1993, 32 F.

Isabelle Waldberg

Elle fut l'amie de Georges Bataille, de Michel Leiris, et partagea l'exil américain des surréalistes durant la guerre. C'est à New-York que naquirent les « constructions » en tiges de bête morte, qui laissent la place au bronze lors de son retour à Paris. Décédée il y a deux ans, elle laisse une œuvre forte et déterminée.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Du 7 octobre au 14 novembre.

Paris

Aksell Gallen-Kallela

Retour à Paris d'un artiste finnois qui y fit ses humanités à la fin du siècle dernier. D'un réalisme solide à un symbolisme jamais mièvre, son pinceau brosse également d'étonnantes paysages de neige et ramène des images très modernes de lointains voyages africains ou américains. Dépassant.

Institut finlandais, 80, rue des Ecoles, Paris 5. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 novembre.

A visage découvert

De la grimace, du cri, du masque, et du silence, en un très bel accrochage qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Dernière occasion de visiter une des expositions les plus réussies de l'année.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 octobre, 25 F.

Champs de silence

Sept artistes font retraite en l'abbaye de Royaumont : tubes de verre de Saunier, hommage aux constructeurs de Aléman, ruines de Charpin, occultation du lieu

de culte par Skoda, ouvertures des lieux à contrario pour Fleischer, austérité géométrique pour Localmonie et chants, pas forcément grégoriens, de François Deck.

Abbaye de Royaumont, Fondation Royaumont, Asnières-sur-Oise, 95270. Tél. : 30-35-40-18. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre, 20 F.

Cinq années d'acquisitions du Fonds départemental d'art contemporain

Depuis dix ans, la Région du Val-de-Marne collectionne peintures, gravures, dessins ou sculptures, sans oublier la photographie, les œuvres étant le plus souvent commandées directement aux artistes. Les cinq dernières années exposées ici témoignent d'un choix subtil et d'un goût qui forme un ensemble original.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 48-80-25-06. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 13 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 18 octobre.

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huxson avaient un point commun : ils collectionnaient les statuettes mexicaines Guerero, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable aux idoles cycladiques.

Musée-galerie de la SETA, 12, rue Surcouf, Paris 7. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Général 1 : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Jana Sterbak et Tunga, tour à tour cyniques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 8 novembre, 30 F.

Art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 30, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens aux-queles les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engouffrés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, état des lieux.

Musée national des monuments français, palais du Châtelet, place du Trocadéro, Paris 16. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre, 18 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques sont à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre 1993, 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).

Duane Michals

L'Espace photographique de Paris cède son année américaine avec Duane Michals. Les habités des séquences narratives et oniriques seront surpris par sa vision de Paris : des photos où l'on voit la ville, mais aussi ses habitants, dans des mises en scène précises où l'auteur mêle autant la réalité que son Paris imaginaire.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Corbise - à 8, grande galerie, Paris 1. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre, 10 F.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris découvre l'inventaire en cent cinquante œuvres du bric-à-brac d'un génial peintre, quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-12-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre, 36 F (possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » : 60 F).

Charlotte Salomon

170 pages extraites d'une déclaration d'amour en 1325 feuilles à un profes-

Calendrier des expositions

De Byzance aux iconodules

Programmation en dents de scie pour les grandes expositions d'ici au mois de décembre, avec cependant quelques lignes de crête et des événements qui devraient égayé notre automne.

Depuis 1931, il n'y avait pas eu en France d'exposition consacrée à l'art byzantin : le Musée du Louvre présentera les trésors des collections publiques à partir du 6 novembre. A voir, pour apprécier le contraste, les dessins de Liotard, un des grands pastellistes du dix-huitième siècle (à partir du 16 octobre) qui devaient former un bel ensemble avec l'exposition « Fragonard et le dessin français » qu'annonce le Petit Palais à la même date. Lumière toujours grâce au « pari pris » du cinéaste et peintre Peter Greenaway qui se développera dans le hall Napoléon de novembre à janvier.

Le Musée d'Orsay se focalise sur un autre britannique, Sisley, qui fut un des piliers du groupe impressionniste sans pour autant bénéficier du succès, même posthume, que connurent ses camarades. Une soixantaine de tableaux devaient réparer cette injustice, ou le rejeter au contraire dans les rangs des petits maîtres de la période. Verdict le 30 octobre.

Impressionnisme encore, mais avec une exposition qui s'annonce passionnante, au Musée de l'Orangerie. Lorsque Monet vieillissait peignait ses nymphéas, la plupart de ses contemporains dédaignaient chahutaient les yeux de ce qu'ils considéraient comme une forme de gâtisme pictural. Les dévotionnels du cubisme n'eurent pas de mots assez durs pour cette peinture mouvementée dans un espace sans limite. Il faut attendre, dit-on, la génération des expressionnistes abstraits américains pour en saisir toute la portée. Excellente idée donc que de confronter, à partir du 28 octobre, les nymphéas aux œuvres de Pollock, Tobey, ou Joan Mitchell.

Expressionnisme aussi, allemand celui-là, au Musée d'art moderne de la Villa de Paris en novembre. De 1905 à 1914 s'élabora outre-Rhin un des courants les plus vivaces de la modernité. Une exposition indispensable pour la compréhension de l'art du siècle, sur un mouvement dont

tout le monde parle, mais dont on a rarement l'occasion de voir un ensemble aussi vaste, complété par un éclairage sur les travaux de vingt artistes germaniques contemporains, à l'ARC.

Le Musée national d'art moderne nous fait découvrir en novembre le moitié d'un continent, et non des moindres : l'Amérique latine est un des derniers endroits de la planète où l'imaginaire puisse s'exercer. De l'art populaire à l'art conceptuel, la grande histoire d'un métissage culturel riche de possibilités. Autre Latino-Américain, le Colombien Botero envahira Paris à la fin octobre : les Champs-Élysées avec trams et une sculpture, monumentales à plus d'un titre, le Grand Palais, avec une centaine de toiles sur le thème de la corrida, et la galerie Imbert, qui montre cinquante dessins et vingt sculptures. Tandis que le parvis de la Défense accueillera les monuments de Calder dès le 8 octobre, quatorze stables gigantesques et aériens provisoirement attachés à leurs lieux d'édification en province.

Deux autres grandes rétrospectives conduiront l'automne dans la capitale : celle consacrée au peintre Alfred Manessier, à partir du 7 octobre au Grand Palais, qui devrait remettre en lumière un artiste négligé, et, au mois de novembre, celle, attendue, de Martial Rayssac à la Galerie nationale du Jeu de Paume : le surréalisme du nouveau réalisme produit depuis 1960 une œuvre forte et mystérieuse que Paris n'avait pas reçue depuis plus de dix ans.

Les régions ne sont pas en reste et annoncent quelques expositions prometteuses : Nantes évoque les maîtres de la guerre à travers l'expressionnisme suite des gravures de Jacques Callot (Musée Dobrée, à partir du 7 novembre). Outre Paris, Fragonard peut être vu au Musée de Picardie, à Amiens, qui vient d'acquérir une *Educación de la virgen* de belle facture, exposée depuis le 4 octobre.

Le Musée Condé de Chantilly s'est associé au Musée Delacroix de Paris : les deux endroits rappellent l'orientalisme du peintre romantique à travers ses carnets rapportés du Maroc, qui seront

édités en fac-similé à cette occasion, le 7 octobre. Manessier, autre amateur d'odalisques, est représenté au Musée d'art moderne et contemporain de Toulouse par les sculptures et les gravures tirées des collections du musée qui lui est consacré à partir du 17 octobre, le Musée Paul-Valéry, à Sète, montre un autre fauve, Albert Marquet, avec un choix de marines, quarante toiles et trente dessins de 1906 à 1943.

On l'attendait depuis quarante ans : la grande rétrospective d'Henri Laurens débute au Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq le 12 décembre. Cent soixante-quatre œuvres majeures de 1915 à 1954 d'un artiste injustement oublié. Méconnu, mais plein de charme, le Musée Pierre-André-Benoît, à Ales, réunit à partir du 14 octobre les œuvres et les documents de Pichab dans la collection P. A. B. Méconnus également, les Américains de Paris seront représentés au Musée de Metz en décembre par la rétrospective consacrée à John Franklin Koenig, une des figures-clés de l'abstraction lyrique des années 50. Toujours parmi les œuvres rarement montrées, celles d'un grand coloriste, Charles Lapicque, seront exposées au Musée de l'abbaye Sainte-Croix des Sables-d'Olonne, dès le 17 octobre, quinze toiles et soixante-dix dessins groupés autour du thème de la vogue.

Au contraire très au goût du jour, le fièvre latino-américaine, gagne Bayonne avec l'arrivée le 15 octobre de la rétrospective de l'artiste cubiste Rafael Soto. Le Musée d'art contemporain de Nîmes annonce pour le mois de décembre une intéressante confrontation entre un autre cubiste, Takis, et un fameux ludon, César.

Enfin, le 16 octobre, la Haute-Normandie ressuscite la question des icônes avec « Les iconodules », qui dans trois endroits bien différents (Musée des beaux-arts du Havre, Centre d'art contemporain de Darnétal et Musée d'Evreux) font le point sur les problèmes de l'image et de la représentation dans l'art contemporain.

HARRY BELLET

Galleries

Carl André

Onze œuvres récentes de petit format, dans lesquelles l'Américain, pionnier de l'art minimal, joue des possibilités de l'écran post au sol que rythment des cubes de granite. Ni inventaire ni démonstration, simplement des voies nouvelles.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Villeneuve-Temple, Paris 3. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

Joseph Cornell

Les belles magiques d'un artiste américain attiré par le surréalisme, qu'il trouvait cependant trop noir. Comparé par Robert Motherwell au capitaine Achab, Cornell est aujourd'hui considéré comme le lien entre le surréalisme et le pop art.

Galerie Karsten Gröve, 5, rue Debelleyme, Paris 3. Tél. : 42-78-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Nicolas de Staël

Dernière occasion de rendre hommage à Nicolas de Staël, à travers une quarantaine de toiles de sa dernière période. Un peu violemment éclaircies, on y retrouve néanmoins la belle matière filée, quelques petites merveilles dans une gamme de gris fabuleux et le très flamboyant *Chemin de fer au bord de la mer* de 1955.

Galerie Daniel Moithey, 26, av. Matignon, Paris 8. Tél. : 42-66-60-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi matin de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 18 octobre.

Jephan de Villiers

Des fragments de bois, des morceaux d'écorce ou des petits bouts de briolides d'où surgissent des personnages engagés dans une sombre procession, des élles et des lutins chassés d'une époque où les Jords couvraient la terre, qui viennent témoigner de la fin d'un monde.

Galerie Caroline Corré, 14, rue Quinquart, Paris 9. Tél. : 43-54-57-67. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

Teun Hocks

Teun Hocks à la gentillesse et la com-

Galleries

plexité technique des poètes. Leur humour aussi. Installé dans un décor peint, il se photographie dans des poses apparemment banales, dont l'incongruité surgit soudain. Colorées d'une peinture transcendante, ses œuvres provoquent parfois un rire, né de l'absurde, et, pour les meilleurs, montrent un sens de l'espace d'une extrême originalité.

Galerie 15, 15, rue Quinquart, Paris 6. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Dennis Hopper

Le cinéma ne lui suffit plus : acteur et réalisateur hollywoodien, Dennis Hopper passe de *Easy Rider* à *Apocalypse Now* et trouve encore des loisirs pour photographier la violence urbaine des années 60 et pour peindre les tags californiens en les tirant vers l'abstraction, sans esthétisme superflu.

Galerie Théodore Rogier, 7, rue Debelleyme, Paris 3. Tél. : 42-72-89-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 octobre.

Christian Jaccard

Une démarche radicale, mais sensible, qui en fait un des rares artistes français de sa génération à avoir réellement une œuvre derrière lui, et un énorme potentiel devant. L'aspect spectaculaire des papiers calcinés et la complexité de ses objets se voient heureusement surpédés, ils ne laissent pas indifférent.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris 8. Tél. : 45-92-97-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

Peter Joseph

Toiles récentes d'un Britannique discret qui avoue une admiration pour Rothko. Construites en deux couleurs composant un rectangle central et sa bordure, elles réclament une certaine empathie de la part du spectateur, qui ne le regrettera pas : le soin apporté par Joseph à ses harmonies et à leur éclairage provoque une émotion durable.

Galerie Lange-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4. Tél. : 42-78-11-71. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 octobre.

Allan Kaprow

On lui attribue les premières utilisations du terme « happening ». Il fut, dès 1957, un précurseur des installations environnementales qui voulaient faire éclater le cadre des arts traditionnels. Réactualisés, quatre environnements réalisés entre 1957 et 1964 témoignent d'une certaine éthique artistique. Une exposition contrainte, et utile par ces temps froids.

Espace Donguy, 57, rue de la République, Paris 9. Tél. : 43-54-57-67. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Paul Rebeyrolle

Rentrée en beauté pour Paul Rebeyrolle

Galleries

avec un accrochage de ses anciennes séries des *Aveugles* et *On dit qu'ils ont la rage*, et surtout avec la première exposition de ses toiles récentes sur le thème des *Fondateurs*, galerie Daniel Tampion. Sujets critiques et militants, servis par une exécution d'un vigneux peu commune.

Galerie Daniel Tampion, 4, avenue Marcel-Pasteur, Paris 13. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Galerie Leborg, 13, rue de Téhéran, Paris 8. Tél. : 45-93-13-15. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 9 octobre.

Velickovic

Exposition des toiles récentes de Velickovic, où le corps humain est comme toujours confronté à une violence sordide ou à des mouvements perpétuels. Mais le plus étonnant reste la terrible sculpture acérée qui garde l'entrée de la galerie et menace d'intégrer le spectateur au monde des corps mutilés qu'il est venu voir. Une réussite.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8. Tél. : 47-42-55-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Régions

Cherbourg

Premier artiste informel avec des dessins de 1922, Hartung est surtout évoqué pour ses activités au sein du courant abstrait lyrique des années 50. Excellentes raisons de montrer les réalisations des trente dernières années de sa vie, tant il est vrai que l'œuvre d'un peintre ne s'interrompt pas lorsque l'histoire de l'art le lui demande. Les derniers tableaux, réalisés à la sulfureuse à vigne, témoignent d'une belle jeunesse.

Galerie du Théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vestal, 50100. Tél. : 33-44-36-72. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Colmar

Roumain, il vint en France s'abreuver au surréalisme. Les dessins présentés ici montrent toutes les périodes de son œuvre, de l'autonomisme à un style par lequel des arts primitifs en passant par les cadavres exquis, jeu auquel l'avait initié Tanguy, ou des œuvres très en matière qui deviennent de plus en plus complexes, et l'angoissante série des *Rétrécissements* réalisés après son éviction du groupe surréaliste.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre, 25 F.

Dijon

Chefs-d'œuvre de la peinture française des musées néerlandais

L'Europe artistique vécit une longue histoire : à Rome se reconstituaient des peintures venues de Paris ou d'Amsterdam, qui échangeaient œuvres et idées. Si on reconnaît maintenant l'importance d'un Rembrandt ou d'un Ruysdael pour les Français, l'exposition de trois siècles d'art français en Hollande est une heureuse surprise.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-62-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 octobre, 11 F.

Nice

André Verdet

Autour du poète le plus populaire - et l'un des peintres les plus sympathiques - de la Côte d'Azur, les œuvres de ses amis Appel, Braque, Hartung, Jenkins, Picasso et beaucoup d'autres, venus témoigner d'une vie aventureuse et riche de rencontres.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06000. Tél. : 93-82-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 novembre.

Poitiers

James Turrell

Cet Américain, un méditatif, de la côte Ouest, voue son temps à l'espace et à la lumière, et entend nous y plonger. A Poitiers plus que jamais, où il faut vraiment plonger en milieu de bain, pour s'immerger dans l'œuvre.

Confort moderne, 185, boulevard du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-48-08-08. Mercredi, vendredi de 13 heures à 19 heures, jeudi de 13 heures à 22 heures, samedi de 14 heures à 22 heures, dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Saint-Paul-de-Vence

L'art en mouvement

Une exposition historique, de Degas à Tanguy en passant par les futuristes et les cinétiques, qui réalise une histoire des avant-gardes à travers le mouvement grâce à des œuvres souvent exceptionnelles. Des plus sérieux aux plus ludiques, un hommage à tous ceux qui voulaient faire bouger les choses.

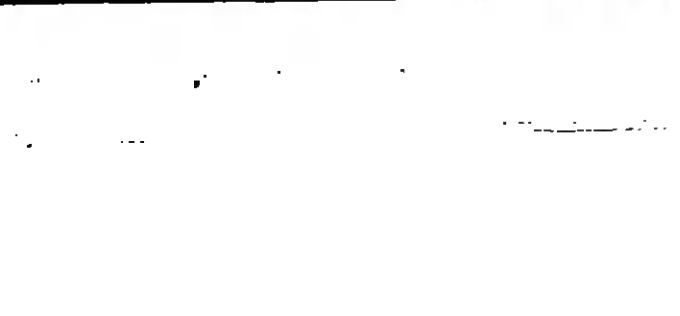
Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-51-83. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet « Architecture » : Frédéric Edelmann « Photo » : Michel Guerin.

Galeries nationales du Grand Palais du 7 octobre 92 au 4 janvier 93

Manessier

De la peinture aux arts plastiques



CINEMA

PETITE HISTOIRE D'UN GRAND FILM

Une Ingrid Bergman belle jusqu'à l'impossible. Un Peter Lorre aux paupières lourdes de tristesse. Un Claude Rains suave de compromission. Un Sydney Greenstreet corpulent de corruption, derrière le rideau à perles du Perroquet bleu. Paul Henreid demandant à l'orchestre de couvrir la musique allemande par « la Marseillaise ». Bogart en veste de smoking blanc, solitaire et amer, buvant du whisky en face d'un pianiste noir (à qui il ne dira jamais « Play it again, Sam »). Film-culte, « Casablanca » a aujourd'hui cinquante ans. Une œuvre qui naquit dans le tourment sinon dans la douleur et demeure l'un des meilleurs exemples du fonctionnement de ce qu'on appelle parfois « l'âge d'or de l'industrie cinématographique américaine ».



Le dialogue de Casablanca est l'un des plus cités par les cinéphilas du monde entier. L'équivalent, en quelque sorte, de notre « Atmosphère, atmosphère... » ou encore de : « Je m'appelle Garance, c'est le nom d'une fleur. » Quelques exemples :

Bogart après l'arrivée de Bergman à Casablanca : « De tous les troquets de toutes les villes du monde entier, il a fallu qu'elle entre dans le mien. »

Dialogues

Bogart rappelant sa séparation d'avec Bergman à Paris : « Un finish triomphal. Un gars debout sur un quai de gare sous la pluie avec une grimace comique sur le visage, parce qu'il a les entrailles défoncées à coups de pied. »

Rains à Bogart : « Au nom du ciel ! qu'est-ce qui a pu bien vous mener à Casablanca ? » Bogart : « Ma santé. Je suis venu à Casablanca pour les eaux. » Rains : « Quelles eaux ? Nous sommes dans le désert. » Bogart : « J'ai été mal informé. »

Bergman à Bogart, le jour où les Allemands entrent dans Paris : « Était-ce le canon, ou le battiment de mon cœur ? »

Bogart à Bergman : « Les Allemands étaient en gris. Toi, tu étais en bleu. »

La réplique la plus mythique qui ne fut jamais prononcée dans Casablanca : « Play it again, Sam. » Elle est de Woody Allen, c'est même le titre du film qu'il réalisa en 1972, exemple peut-être unique d'une fétichisation du cinéma par le cinéma. Le dialogue exact : « Play it, Sam, dit Bogart à Dooley Wilson. Joue-le-moi, Sam. Jouis-moi As Time Goes by. (...) Tu l'as joué pour elle, tu peux bien le jouer pour moi. »

CASABLANCA

« Je peux te raconter une histoire ? demande Ilsa (Ingrid Bergman) à Rick (Humphrey Bogart). Mais je n'en sais pas encore la fin. »

« Raconte quand même, répond Bogart. Tu en trouveras peut-être une en chemin. »

Extrait de Casablanca, cet échange pourrait aussi définir l'odyssée du film. Recette d'un blockbuster selon Peter Bart, éditorialiste à Variety : « Vous prenez un scénario si bancal qu'il est réécrit par une flopée de scénaristes tout au long du tournage. Ajoutez deux acteurs que rien ne rapproche sinon un écoulement commun pour leurs contrats respectifs, un réalisateur fort en gueule qui insulte la terre entière et un producteur égomane qui joue aux lattes de pouvoir avec les patrons d'un studio. Brassez le tout (mais que ça reste en famille), servez chaud. »

« Tout film est un animal né d'accidents et de choix faits à l'aventure », écrit Aljean Harmatz, ancienne journaliste au New York Times, dans *Round Up the Usual Suspects* : Hollywood, *World War II* and *Casablanca*, un des nombreux livres publiés pour le cinquantenaire du film. « J'ai le sentiment presque mystique que le film s'est fait de lui-même », déclare l'un des scénaristes du film, Howard Koch, à Peter Bart.

Tout commence quand Murray Burnett, un instituteur de New-York qui se pique de dramaturgie, est frappé par l'approche inéluctable de la guerre. En vacances en Europe, dans un café du midi de la France, la « Belle Amour », il découvre une frange de société en formation, mélange d'expatriés et d'aventuriers autour d'un pianiste noir jouant du blues.

Deux ans plus tard, Burnett s'allie à Joan Alison, riche héritière et auteur dramatique à l'époque, pour rédiger la première version d'une pièce en trois actes, *Everybody Comes to Rick's*. La plupart des ingrédients sont déjà là : le cadre - Casablanca, le « Rick's Café Américain » (sic) - et les personnages. Parfois sous d'autres noms (Ilsa Lund, norvégienne, est alors l'Américaine Lois Meredith) ou avec d'autres passés (Richard Blaine, bientôt Rick, est un ancien avocat parisien qui a quitté femme, enfants puis son pays après une liaison passionnée. Le film sera plus fidèle sur ce point). Sam, le pianiste noir, joue déjà *As Time Goes by*, un tube de 1931 de Herman Hupfeld, mais Victor Laszlo, patriote et résistant dans le film, n'est encore qu'un riche Tchecoslovaque dont les nazis exigent qu'il transfère sa fortune en Allemagne.

Les producteurs de théâtre Martin Gabel et Carly Whariton prennent une option sur la pièce, elle n'est cependant jamais montée : les auteurs décident de faire parvenir leur opus aux studios hollywoodiens. Le 8 décembre 1941, vingt-quatre heures après Pearl-Harbour, le texte retient l'attention d'un lecteur de la Warner, Stanley Karnot. Dans une note de lecture adressée le 11 décembre à Hal Wallis, ancien directeur du studio Warner, récemment devenu producteur indépendant, Karnot décrit la pièce comme « un excellent mélodrame, haut en couleur, bien dans l'actualité, ambiance tendue, suspense, conflit psychologique et physique (1) ».

Sollicitant leurs commentaires, Wallis fait circuler la

pièce parmi ses collaborateurs les plus proches. Trois jours avant Noël 1941, Jerry Wald, scénariste récemment promu producteur, fera pencher la balance : il y a là, dit-il, matière à créer, sur mesure, pour un des « durs » de l'écurie Warner, un véhicule semblable à *Alger*, mélodrame d'aventures réalisé par John Cromwell, avec Charles Boyer et Hedy Lamarr, qui a bien réjoué, en 1938, les caisses d'un studio rival, Artistes associés.

Convaincu, Wallis demande à la Warner d'acquiescer les droits de la pièce, ce que fait aussitôt le studio pour 20 000 dollars, somme énorme, même à l'époque, pour une œuvre inédite. Le 31 décembre 1941, Wallis informe tous les départements de la Warner que le projet s'appelle désormais *Casablanca* (on ne saura jamais ce qui a motivé le changement de titre). Le 5 janvier, une première ébauche du scénario est confiée à Andreas MacKenzie et Wally Kline, qui avaient écrit *They Died With their Boots on*, un produit-maison réalisé par Raoul Walsh avec Errol Flynn.

Le système promotionnel hollywoodien démarre en trombe. Le 7 janvier, un communiqué de presse de la Warner indique qu'« Ann Sheridan et Ronald Reagan se retrouveront, pour la troisième fois, dans Casablanca, Dennis Morgan complétant le trio de vedettes ». Mais le 14 février 1942, alors qu'il est en plein tournage de *Yankee Doodle Dandy*, avec James Cagney, Hal Wallis dit à un des cadres supérieurs du studio d'« envisager Humphrey Bogart et Ann Sheridan pour Casablanca ». L'annonce publique ne sera faite que le 10 avril, ce qui permettra aussi de signaler que le lieutenant Reagan part pour le front le 19 (il n'ira jamais plus loin que Washington).

Entre-temps, le rôle manque d'échapper à Bogart. Travailleur acharné spécialisé dans les dernières couteaux (nul n'est mort autant de fois en si peu d'années et de tant de manières différentes que lui au début de sa carrière), Bogart ne figure pas dans le peloton de tête des vedettes-maison, constitué par Errol Flynn, James Cagney, Edward G. Robinson et George Raft. A ce dernier, Jack Warner a promis qu'il ne jouerait « que dans des films importants ». Or, depuis son arrivée, Raft rejette scénario sur scénario, Bogart hérite. Une fois de plus, Raft ne juge pas *Casablanca* « assez important ». Il se ravise cependant, commence à faire campagne, allant jusqu'à intervenir auprès de Jack Warner, qui, le 2 avril, le suggère fortement à Hal Wallis. Le 3, celui-ci répond à Warner qu'il estime « Bogart idéal pour le rôle ».

Mécontent de la première mouture du script, mi-février, Wallis a fait appel à un tandem de scénaristes chevronnés, Philip et Julius Epstein (qui avaient contribué, de manière anonyme, à *Yankee Doodle Dandy*). Tout en révisant la structure dramatique, les deux frères rejoignent Frank Capra à Washington pour la série de propagande *Why We Fight*. Wallis confie alors une autre écriture à Howard Koch, engagé par la Warner à la suite de sa collaboration avec Orson Welles sur *La Guerre des mondes*, en 1938. Première tâche de Koch à la Warner : le scénario de *The Sea Hawk* (l'Aigle des mers), réalisé par Michael Curtiz.

Né Michaly Kertész en 1888 à Budapest, fils d'un architecte (ou d'un charpentier) et d'une chanteuse d'opéra (ou

d'une mère de famille - l'homme donnait souvent dans l'affabulation), Curtiz séjourne, enfant, à Vienne, puis, en 1912 à Budapest, est acteur dans les premiers films hongrois avant d'opter pour la mise en scène, qu'il pratique d'abord en Hongrie, puis, lorsque le régime communiste de Bela Kun nationalise les studios en 1919, en Autriche, en Allemagne, en Suède, à travers l'Europe. Lorsqu'il débarque aux États-Unis, le 4 juillet 1926, il a déjà plus de soixante-dix films à son actif. *Moon Over Israel* incite Jack Warner à lui confier un projet sur l'Arche de Noé. Le film ne se fera pas, mais le genre biblique est le seul que Curtiz n'abandonnera que tout à fait en fin d'une carrière jalonnée de mélodrames flamboyants (*Mildred Pierce*, *Flamingo Road*, avec Joan Crawford), d'épopées (*La Charge de la brigade légère*), de films d'aventures (*Les Aventures du Capitaine Blood*, *Robin des Bois*) ou de films musicaux (*Noël blanc*, *la Femme aux chimères*, biographie de Bix Beiderbecke, avec Kirk Douglas).

Tandis que s'élaborent, parallèlement, diverses versions du scénario de *Casablanca*, Wallis a des doutes concernant Ann Sheridan. Il songe à Hedy Lamarr, de l'écurie MGM (quoique après *Alger*, *Casablanca*...), mais Louis B. Mayer refuse. C'est alors qu'il pense à Ingrid Bergman. Celle-ci est sous contrat avec le producteur David O. Selznick. Peut-être paralysé par le succès sans précédent d'*Autant en emporte le vent*, Selznick marque le pas, préférant louer les services de son écurie d'acteurs, qu'il paie à la semaine et dont il empoche le loyer.

Michelle Morgan est pressentie, elle fait même un bout d'essai, mais son agent exige un cachet de 50 000 dollars, et Selznick n'en réclame que 25 000 pour Bergman... Les deux actrices - étrangères - en sont au même point : leurs premiers films américains ont connu le succès (*Joan of Paris* pour Morgan, *Intermezzo* pour Bergman, qui vient aussi d'achever *Docteur Jekyll et M. Hyde* avec Rouben Mamoulian), elles sont toutes deux mûres pour accéder aux échelons supérieurs du star-system.

Pour le rôle du pianiste Sam (prénom, en anglais, asexué), Wallis envisage Lena Horne, Ella Fitzgerald, Hazel Scott. Se rendant vite compte que cela fausserait les données, il choisit Dooley Wilson, cofondateur de la première troupe de théâtre de Harlem, ancien batteur dans l'orchestre de James Europe, qui vécit quinze ans à Paris et, revenu à New-York au milieu de la Grande Dépression, fut l'un des principaux acteurs dans *Cabin in the Sky* à Broadway.

Le casting prend forme. Curieusement, Humphrey Bogart et Dooley Wilson seront les seuls Américains de la distribution : Bergman est suédoise, Claude Rains et Sidney Greenstreet sont anglais, Peter Lorre est hongrois (comme Michael Curtiz), Conrad Veidt, allemand, Delio, français, Paul Henreid (à peine sorti de *Now Voyager*) est autrichien né à Trieste mais ayant vécu et travaillé à Londres.

Curtiz sait qu'il doit très vite mettre le film en chantier. L'intrigue de *Casablanca* se déroule juste avant l'entrée des États-Unis dans la guerre : si on attend trop longtemps, l'Histoire frappera le projet d'obsolescence. D'autre part,

une grande partie des acteurs sont « en prêt », il faut les libérer au plus vite ou ça coûtera trop cher au studio. Tant et si bien que lorsque Michael Curtiz donne le premier tour de manivelle, le 25 mai 1941, il n'a en main que soixante pages à peine du scénario.

Howard Koch tape aussi vite qu'il peut, mais ça ne suffit pas. D'autres, à l'appel de Wallis (parfois à l'insu de leurs collègues), mettent la main à la pâte - Casey Robinson, scénariste vedette du studio; Albert Maltz, qui figurera plus tard sur la liste noire de McCarthy. Les Epstein inventent la fin, mais la dernière réplique - Bogart disant à Claude Rains : « Louis, je crois que c'est le début d'une grande amitié » - est de Hal Wallis (elle fut enregistrée trois semaines après la fin du tournage). Pendant longtemps, il y aura controverse quant à l'identité de l'auteur de *Casablanca*, mais la plupart des historiens sont d'accord : la majeure partie du scénario est due à Koch et aux Epstein, et c'est collectivement qu'ils recevront l'Oscar du meilleur scénario en 1944. « Le studio sait qui a fait quoi », dira plus tard Julius Epstein. Après *Casablanca*, ils nous ont bombardés producteurs. Ils nous ont donné un nouveau contrat. Ils nous ont donné des bungalows avec des cheminées. »

Curtiz tourne sans filet de sécurité, avec des dialogues écrits au jour le jour, engueule tout le monde dans un anglais approximatif (« La prochaine fois que j'aurai besoin d'un con pour aller me chercher une connerie, j'irai moi-même ! »). Les acteurs sont furieux. Bogart jure que le film sera un désastre et se retire constamment dans sa loge. Bergman est pour le moins déçue. Comme elle le rappelle dans son autobiographie : « Personne ne savait où allait le film, personne ne savait comment il se terminerait, ce qui ne nous aidait guère à définir nos personnages... Je demandais constamment de qui j'étais vraiment amoureuse : Paul Henreid ou Humphrey Bogart ? » Lorsqu'elle pose la question à Curtiz, celui-ci répond : « Nous ne savons pas encore. Joue-le, entre deux. » Tant mieux : l'incertitude de Bergman sert sa performance, et la colère de Bogart alimente l'amertume de Rick.

Le tournage s'achève le 3 août, au bout de cinquante-neuf jours (onze de plus que prévu), sur un budget en économie de 1 million de dollars. La sortie est fixée à juin 1943, mais, en novembre 1942, les alliés envahissent l'Afrique du Nord et reprennent Casablanca. Warner avance (donc) la sortie du film à fin novembre, le jour de Thanksgiving. Contrairement à ce que, dans la scène finale, prédit un Rick-Bogart nimbé de brouillard sur la piste de l'aéroport - « Il n'en faut pas beaucoup pour voir que les problèmes de trois petites personnes ne valent pas une poignée de haricots dans ce monde de fous », - *Casablanca* sera un triomphe.

HENRI BÉHAR

(1) Ce mémorandum, comme d'autres cités ici, est reproduit dans *Casablanca : Behind the Scenes*, de Harlan Lebo, directeur des communications à l'université de Californie.